

Revue Africaine de Sociologie
Un périodique semestriel de Conseil pour le Développement de la Recherche
en Sciences Sociales en Afrique (CODESRIA)
(Incorporant le South African Sociological Review)

Rédacteurs en Chef:

Olajide Oloyede
Dept. of Anthropology and Sociology,
University of the Western Cape,
Private Bag X17, Bellville,
Cape Town, South Africa
Tel: +2721959 3346;
Cell: 0820541962
E-mail: ooloyede@uwc.ac.za

Jean-Bernard Ouedraogo
Université de Ouagadougou,
Burkina Faso
berno@yahoo.com

Elisio Macano
University of Basel,
Switzerland

Onalenna Selolwane
Tel: 267-355-2758
Fax: 267-318-5099
Mobile: 267-71555321
E-mail: selolwan@mopipi.ub.bw

Comité de Rédaction:

Slaheddine Ben Frej, Tunisienne des Sociologues (ATS), Tunisie
Ifi Amadiume, Dartmouth College, USA
Gbein Paul N'da , Ecole Normale Supérieure, Abijan, Côte d'Ivoire
Jimi O. Adesina, University of South Africa (UNISA), Pretoria, South Africa.
Olayiwola Erinosh, Social Science Academy of Nigeria, Abuja, Nigeria
Rudebeck Lars Edward Axel, Uppsala University, Sweden
Adama Ba Konaré, Bureau de l'Ancien Président, Niara, Bamako / Mali
Alfred Babatunde Zack-Williams, University of Central Lancashire, Preston, Lancashire,
Harri Englund, Free School Lane, Cambridge, United Kingdom
Dzodzi Tsikata (PhD), University of Ghana, Ghana
Jean-Ferdinand Mbah, Université Omar Bongo, Gabon
Alcinda Honwana, United Nations, Department of Social and Economic Affairs
Fred Hendricks, Rhodes University, South Africa
Winnie Mitullah, University of Nairobi, Kenya
Jean Copans, Université René Descartes, Paris V, France
Bawa Yamba, Diakonhjemmet College, Norway

La Revue Africaine de Sociologie est une publication semestriel du CODESRIA à Dakar, au Sénégal. On accepte tout article des chercheurs africains et non-africains concernant la problématique des analyses sociales de ce continent et en général. La Revue assiste d'abord comme support pour l'extension de la pensée sociologique et anthropologique entre les chercheurs en Afrique. Tout travail pertinent venant de l'extérieur du continent est néanmoins aussi considéré. Des contributions ou en français sont acceptées.

Toute contribution doit être envoyée au:

Olajide Oloyede
Dept. of Anthropology and Sociology
University of the Western Cape
Private Bag X17, Bellville
Cape Town, South Africa
Tel: +27(21)959 2336
Fax: +27(21) 959 2830
E-mail: jide.oloyede@gmail.com

Abonnements:

Subscriptions
African Sociological Review
Dept. of Anthropology and Sociology
University of the Western Cape
Private Bag X17, Bellville
Cape Town, South Africa

1. Individus
2. Institutions africaines

De l'Afrique	D'Ailleurs
R50	\$50
R80	\$80



Council for the Development of Social Science
Research in Africa

Conseil pour le développement de la recherche en
sciences sociales en Afrique

CODESRIA would like to express its gratitude to the Swedish International Development Cooperation Agency (SIDA), the Carnegie Corporation of New York (CCNY), the Norwegian Agency for Development Cooperation (NORAD), the Rockefeller Foundation, the Open Society Foundations (OSFs), The Open Society Initiative for West Africa (OSIWA), The Open Society Initiative for Southern Africa (OSISA), Andrew Mellon Foundation, and the Government of Senegal for supporting its research, training and publication programmes.

Le CODESRIA exprime sa profonde gratitude à la Swedish International Development Cooperation Agency (SIDA), à la Carnegie Corporation de New York (CCNY), à l'Agence norvégienne de développement et de coopération (NORAD), à la Fondation Rockefeller, à l'Open Society Foundations (OSFs), à l'Open Society Initiative for West Africa (OSIWA), à l'Open Society Initiative for Southern Africa (OSISA), à la Fondation Andrew Mellon ainsi qu'au Gouvernement du Sénégal pour le soutien apporté aux programmes de recherche, de formation et de publication du Conseil.

Editorial	1
General Issue	
L'organisation Internationale de la Francophonie : Instrument de Development ou de Dependence <i>Par Dali Clement Stephane</i>	4
Research Papers	
La contribution des Universités dans la mise en œuvre des ODD au Sénégal : le cas de l'Université Alioune Diop de Bambey <i>Mamadou Saliou Mbengue</i>	19
The reform of public universities in Tanzania: Governmentality and the exercise of power <i>Maduekwe, Catherine, Chinenye and Beverly Thaver.</i>	45
Transition énergétique et mouvements sociaux à Abidjan : une analyse dialectique des perceptions de la population abidjanaise face à la politique étatique de distribution d'ampoules à basse consommation <i>Kabran Aristide Djane</i>	61
Transition from shacks to formal human settlements – Social cohesion in Mt Moriah in the metropolitan area of Durban, South Africa. <i>Sultan Khan</i>	79
De la présence féminine dans la rue : Stratégies d'accès à l'espace public dans un quartier spontané, Ras El Ain – Oran (Algérie) <i>Mehdi Souiah</i>	96
A Researcher's Visit to Italy: Human trafficking and the Nigerian-Sicilian Mafias <i>Mike Omilusi</i>	110

EDITORIAL:

Book Reviews

Readers of the *African Sociological Review*, would probably have noticed that for quite a while, the book review section has not been active. This is not as a result of any editorial decision to downgrade the section or the problem of print space, which bedevils many journals in the current age; it is simply because of the rather unfortunate, unwillingness of academics, in our part of the world, to take book reviewing as a serious part of their scholarly work and their non-response to request from us to review books of immense scholarly interest. Book reviewing is a serious academic enterprise and the academic profession, some have argued, symbiotically, depend upon it in some ways. In the social sciences and humanities, where book publishing is central, the book review serves as an evaluative tool of the contributions to the disciplines. The book review section of a journal is therefore a forum to encourage engagement with the latest academic publications in the disciplines. This is the premise of our book review section and explains why, we have been, for a very long time, proactive in commissioning reviews by seeking out potential reviewers and soliciting their contribution. Since we have been disappointed so far, we would like, with this editorial, to be reactive in commissioning reviews and accept reactive commissions, where a potential writer reaches out and proposes a review. To this end, we put forward the guidelines below:

Length and Format

- We ask for reviews on social science books from reviewers to be between 1,000-1,200 words in length. This typically equates to around 8 to 10 short paragraphs.
- The completed reviews should be in a Word document, along with a short biography, and sent to the Managing Editor, ASR. Please remember to include the full publication details of the book under review, including the book title, author/editor, translator (if applicable), publisher and publication date.

Olajide Oloyede

Managing Editor, ASR

ÉDITORIAL:

Les lecteurs de la Revue sociologique africaine auraient probablement remarqué que la section des critiques de livres n'était plus active depuis un certain temps. Ce n'est pas une conséquence de la décision éditoriale de déclasser la section ou du problème de l'espace d'impression, qui gêne de nombreux journaux de l'époque actuelle; c'est simplement parce que les universitaires, dans notre partie du monde, ne sont pas disposés à accepter la critique de livres comme une partie sérieuse de leur travail scientifique et leur non-réponse à nous demander de passer en revue des livres d'un immense intérêt scientifique. La critique de livres est une entreprise académique sérieuse et la profession académique, ont fait valoir certains, en symbiose, en dépendent à certains égards. Dans les sciences sociales et humaines, où l'édition du livre occupe une place centrale, les critiques de livres servent d'outil d'évaluation des contributions aux disciplines.

La section de critique de livre d'une revue est donc un forum pour encourager l'engagement avec les dernières publications académiques dans les disciplines. Ceci est la prémisse de notre section de critiques de livres et explique pourquoi nous sommes depuis très longtemps, proactifs, de commander des revues en recherchant des réviseurs potentiels et en sollicitant leur contribution. Puisque nous avons été déçus jusqu'à présent, nous voudrions, avec cet éditorial, faire preuve de réactivité dans la commande de critiques et accepter des commissions réactives, dans lesquelles un auteur potentiel tend lui-même à proposer une critique. À cette fin, nous proposons les lignes directrices suivantes:

Longueur et format

- Nous demandons que les commentaires contiennent entre 1 000 et 1 200 mots. Cela équivaut généralement à environ 8 à 10 paragraphes courts.
- Veuillez envoyer vos critiques complétées dans un document Word, accompagnées d'une courte biographie, au plus tard à votre date limite au rédacteur en chef, ASR. N'oubliez pas d'inclure les détails complets de la publication du livre en cours de révision, y compris le titre du livre, l'auteur / éditeur, le traducteur (le cas échéant), l'éditeur et la date de publication.
- Veuillez respecter votre échéance le plus fidèlement possible. ce sera généralement autour de 6 semaines. Si vous avez du mal à respecter la date convenue, veuillez contacter le rédacteur en chef.

Olajide Oloyede
Rédacteur en chef

L'organisation internationale de la Francophonie : Instrument de Developpement ou de Dependance

Clement Stephane Dali

Laboratoire du Changement Social et Politique (LCSP)

l'Université Paris Diderot.

Email address: clement.dali@etu.univ-paris-diderot.fr.

Résumé

S'interrogeant sur l'encastrement de l'Organisation Internationale de la Francophonie dans l'ordre hégémonique mondial, l'article entreprend une analyse de discours de ladite organisation à la fois dans une approche foucauldienne et diachronique et une approche comparative et synchronique. En effet, prendre au sérieux les discours des institutions, notamment dans le cadre postcolonial est un filon heuristique idoine pour dépasser – et non, nécessairement contredire – la sociologie spontanée secrétée par l'action militante. Nous établissons ainsi une contradiction flagrante entre deux types de discours, d'une part celui qui est produit par l'Organisation de la Francophonie sur la Francophonie et d'autre part celui produit par l'Etat français sur la Francophonie. Lorsque le premier est envisagé sur le mode du vivre ensemble, le second a pour matrice une volonté de dominer dont l'origine est d'essence coloniale. L'article contribue ainsi à alimenter les réflexions sur la refonte et le renouvellement des relations postcoloniales en mettant en cause la pertinence de l'engagement des ex-colonisés dans des dispositifs de pouvoir qui favorisent leur assujettissement.

Mots clés: *Ordre hégémonique, analyse foucauldienne, cadre postcolonial, Organisation des pays francophones, domination coloniale*

Abstract

Questioning the embedding of the International Organization of the Francophonie in the global hegemonic order, the article undertakes a discourse analysis of the organization in both a Foucauldian and diachronic approach and a comparative and synchronic approach. Indeed, taking the institutions' discourses seriously, especially in the postcolonial framework, is a good heuristic way to go beyond – and not necessarily to contradict – the spontaneous sociology secreted by militant action. We thus establish a flagrant contradiction between two types of discourse, on the one hand that produced by the Organization of the Francophonie on the Francophonie and on the other hand that produced by the French State on the Francophonie. When the first is envisaged on the mode of living together, the second has for matrix a will to dominate whose origin is of colonial essence. The article thus contributes to fueling reflections

on the recasting and renewal of postcolonial relations by questioning the relevance of the ex-colonizeds' commitment to power systems that favor their subjugation.

Key words: *Hegemonic order, Foucauldian analysis, postcolonial framework, Organisation of Francophone countries, colonial domination*

Introduction

Les réflexions qui vont suivre s'inscrivent dans le cadre plus large des questions relatives au développement entre ex-puissances colonisatrices et territoires étatiques postcolonisés. L'Organisation Internationale de la Francophonie, en tant que cadre institutionnel va nous permettre de circonscrire le champ, au demeurant très vaste, desdites réflexions. Il convient donc avant tout de présenter succinctement l'OIF.

Créée en 1970 sous le nom d'Agence de coopération culturelle et technique, son but initial est de promouvoir « *le développement d'une coopération multilatérale dans les domaines ressortissant à l'éducation, à la culture, aux sciences et aux techniques, et par là au rapprochement des peuples* »¹². Peu active dans ses premières années, cette agence va gagner en complexité institutionnelle et s'étaler en pseudopodes pour devenir en 1997, l'Organisation Internationale de la Francophonie dans sa forme que nous lui connaissons aujourd'hui. Ainsi, alors qu'elle se consacrait à ses débuts à servir de plateforme centralisant les différentes formes d'aides que la France offrait dans le domaine culturel à ses ex-colonies, elle a peu à peu intégré des thématiques plus larges au nombre desquels figure en bonne place la question du développement.

Le premier aspect de notre travail sera donc d'étudier dans le discours officiel de l'OIF, l'articulation qui se fait entre les notions de développement et celle de communauté linguistique – ce qu'elle est à la base –. Son second aspect sera de confronter ce discours de l'OIF sur la Francophonie à celui des officiels de l'Etat français. Le but étant de souligner une dualité, voire une non-superposabilité de ces deux types de discours.

La question de recherche qui est la nôtre dérive donc de cette intuition de départ, et peut se formuler ainsi : *le discours sur le développement tenu par l'Organisation Internationale de la Francophonie n'est-il pas contredit par le discours français sur la Francophonie ?* La confrontation de ces deux ordres de discours se trouve être le moyen que nous comptons utiliser pour répondre à cette question que nous nous sommes donné mais qui s'impose aussi à nous.

Notre hypothèse de départ est de considérer l'Organisation Internationale de la Francophonie comme une fractale régionalisée et institutionnalisée du système-monde. En tant que tel, elle participe au maintien, à la circulation et à la production continuée

1 Article 1 de l'annexe à la Convention portant création de l'Agence de Coopération Culturelle et Technique.

2 Le préambule de l'accord énonce que c'est la conscience d'un usage commun de la langue française qui les incite parties à s'associer.

d'un ensemble de normes et de valeurs qui ont pour but *in fine* de garantir la place hégémonique et centrale de certains Etats du Nord ; place occupée dans le cadre de l'OIF par la France.

Avant d'arriver à la présentation de notre corpus, il importe de préciser la démarche conceptuelle qui va sous-tendre notre travail. Ce que nous entendons ici par *discours* est à prendre au sens le plus foucauldien du terme. Judith Revel, dans *Le vocabulaire de Foucault* écrit :

« *Le discours désigne en général chez Foucault un ensemble d'énoncés qui peuvent appartenir à des champs différents mais qui obéissent malgré tout à des règles de fonctionnement communes. Ces règles ne sont pas seulement linguistiques ou formelles, mais reproduisent un certain nombre de partages historiquement déterminés (par exemple le grand partage raison/déraison) 1* « *ordre du discours* » *propre à une période particulière possède donc une fonction normative et réglée et met en œuvre des mécanismes d'organisation du réel à travers la production de savoirs, de stratégies et de pratiques* » (Revel, 2009)

Comme on le verra, les *énoncés* formant dans notre cas le discours sont les propositions les plus récurrentes constituant les fonds argumentatifs l'OIF et de l'Etat français. Ils sont performatifs – au sens où ce qu'ils *disent* se matérialisent dans le champ des relations internationales –, et tout comme le discours de la psychiatrie établit une ligne de partage entre la conscience pathologique et la conscience saine, les discours que nous étudierons ont pour fonction de créer des ensembles étatiques homogènes qui se structurent différemment selon que l'on se place au niveau de l'Organisation Internationale de la Francophonie ou de l'Etat français. Ces ensembles sont relativement étanches et ont pour but de créer au sein du système des relations internationales les conditions propitiatoires à leur prospérité et/ou puissance. Or comme nous le verrons, l'ensemble silhouetté du point de vue de l'Etat français s'emboîte dans celui de l'OIF et agit comme une matrice spectrale qui surdétermine ses intérêts propres par rapport à ceux de l'organisation. Il ne s'agira donc pas d'une analyse de discours lexicométrique ni même structurale mais d'une approche comparative et généalogique. Par approche comparative, il s'agira de montrer une continuité disjonctive de type contraposée entre les deux discours. Considérons un instant *P* comme étant le discours de la France sur la Francophonie et *Q* celui de l'OIF sur la Francophonie. Admettons que *P* soit la condition nécessaire de *Q*, si bien que les propriétés de *P* sont les mêmes que celles de *Q*³. Les règles de la logique classique posent que l'implication *si non-Q alors non-P* est la contraposée de *si P alors Q*. Plus concrètement, cela revient à dire que les propriétés de *P* sont partagées par *Q* et que

3 Cet a priori que nous admettons ici est explicité par le pendant généalogique de notre approche.

celles qui manquent à *Q* manquent nécessairement à *P*. Or comme nous le mentionnons tantôt, il existe entre les deux discours, une continuité disjonctive de telle sorte qu'on obtient l'implication contre-intuitive *si non-Q alors P*. Quant à l'approche généalogique d'inspiration foucauldienne, elle est complémentaire de l'approche comparative et lui est d'ailleurs nécessaire ; c'est par elle que nous établirons la continuité et la persistance de dispositifs de pouvoirs anciens. Elle est diachronique et tend à prouver l'existence de liens là où on verrait autrement du discontinu, tandis que l'approche comparative est synchronique et tend à montrer la non-superposabilité.

Notre corpus se composera pour la première partie de la parole officielle de l'OIF lorsque cette institution se réfère à sa propre existence, à son but et à sa vocation. Cette parole officielle est redondante et a peu varié dans le temps, se contentant de se réactualiser en fonction des conjonctures politiques, de telle sorte que nous pensons que même une sélection aléatoire pourrait donner un aperçu fidèle de ce discours. Il sera porté une attention particulière aux discours des Secrétaires généraux, aux rapports de la Conférence ministérielle de la Francophonie ainsi qu'aux textes juridiques. Dans la seconde partie de notre travail, nous étudierons le rapport intitulé *La Francophonie et la Francophilie, moteurs de croissance durable*. La pertinence du choix de ce rapport s'explique par la nature même de type de documents que constituent les rapports officiels. Ces documents présentent le double avantage d'être produits par le centre du pouvoir exécutif sans engager la responsabilité de ce dernier. Le rapport ainsi considéré, même s'il est soumis dans une certaine mesure à la publicité est l'expression même d'une parole confidentielle, qui peut sans risque d'être contredite dans l'immédiateté, planifier et rationaliser toute la volonté de puissance de l'Etat. Piloté par Jacques Attali, le rapport qui nous occupera est le fruit d'une étude initiée par le Président français d'alors François Hollande. Son objet était d'étudier le potentiel économique de la francophonie dans le but de son exploitation optimale par la France⁴. Afin de donner une profondeur historique à l'analyse de ce texte, nous le lirons en nous référant au discours de Jules Ferry sur l'expansion coloniale de la France. Nous pensons ainsi mettre à jour entre ces deux textes éloignés l'un de l'autre de plus d'un siècle, *ceteris paribus*, la continuité logique inhérente à tout Etat-Nation qui est la tendance à la maximisation de ses intérêts propres et la recherche de positions de prestige ; laquelle tendance n'hésite pas à instrumentaliser la langue et le développement comme vecteur de puissance dans la poursuite de ses fins.

4 La première phrase du rapport est la suivante : « Le potentiel économique de la francophonie est énorme et insuffisamment exploité par la France ».

LE DISCOURS OFFICIEL DE L'OIF : *LA LANGUE FRANÇAISE POUR SE DEVELOPPER. SE DEVELOPPER POUR DEVELOPPER LA LANGUE FRANÇAISE*

L'expression, en italiques, laisse transparaître la dialectique ambiguë qui se noue au creux du discours de l'OIF. Comme nous le soulignons tantôt, l'organisation a été créée en 1970 dans le but explicite de promouvoir la langue française. Parmi ces pères fondateurs, on retrouve avant tout le Président-Poète et négritudien⁵ L.S. Senghor⁶ (Michaëlle Jean, 2017). On peut dire de la démarche qui a été la sienne et à laquelle ont participé bon nombre de femmes et d'hommes politiques de l'époque, qu'il s'agissait de dresser un autel institutionnel à la gloire de la langue française mais aussi de concevoir un pendant francophone au Commonwealth (Lavodrama, 2007). Mais très tôt, s'est imposée à cette sorte de panégyrique, la question du développement. La Déclaration de la deuxième Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement francophones, tenue à Québec en 1987, défendait la nécessité de : « *relever ensemble les grands défis de développement et de modernisations* ».

Dès lors, les deux grands axes autour desquels la logique actuelle de la Francophonie s'est construite sont posés. Le premier axe, qu'on peut qualifier d'originaire ou de constitutif est la promotion de la langue française, quant au second, il consiste à poursuivre le développement des Etats membres appartenant au Tiers-Monde ; lesquels sont par ailleurs, presque tous africains et des ex-colonies françaises. Aux prises avec ces deux axes, l'OIF va tenter d'impulser entre eux une dynamique circulaire. En attelant l'un à l'autre, il s'agit de créer un effet vertueux de telle sorte que les avancées de l'une des causes servent la seconde. Ainsi donc, la langue française se mettrait au service du développement et le développement à son tour favoriserait le rayonnement de la langue française ; mais ce postulat ne fonctionne pas que dans un sens univoque, on pourrait aussi soutenir que le développement du français nourrit le développement des Etats membres. Aucun des deux axes ne possède de primauté en matière d'impulsion. Il s'agit d'une vue de l'esprit dans laquelle tout se passe comme si les objectifs se coconstruisaient.

Deux questions se posent donc : 1) *comment selon la Francophonie, la promotion du français sert le développement des Etats membres ?* et la subséquente 2) *comment ce développement sert la promotion du français ?*

On verra qu'en répondant à ces deux questions, on recoupera analytiquement la construction de la Francophonie en tant qu'objet et discours qui prétend à la cohérence

5 Sur le déni d'émancipation que représente la Négritude de Senghor, on peut lire le philosophe camerounais Towa Marcien (Towa, 1971) ou encore le penseur béninois althussérien Adotevi Stanislas Spero (Adotevi, 1998)

6 Dans un discours prononcé à Dakar, la précédente Secrétaire Générale de l'OIF parlait de Senghor et de la Francophonie en ces termes : « [...], *Je ne peux m'empêcher de penser, en cet instant, également, au poète-Président, au père fondateur, visionnaire, Léopold Sédar Senghor qui [...], a si généreusement offert au monde, voilà presque cinquante ans, un idéal lumineux [la Francophonie], qui trouve aujourd'hui, plus encore, toute sa raison d'être.* »

et à l'unité.

La réponse à la première des deux questions se conçoit en deux volets selon l'organisation, un volet politique et un autre économique. Politiquement, il convient d'établir *la démocratie* comme règle primale de fonctionnement. La Déclaration de Bamako, adoptée le 3 Novembre 2000 va jusqu'à affirmer que : « [...] *Francophonie et démocratie sont indissociables : il ne saurait y avoir d'approfondissement du projet francophone sans une progression constante vers la démocratie et son incarnation dans les faits* ». Les implications que recouvre ce passage sont importantes. Pour les saisir pleinement, il faut avoir à l'esprit l'usage métonymique abondamment fait du terme « *Francophonie* ». Tantôt utilisé pour désigner l'OIF et sa géographie, il est aussi le véhicule qui permet d'exprimer des valeurs prétendument intrinsèques à la langue française. En tant que tel, la Francophonie remplit une fonction idéale, l'institution incarne les valeurs qui sont déposées par le sens commun dans la langue française. Ainsi par association de pensée, la concaténation qu'elle forme (*valeur(s) – Idée – géographie – institution – projet*) devient une stricte équivalence de la démocratie. L'OIF ne fait pas que promouvoir cette dernière ; dans son essence profonde, il y aurait comme une affinité élective qui fait d'eux des proches parents⁷. C'est cette proximité génétique qui doit profiter aux Etats membres en quête de développement. Cette *appropriation de la démocratie* par l'OIF tente ainsi de se concevoir hors du temps, en faisant prévaloir une sorte de consubstantialité entre les deux termes. Il faut pourtant la replacer dans l'ambiance de la Chute du Mur de Berlin et l'engouement pour la démocratie que cet événement a créé. C'est cette *ambiance* que Foucault nomme les modalités d'énonciation du discours, lesquelles modalités sont presque toujours déterminées « *par une série de contingences historiques* » (Foucault, 2005). Ainsi, la croyance (feinte ou véridique) des dirigeants de l'OIF en cette proximité, fait de la Francophonie l'une des formes les plus singulières de l'« *universalisme démocratique* » (Rosanvallon, 2007).

A ce versant politique de la contribution de la langue française au développement des Etats membres répond un versant économique.

Le discours de l'OIF considère qu'il existe d'ores et déjà un espace économique francophone caractérisé par les flux de capitaux et de marchandises⁹. Loin de former une simple juxtaposition disparate dans le désordre de la mondialisation, ces flux seraient déterminés notamment par l'histoire et la langue. Etant donné qu'il nous revient de « *traiter les discours [...] comme des pratiques qui forment systématiquement les objets dont*

7 Il faut noter que cette affinité a également pour base la perception largement répandue d'identifier la France comme le pays des Droits de l'Homme. Entre cette proposition et celle qui reviendrait à dire *français, langue des Droits de l'Homme et de la démocratie*, il n'y a qu'un pas.

8 L'expression désigne la prétention à l'universalité du modèle de la démocratie représentative ; laquelle prétention est devenue davantage audible avec l'effondrement de l'alternative que représentait le Bloc de l'Est.

9 La stratégie économique de la Francophonie, « *De par son histoire et sa langue, l'espace francophone constitue déjà un espace de relations économiques et commerciales privilégiées* »

ils parlent » (Foucault, 2005), nous ne nous interrogerons pas ici sur la pertinence de considérer la langue comme un principe qui permet d'organiser ces flux en un espace économique normé.

Il nous est donné de constater que les Etats composant la Francophonie forment une mosaïque. Parmi eux, on compte des grandes puissances (France, Canada...) tandis que la plupart sont des pays en voie de développement voire des PMA (Niger, Djibouti...). Il s'en suit que les seules questions économiques traitées dans ledit espace économique sont afférentes aux difficultés économiques des pays pauvres. Tout comme le discours politique leur est uniquement adressé, il en va de même du discours économique. Ce discours est condensé dans un document intitulé *Stratégie économique pour la Francophonie*. Il nous apparaît pertinent de relever des incongruences dans ce document stratégique. Ce dernier repose sur deux axes majeurs : *la promotion d'une économie centrée sur l'Homme et le renforcement de l'espace francophone pour en faire un espace privilégié*. La réalisation de chacun de ces axes est conditionné à des sous-missions qui lui sont spécifiques. A titre d'exemple, pour arriver à une économie permettant l'épanouissement de l'être humain, il est demandé de « *développer une vision économique francophone* » ou encore de « *faire du français, un vecteur d'intégration et de croissances économiques* ». Rien n'est dit cependant sur les modalités par lesquels cette vision francophone participerait au mieux-être de l'individu. Quant à la manière dont il faudrait s'y prendre pour faire de l'espace francophone un espace privilégié, il s'agit principalement pour l'Organisation, d'investir dans l'éducation des jeunes francophones ainsi que des femmes, favoriser la mobilité internationale des investisseurs du Sud ou encore influencer sur la configuration des « *réseaux institutionnels ou professionnels* ». Comme on le voit, il n'y a pas forcément de rigueur entre l'articulation des grands axes et les sous-missions qui leur sont accolées. Le discours reste teinté d'idéologie, notamment celle de la Négritude qui attribue des vertus *magiques* au français et qui en font la nécessaire langue de la Modernité. Il importe cependant de faire des analyses sociologiques centrés sur les opérations de développement conçus avec ces *a priori* idéologiques pour étudier leur implémentation et leur éventuel réappropriation par les populations.

Nous avons ébauché en ces quelques lignes l'arrière-pensée qui préside au discours de la Francophonie sur le développement, dans ses dimensions politique et économique. La finalité de ce développement reste toutefois de rétro-alimenter l'influence de la langue française au niveau international. L'OIF perçoit en effet notre monde contemporain comme une époque particulièrement marquée par une guerre des langues. L'hégémonie de l'anglais est tantôt mal vécue par les officiels de l'Organisation, tantôt fatalement acceptée¹⁰(Boutros-Ghali, 2004). D'où le fait que la promotion de la langue française

10 Lorsqu'on lui pose la question suivante dans la référence citée : « *La Francophonie peut-elle réussir à relativiser le monopole de la rationalité anglo-saxonne dans la globalisation économique ?* », Boutros Boutros Ghali, premier Secrétaire Générale de l'OIF répond : « *Sincèrement, je ne le crois pas, et ce dans la mesure où les principaux États membres de la Francophonie ont déjà adopté, volontairement ou contraints, cette rationalité anglo-saxonne dans la globalisation économique* ».

dont l'enjeu est de garantir à la langue une visibilité au plan international, passe par des méthodes modestes qui ne peuvent être amplifiées que par un poids économique accru de l'espace économique francophone. Ainsi, au nombre de ces méthodes modestes, on compte la représentation de l'OIF au sein de grandes organisations internationales comme l'ONU, l'Union Européenne ou l'Union Africaine. L'OIF y milite pour la rédaction de documents officiels en Français ou leur traduction systématique et elle appuie au sein de ses organisations, le point de vue de ses membres qu'elle considère exemplaire. S'installe ainsi une dynamique où le développement des membres sert l'influence de la langue et vice versa.

Au centre des procédés de l'OIF se trouvent la multilatéralité et la collégialité des décisions, mais le discours de l'organisation qu'il soit politique ou économique est essentiellement adressé aux Etats en développement. Tout se passe comme si au moment de retrouver les bénéficiaires de cette association de Francophones, les Etats riches en général et la France en particulier, disparaissaient. Dans la seconde partie de notre travail, nous montrerons par une analyse du rapport susmentionné, une potentielle surprésence de la France dans la Francophonie qui pourrait nier le caractère concerté des actions entreprises par l'organisation.

LA FRANCOPHONIE, UN OUTIL AU SERVICE DU CAPITALISME FRANÇAIS

Notre document de base pour cette partie de notre travail est le rapport intitulé « *Francophonie et Francophilie, moteurs de croissance durables* ». Commandé par le Président François Hollande en Avril 2014 dans le but de relancer la politique francophone de la France, le rapport est un condensé d'agrégats économiques, de données statistiques, de considérations sociologiques et de textes de diplomates. Il sera ci-après désigné par son nom usuel de *rapport Attali*, par antonomase de Jacques Attali haut-fonctionnaire chargé de l'enquête qui a conduit à sa rédaction. Ses deux autres autrices sont Adrienne Brotons et Angélique Delorme, toutes deux hauts fonctionnaires. Nous l'analyserons ici sous deux angles complémentaires, dans un premier temps nous le présenterons en insistant sur le fait que la Francophonie est envisagée comme une zone d'influence au service du capitalisme français ; dans un second temps nous montrerons que le rapport est globalement moulé dans un cadre de pensée culturaliste présentant de proches analogies au discours colonial et civilisationnel de Jules Ferry cité dans l'argument.

La visée du rapport est essentiellement prospective. Il s'agit, en émettant et analysant des hypothèses extrêmes et contraires, de forger des propositions qui conformeraient l'espace francophone à des prédispositions idoines pour le capital français. Trois temps forts, qui sont autant de chapitres, marquent le cheminement qui aboutit aux propositions.

Du premier chapitre auquel nous accolons délibérément l'introduction pour des raisons de commodité, nous pouvons ressortir trois idées importantes pour notre argumentation : 1) il existerait une *théorie économique des langues* ; 2) le terme de *francophilophonie* serait préférable à celui de *francophonie* ; 3) la langue française serait un facteur de croissance.

La théorie économique des langues part du postulat que la diffusion de la langue d'une nation conditionne favorablement sa balance commerciale, ainsi les espaces linguistiques ont irrémédiablement vocation à devenir des espaces économiques homogènes. Il s'en suit que les langues, par l'intermédiaire des organisations internationales qui les *représentent*, se livreraient entre elles des compétitions économiques et commerciales. Leurs frontières seraient de plus dans notre monde contemporain, les seules à être pertinentes, d'autant que l'appartenance identitaire qu'elles induisent, au contraire de celles qui lient à un Etat et/ou à une Nation seraient souples, malléables, *choisies* et donc conformes aux exigences d'une mondialisation dont le centre de gravité se veut être l'individu. Il reviendrait donc à la France, en assurant le leadership de la Francophonie de se servir du français pour « *retrouver [le] chemin de la croissance durable* » (Rapport Attali, 2014, p. 2). Cependant, les auteurs notent que l'influence de la France va au-delà des seuls Etats francophones, c'est-à-dire ceux où « *le français [est utilisé] comme langue maternelle, langue d'usage, langue administrative et/ou langue d'enseignement* » (Rapport Attali, 2014, p. 14) ; d'où la nécessité de forger le concept de *francophilophonie*. La Francophilophonie serait ainsi l'ensemble formé par « *les pays francophones, les pays francophiles¹¹ et les francophones et francophiles du reste du monde* » (Rapport Attali, 2014, p. 5)¹². C'est davantage sur cet ensemble de Francophilophonie que le rapport porte plutôt sur celui, jugé trop étroit de Francophonie. On le voit donc, il s'agit d'une logique d'extension de sphère influence ou encore de *soft power* au moyen de la langue, dont la Francophonie, d'ores et déjà constitué et institué n'est que le noyau de départ. La langue française, ainsi instrumentalisée dans l'espace ébauché, serait pour les auteurs un *facteur de croissance*, qui se traduirait en termes de parts de marchés pour les entreprises françaises. Le rapport dégage ainsi une corrélation positive entre les parts d'exportations des entreprises françaises dans un pays donné et le nombre de francophones qui en sont citoyens. L'usage du droit civil d'inspiration française, presque toujours concomitant de la pratique de la langue offre également un cadre de référence aux investisseurs français dans la plupart des pays de la Francophonie.

La deuxième partie du rapport propose un tableau dystopique de ce que pourrait devenir Francophilophonie et Francophonie sans un engagement volontariste de l'Etat français. Là encore, nous relèverons trois aspects notables : 1) la minorisation du rôle de

11 Les pays francophiles sont, selon le rapport, ceux où « *moins de 20% de la population parle le français et où une partie des ressortissants a un intérêt pour la langue et la culture française* ». Cette définition très large permet de prendre en compte des Etats aux réalités très diverses allant à titre d'exemple du Viêt-Nam, où moins de 1% de la population parle le français à la Roumanie qui compte plus de 10% de locuteurs francophones.

12 La Francophilophonie, ainsi définie, rassemblerait près de 240 millions de personnes.

la France qui serait le facteur déclencheur, 2) les conséquences qui en découleraient pour la France et 3) les conséquences pour les autres Etats.

Les auteurs rangent l'édification d'une *Francophonie économique* de laquelle la France serait laissée de côté comme le premier cas de figure de « *risques d'un effondrement de la francophonie et de la francophilie économique d'ici à 2050* » (Rapport Attali, 2014, p. 55). Pourtant, aucun argument justifiant un tel raccourci n'est évoqué. Ils invitent ainsi à prendre au sérieux la concurrence des entreprises canadiennes et marocaines sur les marchés des Etats africains. La Francophonie, en tant qu'espace de concurrence économique dans lequel les entreprises françaises seraient à la marge est donc perçu comme une perversion du système qui ne peut que périr. Encore une fois, la Francophonie est envisagée comme une sphère d'influence devant fonctionner sans entraves au service du seul capitalisme français. Un autre facteur du déclassement de la France au sein de la Francophonie se mesurerait également par la relative absence des chaînes télévisées françaises sur le marché africain. A côté de ces facteurs que nous avons choisis de mettre en surbrillance, d'autres raisons évoquées de l'effondrement de la Francophonie, moins fantasques sont avancées, comme la réduction du nombre de locuteurs pour des raisons diverses. Les conséquences économiques qui en résulteraient pour la France seraient de divers ordres. D'abord, cela conduirait selon les auteurs à un affaissement de la sphère d'influence du droit continental français au profit de la *common law*, potentialisant ainsi les difficultés de pénétration des marchés africains, vécues par les entrepreneurs français. Un effet d'engrenage pourrait causer ainsi des destructions d'emplois en France de l'ordre d'un demi-million de postes à l'horizon 2050. Le tourisme en France pourrait également être affecté. Si les auteurs estiment que ces projections de mauvaises performances de l'économie française auraient à leur tour des répercussions sur les autres Etats francophones, ils n'explicitent guère leurs raisonnements. Ils se contentent d'évoquer l'insécurité juridique que ferait planer sur le monde des affaires en Afrique, l'avancée du droit contractuel tiré de la *common law*. Ils écrivent :

« ce droit étant jurisprudentiel, son bon fonctionnement requiert l'existence d'une justice efficace et d'une jurisprudence abondante, permettant aux avocats d'assurer une certaine sécurité juridique aux entreprises. En l'absence de tels prérequis, l'insécurité juridique pourrait désinviter les entreprises à investir dans ces pays. » (Rapport Attali, 2014, p. 60)

On peut pourtant rétorquer que les économies sub-sahariennes les plus dynamiques baignent dans un tel environnement juridique pour ne citer que l'Afrique du Sud, le Nigéria et le Kenya.

Le troisième chapitre fait l'hypothèse inverse d'une francophonie prospère. Trois éventualités enchâssées les unes aux autres sont évoquées. La première imagine une

Francophonie dont le nombre de locuteurs se porterait à 770 millions personnes en 2060. Cette croissance démographique stimulée principalement par le continent africain entraînerait mécaniquement la seconde éventualité qu'est la nécessité de se doter d'infrastructures à la dimension de cette croissance démographique. Conformément à la théorie économique des langues, les entreprises françaises bénéficieraient en priorité d'une telle demande. Il en va de même de la troisième éventualité que serait la demande de ces Etats en nouvelles technologies, notamment en téléphonie mobile.

On le voit donc la Francophonie ainsi projetée produit un effet qui contraste avec les vœux de multilatéralité de l'OIF. Il s'agit principalement de se tailler un outil dimensionné aux ambitions d'une gloire nationale et d'un capitalisme patriotique. Nous traiterons dans les lignes qui suivent, sinon d'une parenté génétique entre le discours colonial et le discours français sur la Francophilophonie, du moins de résonances et d'accointances qui ne peuvent que laisser songeurs face aux finalités de l'OIF.

Le 28 Juillet 1885, Jules Ferry Président du Conseil sous la Troisième république, défend à l'Assemblée nationale sa politique d'expansion coloniale. Cette dernière se justifie selon lui par « *trois ordres d'idées ; [par] des idées économiques, [...] des idées de civilisation de la plus haute portée et [...] des idées d'ordre politique et patriotique* » (Ferry, 1885). Les idées économiques se résument selon lui à la recherche de débouchés pour l'industrie française. Il affirme :

« [...] *est-ce que c'est une vue d'avenir, ou bien n'est-ce pas un besoin pressant, et on peut dire le cri de notre population industrielle ? [...] Oui, ce qui manque à notre grande industrie, que les traités de 1860 ont irrévocablement dirigé dans la voie de l'exportation, ce qui lui manque de plus en plus ce sont les débouchés* » (Ferry, 1885)

S'il n'y a pas davantage de nécessité¹³ à souligner ici le parallélisme ou l'identité des situations, entre d'une part une France coloniale qui promeut par la force une certaine vision du libre-échange (Maddison, 2006) et une France post-coloniale dont l'objectif est d'obtenir une rente de situation au moyen de sa langue et de sa culture, il est important de se pencher sur une notion au centre du rapport Attali qu'est l'*altruisme rationnel*. Marotte de Jacques Attali, le concept tiré de la philosophie de Spinoza, nous enjoint de nous consacrer au bien-être d'autrui (qu'il s'agisse des populations du Sud ou des générations futures) au nom de notre propre bien-être. En cela, il se distingue assez mal de concepts ayant davantage d'épaisseurs et étant plus établis dans le champ universitaire comme le développement durable. Appliqué dans le cadre de la Francophonie, cela revient à dire que « *l'accélération du développement économique de ces pays est dans l'intérêt de la France* » (Rapport Attali, 2014, p. 69) or la réciproque envisagée par l'Etat français qui revient à continger l'ouverture de ces pays à la mondialisation par le biais d'organisations comme l'OIF n'est pas nécessairement dans l'intérêt du développement de ces Etats.

Le second ordre d'idées dans la justification de l'expansion coloniale de Jules Ferry

13 « *Interpretatio cessat in claris* » disent les juristes.

se trouve être « le côté humanitaire et civilisateur de la question ». La défense de ces idées le conduit à exposer nombre d'arguments racistes. Il dit en effet qu' « *il faut dire ouvertement qu'en effet les races supérieures ont un droit vis-à-vis des races inférieures [...] je soutiens que les nations européennes s'acquittent avec largeur, avec grandeur et honnêteté, de ce devoir supérieur de civilisation* » (Ferry, 1885). Si on peut se féliciter que l'évolution des mentalités ait annihilé toute expression de ce genre d'idées dans le débat public et qu'une organisation comme l'OIF ne saurait s'en prévaloir, il faut néanmoins insister sur le fait qu'en matière de colonisation, les pulsions raciales forment le complexe psychologique qui précède et sur lequel se bâtissent les fantasmes de grandeur (Mbembe, 2013) (Fanon, 2009). Or ces fantasmes de grandeur sont matérialisés dans le troisième ordre d'idées de Jules Ferry et sont à peine voilées dans le rapport Attali. Jules Ferry déclare qu' :

« Il est ensuite arrivé à un troisième, plus délicat, plus grave, et sur lequel je vous demande la permission de m'expliquer en toute franchise. C'est le côté politique de la question... Les nations, au temps où nous sommes, ne sont grandes que par l'activité qu'elles développent ; ce n'est pas « par le rayonnement des institutions » [...] Rayonner sans agir, sans se mêler aux affaires du monde, en se tenant à l'écart de toutes les combinaisons européennes, en regardant comme un piège, comme une aventure, toute expansion vers l'Afrique ou vers l'Orient, vivre de cette sorte, pour une grande nation, croyez-le bien, c'est abdiquer [...] Il faut que notre pays se mette en mesure de faire ce que font tous les autres, et, puisque la politique d'expansion coloniale est le mobile général qui emporte à l'heure qu'il est toutes les puissances européennes, il faut qu'il en prenne son parti, autrement il arrivera ». (Ferry, 1885)

Quant au rapport Attali, en partant du postulat que la Francophonie « *repose sur un sentiment identitaire puissant* » (Rapport Attali, 2014, p. 14), que les langues façonnent des espaces économiques homogènes qui s'affrontent et que la France se doit de demeurer le centre de cette Francophonie, il tombe dans un essentialisme culturel et linguistique qui se distingue à peine du *Choc des civilisations* de Huntington, le parangon de l'essentialisme culturel en sciences sociales. Et tout comme l'un écrit pour asseoir l'hégémonie américaine, l'autre est écrit pour construire une prépotence française.

C'est ainsi que soupçonnant ces liaisons dangereuses, des auteurs africains et français se sont insurgés contre la Francophonie et l'OIF. Achille Mbembe et Alain Mabanckou, dans un billet publié dans *Le nouvel Observateur* en date du 12 Février 2018 écrivent que :

« De fait, à l'origine, la francophonie se veut l'équivalent linguistique du pouvoir du sabre. Elle est, pour reprendre une vieille formule, un « appareil idéologique » à part entière

de l'impérialisme français. À ce titre, elle a pour fonction l'utilisation de la langue coloniale dans le but d'imposer la loi d'un pouvoir sans autorité à des peuples vaincu militairement » (Mabanckou et Mbembe, 2018)

Guy Ossito Midiohoun, professeur de littérature comparée à l'Université d'Abomey-Calavi au Bénin a des mots à peine moins durs envers la Francophonie :

« Si la France, qui s'est toujours crue, nous dit Guy Hocquenghem, « le centre légitime de l'univers », découvre avec amertume que certaines nations métèques moins méritantes lui ont volé la première place dans le monde et décide de se battre pour préserver son prestige, est-ce vraiment notre affaire ? Célébrer les blandices et les délices de la francophonie pour contenir le déferlement de l'anglais, est-ce vraiment ce qui doit mobiliser aujourd'hui nos énergies ? » (Ossito, 2000)

Conclusion

Nous arrivons au terme de notre raisonnement. Ce dernier a été construit dans une matrice foucauldienne d'analyse de discours qui a conduit dans un premier temps à déconstruire le discours officiel de l'Organisation internationale de la Francophonie en montrant que ce discours avait deux principaux axes, l'un politique et l'autre économique. Ces deux axes ayant le but de s'adresser uniquement aux pays francophones du Sud et qu'ils relevaient d'une idéologie imparfaitement décolonisée, notamment celle de la Négritude. En tant que tel, malgré l'apparent multilatéralisme¹⁴ de l'institution, l'OIF occupe une fonction énonciative particulière qui a le mérite de faire parler la France tout en la faisant disparaître, mais surtout qui permet de récolter l'assentiment des pays du Sud avant même que cette parole n'ait été prononcée. On pourrait arguer contre nos propos, que pour les pays du Sud, il s'agit également d'une instance de marchandage leur permettant d'obtenir des projets de développement dans divers domaines, mais alors il faudrait conclure avec nous que l'OIF s'inscrit dans un dispositif néocolonial où le donner et le recevoir sont nécessairement le fait d'un échange inégal. C'est cette volonté de dominer à peine dissimulée par l'État français que nous avons voulu relever dans notre seconde partie, le tout étant de montrer en opposant et comparant les deux, une disjonction manifeste entre le discours de l'État français et celui de l'OIF. C'est de cette disjonction que découle l'instrumentalisation du discours de la l'OIF par l'État français,

14 Ce multilatéralisme n'est vraiment qu'apparent. A titre d'exemple, nombre d'analystes et de commentateurs ont considéré qu'au travers de l'élection de Mme Louise Mushikiwabo au dernier Sommet de la Francophonie à Erevan en Arménie, c'est la volonté de la France qui s'est manifestée. (N'Guembo, 2018)

qui faut-il le rappeler en est le principal contributeur (Montenay, 2011).

Il importe donc pour les Etats du Sud – notamment africains francophones, puisqu'ils constituent le gros de l'équipée francophone – de repenser leurs loyautés. On peut aisément imaginer les contradictions et les frictions du discours francophone à d'autres types de discours qui prétendent participer aux émancipations africaines. Christophe Premat, chercheur à l'Université de Stockholm souligne les antagonismes, tant géopolitiques que culturels, que le discours francophone actuel entretient avec le discours panafricain en particulier (Primat, 2018). La lecture de ce travail suscite inévitablement un certain type de questions. *Au nom de quoi, un Etat africain francophone devrait-il a priori davantage de solidarité à un autre Etat africain francophone plutôt qu'à un Etat africain arabophone, anglophone ou autre ? Mieux encore, la logique de hiérarchisation des loyautés au sein de l'OIF ne commanderait-elle pas à un tel Etat de s'aligner a priori sur les positions de l'Etat français si celles-ci parvenaient à diverger des intérêts d'un Etat africain francophone tiers ?*

Comme toutes les questions relatives au post-colonialisme, celles afférentes au développement par et au sein de la Francophonie nous amènent à nous poser des questions de divers ordres, qu'il s'agisse d'économie, de géopolitique, de droit ou tout simplement d'émancipation et de moral. Ces raisonnements ont voulu participer à leur manière à ce débat en pointant du doigt la relative vacuité de la parole de l'OIF et surtout le potentiel d'aliénation qu'elle charrie avec elle.

Bibliographie

Textes juridiques

Convention portant création de l'Agence de Coopération Culturelle et Technique, (20 Mars 1970 <https://www.francophonie.org/IMG/pdf/acct-textes-fondamentaux-1970-convention-et-charte-3.pdf>)

Déclaration de Bamako, (3 Novembre 2002 https://www.francophonie.org/IMG/pdf/Declaration_Bamako_2000_modif_02122011.pdf)

Déclaration de Québec, (2,3 et 4 Septembre)

Documents administratifs

Attali, J., Brotons, A. et Delorme, A. (2014 août). La Francophonie et la Francophilie, moteurs de croissance durable. <https://www.ladocumentationfrancaise.fr/var/storage/rapports-publics/144000511.pdf>

Ouvrages académiques

Adotevi, S. S. K. (1998). *Négritude et négrologues*. Paris : Le Castor astral.

Fanon, F. (2009). *Peau noire masques blancs*. (26). Paris : Éd. du Seuil.

Foucault, M. (2005). *L'archéologie du savoir*. Paris : Gallimard.

Huntington, S. P. (2007). *Le choc des civilisations*. Paris : Odile Jacob.

Mbembe, A. (2013). *Critique de la raison nègre*. Paris : La Découverte.

Revel, J. (2009). *Le vocabulaire de Foucault*. Paris : Ellipses.

Towa, M. (1971). *Léopold Sédar Senghor, négritude ou servitude ?* Yaoundé : Clé.

Articles académiques

Boutros-Ghali, B. (2004). D'une mondialisation à l'autre. *Hermès, La Revue*, n° 40(3), 235-237.

Lavodrama, P. (2007). Senghor et la réinvention du concept de francophonie. *Les Temps Modernes*, 645-646(4), 178-236.

Maddison, A. (2006, 1 juin). La Chine dans l'économie mondiale de 1300 à 2030. *Outre-Terre*, no 15(2), 89-104.

Montenay, Y. (2011). L'action de la France aujourd'hui. *Les Cahiers de l'Orient*, N° 103(3), 93-97.

Ossito, G. (2000 juin). Savoir et aliénation en francophonie. *Mots pluriels*, 14.

Primat, C. (2018). Pour une généalogie critique de la Francophonie. *Stockholm Studies in Romance Languages*.

Rosanvallon, P. (2007, 17 décembre). L'universalisme démocratique : histoire et problèmes. *La Vie des idées*.

Articles de presse

Mabanckou et Mbembe, « le français, notre bien commun ? », *Bibliobs* (12 Février 2018) <https://bibliobs.nouvelobs.com/idees/20180211.OBS2020/le-francais-notre-bien-commun-par-alain-mabanckou-et-achille-mbembe.html>

N'Guembo, « Pourquoi Emmanuel Macron tient-il à Louise Mushikiwabo ? », *leDroit* (4 Octobre 2018) <https://www.ledroit.com/opinions/votre-opinion/pourquoi-emmanuel-macron-tient-il-a-louise-mushikiwabo--89f5284364c475d4df47a32fbca228d1>

Allocutions et discours

Michaëlle Jean, allocution, présentée à l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar, 14 Octobre 2017 [non publiée], en ligne : <https://www.francophonie.org/Discours-SG-UCAD-honoris-causa-48204.html>

Jules Ferry, Les fondements de la politique coloniale, prononcé à l'Assemblée Nationale française, 28 Juillet 1885 [non publié], en ligne : <http://www2.assemblee-nationale.fr/decouvrir-l-assemblee/histoire/grands-moments-d-eloquence/jules-ferry-28-juillet-1885>

La contribution des Universités dans la mise en œuvre des ODD au Sénégal : le cas de l'Université Alioune Diop de Bambey

Mamadou Saliou Mbengue,

l'Université Alioune Diop de Bambey (UADB),

l'Institut Hydro-Québec en Environnement Développement et Société de l'Université Laval.

Email : msembengue8@gmail.com

Résumé

Ce texte est une contribution à la mise en œuvre des ODD au Sénégal de manière générale, dans la localité de Bambey en particulier. Inspirés de l'approche intégrée des ODD de l'Institut Hydro-Québec en Environnement Développement et Société de l'Université Laval, deux ateliers sont réalisés en juillet 2017 à l'Université Alioune Diop de Bambey (UADB), d'abord avec les occupants de l'Université (étudiants, personnels d'administration technique et de services et enseignants) ensuite avec les acteurs de société civile de Bambey.

Ces deux ateliers d'appropriation et de mise en situation des 17 ODD ont abouti à des résultats dont l'analyse sociale, économique et environnementale a mis en exergue, pour chaque cadre d'analyse des problématiques agrégées à des ODD. Des liens directs et indirects sont établis entre l'ODD ciblé et les autres en apportant des justifications à toutes les liaisons positives ou négatives. Le système de priorisation privilégié est axé sur un large consensus sur les ODD pour lesquels, l'UADB et la communauté de Bambey doivent se mobiliser pour ériger l'Université en campus durable et impulser le développement local.

Pour propulser la dynamique communautaire et universitaire vers de meilleures conditions de vies des habitants, les participants aux ateliers ont élaboré des solutions aux problèmes sociaux, environnementaux et économiques soulevés. Ces solutions sont formulées sous forme de projets pouvant faire office de laboratoires vivants dans lesquels, des chercheurs, des élus locaux, des organismes communautaires et d'autres acteurs pourront interagir et panser les maux de la commune de Bambey, de l'UADB en renforçant la dynamique de la gouvernance participative, un des prérequis de la mise en œuvre des ODD dans des endroits comme le Sénégal.

Mots-clés: ODD, Bambey, développement local, gouvernance participative, organisation communautaire

Abstract

This text is a contribution to the implementation of the SDGs in Senegal in general, in the locality of Bambey in particular. Inspired by the integrated approach of the SDGs of the Hydro-Québec Institute for Environment Development and Society of Laval University, two workshops are conducted in July 2017 at the University Alioune Diop Bambey (UADB),

first with the University occupants (students, technical administration and service staff, and teachers) and then with Bambeï civil society actors.

These two workshops for the appropriation and implementation of the 17 SDGs resulted in results whose social, economic and environmental analysis highlighted, for each framework of analysis of the issues aggregated to the SDGs. Direct and indirect links are established between the targeted SDG and others by providing rationale for all positive and negative linkages. The preferred prioritization system is based on a broad consensus on the SDGs for which the UADB and the Bambeï community must mobilize to build the University into a sustainable campus and boost local development.

To propel the community and university dynamics towards better living conditions of the inhabitants, the participants of the workshops elaborated solutions to the social, environmental and economic problems raised. These solutions are formulated in the form of projects that can act as living laboratories in which researchers, local elected representatives, community organizations and other actors can interact and heal the ills of the Bambeï commune of the UADB by reinforcing the dynamics of participatory governance, one of the prerequisites for implementing the SDGs in places like Senegal.

Key words : *SDGs, Bambeï, local development, participatory governance, community organisation*

Introduction

Après un bilan mitigé des OMD, les Nations Unies ont adopté une nouvelle vision d'un monde meilleur sans inégalités ni pauvreté. Ce nouveau cadre mondial pour réorienter l'humanité vers une voie durable a été élaboré à Rio de Janeiro, au Brésil, en juin 2012, à l'issue d'un processus triennal impliquant les États membres de l'ONU, des millions de personnes et des milliers d'acteurs du monde entier (ONU, 2017).

Les nouveaux Objectifs de développement durable (ODD) qui remplacent en septembre 2015 les OMD, tiennent compte de leurs insuffisances, en particulier de leur incapacité à s'attaquer aux causes structurelles de la pauvreté, des inégalités et de l'exclusion, ainsi qu'au problème de la durabilité environnementale. En d'autres termes, les ODD sont le prolongement des OMD, élargis pour être plus inclusifs et plus durables (Banque Africaine de Développement, 2016).

Le bilan des OMD a, certes montré que des progrès ont été réalisés, mais en Afrique l'écart avec les régions du monde demeure très grand. Dans d'autres continents, si la situation des populations s'améliore, l'Afrique reste à ce jour, l'endroit le plus pauvre de la planète. Même si le déclin de la pauvreté s'est accéléré, les progrès sont encore insuffisants dans cette région. Plus de 40 % de la population en Afrique subsaharienne vit toujours dans une extrême pauvreté en 2015. Les défis à relever à l'horizon 2030 en matière de développement sont de premier plan. Les ODD tout comme les OMD se focalisent sur les questions de pauvreté, de santé, d'éducation, d'inégalités entre pays et d'environnement (ONU, 2015).

Ce Programme de développement durable à l'horizon 2030 nécessite alors la collaboration de multiples acteurs: gouvernementaux, experts, organisations internationales, chercheurs et universitaires, organismes communautaires, etc.

Au Sénégal, le Plan Sénégal Émergent (PSE) qui constitue le document de référence de la politique économique et sociale du Sénégal intègre toutes les questions de pauvreté, de santé, d'éducation et celles liées aux inégalités sociales etc. Cependant, force est de reconnaître qu'il n'existe pas une configuration institutionnelle au plus haut niveau politique susceptible de faciliter la mise en œuvre des ODD. L'absence d'un comité national de pilotage rassemblant une diversité d'acteurs accentue le retard constaté dans la mise en œuvre des ODD (Mbengue et Diop, 2017).

Pour pallier à ce manquement, et dans un souci d'atteindre le plus grand nombre d'acteurs, l'Université Alioune Diop de Bambey (UADB) a mis en place un mécanisme global qui supporte l'intégration, la mise en œuvre et l'atteinte des Objectifs de Développement Durable en tenant compte des exigences spécifiques du local. Les secteurs de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique sont explicitement reconnus dans un certain nombre d'ODD. Dans cette optique, des ateliers axés sur une démarche intégrée des Objectifs de Développement Durable ont été organisés. La démarche a pour finalité l'intégration et l'atteinte des ODD à l'échelle locale avec, notamment, la mise à la disposition aux acteurs d'outils d'analyse, de diagnostic et de planification adaptés à leurs besoins spécifiques (Diop et Mbengue, 2017).

Ce texte établira dans un premier temps le cadre général de la recherche dans le contexte africain et plus spécifiquement celui de la ville de Bambey où se situe l'Université Alioune Diop. La deuxième partie, quant-à-elle, sera axée sur les grandes lignes méthodologiques de l'approche intégrée des Objectifs de Développement Durable. La dernière partie fera un focus sur l'analyse des résultats définitifs de la recherche.

L'Université, la communauté et le développement durable

Dans ses prérogatives, l'Université doit favoriser le partage et la diffusion de connaissances dans une vision interdisciplinaire pour faire face aux effets et défis des changements climatiques et de la lutte contre la pauvreté et les maladies chroniques et récurrentes par exemple. Avec la recherche, elle peut favoriser l'accès à un savoir avant-gardiste qui contribuera à trouver des solutions aux problèmes de santé, de nutrition de l'environnement, etc. Elle peut lancer également des projets pertinents et promouvoir des thèmes clés touchant la problématique des Objectifs de Développement Durable. C'est à travers les concepts de communauté, de service la communauté, de pauvreté et de développement durable que l'analyse sera articulée.

La communauté et le service à la communauté

Selon Guy Rocher (1968), la communauté est une facette du paradigme identitaire. Appartenir à une collectivité, c'est partager avec ses membres assez d'idées ou de traits communs pour se reconnaître dans le Nous qu'elle forme, c'est s'identifier assez à ce Nous pour y puiser, du moins pour une part sa propre identité psychique et sociale (Rocher, 1968). Une communauté désigne une entité socialement constituée de personnes partageant les mêmes caractéristiques, le même mode de vie, la même culture, la même langue, les mêmes intérêts, etc. Elles interagissent entre elles et ont en outre un sentiment commun d'appartenance à ce groupe (Mbengue, 2013).

Dans les périphéries hybrides entre milieu rural et milieu urbain, les mauvaises conditions de vie (pauvreté, problèmes de santé, d'éducation et de logement) renforcent le sens de la solidarité et de la communauté. C'est à travers ces attributs que les plus vulnérables subviennent à leurs besoins. Ils sont aussi soutenus dans leurs efforts par l'UADB qui s'active dans le service à la communauté conçu comme l'expression de l'expertise scientifique des universitaires aux problèmes endogènes et locaux. Le soutien à la communauté se traduit sur le terrain à travers des programmes de formation et de renforcement des capacités fondés sur des expériences concrètes, de sensibilisation sur certaines maladies récurrentes qui touchent la région, d'accompagnement lors des activités de grande masse tel que le grand Magal qui voit converger la communauté mouride vers la ville sainte de Touba¹. Cette forme d'implication de l'Université qui supplée la défaillance des pouvoirs publics est un avantage pour ces populations qui doivent faire face à l'extrême pauvreté de la région.

La notion de pauvreté dans la localité Bambey

L'économiste indien Amartya Sen (1999) a fourni une définition qui est progressivement devenue la plus courante. Ses derniers travaux l'ont amené à proposer une approche par capacités : Les *capabilities* (capacités) sont des notions de liberté. De quelles opportunités réelles disposez-vous au regard de la vie que vous pouvez mener? Sen définit ainsi le bien-être d'une personne comme étant la qualité de son existence. Une vie est faite d'un ensemble de fonctionnements réalisations liés entre eux, composés d'états et d'actions (Koch, 2012).

Dans un autre cadre, la pauvreté se pose comme une question de perception, de représentations, de mentalités personnelles avant de se cristalliser dans la sphère sociale

1 Touba est une ville religieuse du Sénégal, capitale de la confrérie musulmane des mourides, située à 194 km à l'Est de la capitale Dakar dans le Département de Mbacké. C'est la 2^e ville la plus peuplée du pays avec 753 315 habitants et également la 2^e agglomération avec 830 570 habitants, derrière la capitale Dakar.

sous forme conjoncturelle massive et variable. La proximité ou l'éloignement du sujet vis-à-vis des instances économiques, politiques intellectuelles ou communautaires forge ses représentations sur le manque et son image de la pauvreté qui est un phénomène dynamique qui échappe à la fixité des approches globales ou universalistes. Elle procède de déterminants socioculturels, circonstanciels contextuels (Essé, 2013).

Quelle que soit la conception qui sied, la majorité des pays africains est toujours confrontée à une pauvreté généralisée. Près de 50 % de la population d'Afrique subsaharienne vivent avec moins d'un dollar par jour. Bien qu'elle soit en hausse en milieu urbain, la pauvreté en Afrique est avant tout un phénomène rural. Elle est liée au faible niveau d'instruction, au mauvais état sanitaire et aux taux élevés de fécondité (Banque Africaine de Développement, 2004).

Au Sénégal, la plupart des villages ruraux lutte pour sortir du cycle de la pauvreté. En effet, ce pays connaît une forte dynamique de croissance démographique alors que l'offre de services sociaux et les possibilités d'insertion dans le marché du travail sont très réduites notamment pour la population jeune. Le taux de pauvreté est passé de 55,2% entre 2001 à 46,7% en 2011. La pauvreté est plus accentuée en milieu rural avec un taux de 57,1% contre 26,1% à Dakar et 41,2% dans les autres villes (PSE, 2014).

La ruralisation de la pauvreté touche de plein fouet la région de Diourbel, le département de Bambey en particulier classé parmi les endroits les plus pauvres du pays. Dans cette localité, la pauvreté renvoie à un paquet de manques relatifs au revenu monétaire, à la nourriture, à la sécurité, à un logement décent et à l'accès à une éducation de qualité, à la santé et à l'eau potable et l'assainissement, à un environnement en perpétuelle dégradation. Selon les résultats préliminaires de la Deuxième Enquête de Suivi de la Pauvreté au Sénégal (ESPS2), 66,1% de la population régionale vivaient en dessous du seuil de la pauvreté en 2005/2006. Ce taux est passé à 48,9% en 2010/2011, contre 46,7% au niveau national (ANDS, 2017).

La pauvreté est bien une réalité dans cette région. Et, il est crucial de trouver des solutions endogènes aux problèmes de développement qui ont une influence directe sur les questions récurrentes de pauvreté, prioritaires dans la nouvelle vision du monde qu'est le développement durable.

Le concept de développement durable

Le concept de développement durable est le résultat d'un long processus de nombreuses recherches scientifiques en amont, mais aussi de différentes rencontres internationales. Le rapport Brundtland (1987) constitue une étape incontournable de la genèse du concept. Selon ce rapport, le développement durable est un ensemble de réflexions qui cherchent les moyens d'une croissance propre et harmonieuse. Le développement durable est alors à considérer comme une démarche visant l'amélioration continue

de la qualité de vie des citoyens par la prise en compte du caractère indissociable des dimensions environnementale, sociale, économique et culturelle du développement dans une perspective d'équité intra et intergénérationnelle (Rapport Brundtland, 1987).

Pour d'autres chercheurs le développement durable est un projet qui concerne l'ensemble des habitants de notre planète. Ce projet comprend trois éléments : une prise de conscience des répercussions de nos actions et des risques qu'elles impliquent, la formulation d'une vision de ce que nous souhaitons pour le futur de la société planétaire et les choix qui conduisent au but souhaité (Anctil et Diaz, 2016).

La définition Brundtland a posé les bases solides du concept qui concilie l'équité sociale, la préservation de l'environnement et l'efficacité économique en établissant une sorte de cercle vertueux entre ces trois piliers du développement durable. Concrètement, elle se traduit par une démarche méthodologique qui nécessite la mobilisation et l'implication de l'ensemble des acteurs compétents et concernés (Augier, 2012).

Cette gouvernance du développement durable est une démarche de concertation et de prise de décision, qui implique de façon responsable les acteurs ou les populations concernées par les politiques de développement durable et leurs plans d'action. L'objectif de la gouvernance est d'aboutir à des décisions acceptables par la majorité, dans la mesure du possible, et qui vont dans le sens du bien commun (Brodhag, Breuil, Gondran et Ossama, 2004).

Pour être effectif et dépasser son statut de slogan, chaque pays doit adapter le développement durable à son contexte afin de la traduire dans un cadre concret avec comme défis leur mise en œuvre dans les 193 pays membre de l'ONU (ONU, 2015).

L'épineuse question de la mise en œuvre des ODD au Sénégal

La mise en œuvre nationale des objectifs de développement durable détaille l'état d'avancement et les perspectives à développer pour la mise en œuvre des 17 ODD. Le Sénégal, à l'instar des autres pays, s'est engagé à aligner ces objectifs de développement durable et leurs cibles dans sa politique nationale après l'adoption, au mois de septembre 2015 d'un nouvel agenda mondial pour un développement durable (IPAR, 2016). En effet, même si tous les OMD ne sont pas atteints, dans ce pays les résultats sont visibles dans les domaines de l'éducation de base, de l'égalité des sexes et de la mortalité maternelle et infanto-juvénile. De 2000 à 2009, le Taux Brut d'Admission global au Primaire (TBA) a considérablement augmenté en passant de 85,1% à 117,5%, en 2007. A la sortie des élections législatives de 2007, 22% des sièges étaient occupés par les femmes, contre 19,2% en 2001. Dans le cadre de la santé, différents programmes ont permis de porter le niveau de mortalité des enfants de moins de 5 ans, de 131,4 décès pour mille naissances vivantes en 1992 à 121 décès pour mille en 2005 (Rapport OMD, 2010). Cependant, le chantier de la mise en œuvre des ODD est un des défis qui requiert une mobilisation des ressources nationales : la société civile, les organismes non gouvernementaux, l'État, les institutions de recherche, les Universités en particulier.

Les programmes de développement et les ODD au Sénégal

Avec l'élaboration du nouvel agenda mondial pour un développement durable adopté depuis 2015, chaque pays est invité à définir son approche allant dans le sens d'aligner et d'intégrer les 17 objectifs de développement durable et leurs 169 cibles dans sa politique nationale. Au Sénégal, depuis 2000, le pays cherche à assurer les conditions d'une croissance soutenue et durable, à réduire significativement la pauvreté et à atteindre les objectifs de développement à travers différents instruments de planification (SNDES, 2012).

Au niveau national, le Sénégal a commencé à élaborer sa stratégie nationale de mise en œuvre des ODD, laquelle n'a pas encore été adoptée par les autorités compétentes (Lanmafankpotin, 2017). L'élaboration de cette stratégie s'inscrit comme une suite logique aux ateliers de concertations régionales sur les ODD spécifiques pour le Sénégal qui se sont déroulés en amont de l'adoption des ODD en 2015 (Hassani et al. 2015). Les mécanismes de mise en œuvre qui découleront de la stratégie nationale ne pas sont effectives dans la mesure où depuis Janvier 2014, toute la politique nationale du pays s'articule autour du Plan Sénégal Émergent (PSE).

Le PSE (2014) mis en œuvre par le gouvernement sénégalais, devrait permettre d'atteindre des objectifs de croissance forte et inclusive, d'éradiquer la pauvreté et de parvenir à un développement humain durable à l'horizon 2030. Conçu avant les ODD, le PSE a l'avantage d'être en phase avec les ODD à travers ces axes : transformation structurelle et croissance (ODD1, ODD2, ODD7, ODD8 et ODD9), capital humain et protection sociale (ODD3, ODD4, ODD5, ODD6, ODD11, ODD12, ODD13, ODD14 et ODD15), bonne gouvernance, décentralisation, paix et sécurité (ODD10, ODD16, ODD17) (Dia, 2017). Il constitue à ce jour le seul référentiel des politiques économiques et social du pays (DGPPE, 2017). Cependant, malgré l'arrimage des ODD au PSE qui permet d'œuvrer pour une seule politique nationale de développement, la stratégie nationale de mise en œuvre des ODD tarde à être clarifiée du point de vue des structures gouvernementales et organisationnelles devant porter de façon efficace et efficiente ce défis de mise en œuvre des ODD.

Les différents programmes de développement économique et social du Sénégal laissent présager un discours peu cohérent sur le développement durable. Qui plus est, il manque une plateforme de dialogue, d'échanges et de partage des connaissances et d'expertise sur la mise en œuvre des ODD, ce qui rend l'atteinte de ces derniers plus complexe. Toutefois, l'implication d'autres acteurs tels que les entreprises privées, les ONG, les associations de développement et les Universités pourrait impulser cette mise en œuvre notamment en périphéries.

La mise en œuvre des ODD : la part belle de l'Université

Depuis son adoption, le Programme de développement durable à l'horizon 2030 (PDDH-2030) n'a pas été déployé au niveau local dans les régions et les départements du Sénégal. Bien que les consultations régionales aient permis de regrouper quelques représentants de chacune des régions en 2015, le PDDH-2030, demeure méconnu de la plupart des acteurs locaux (Forge et Houle, 2017).

Pourtant, une intervention au niveau local a plus de chance d'être efficace qu'au niveau global dans la mesure où les responsabilités sont plus faciles à établir, les actions plus commodes à contrôler, les transversalités plus aisées à organiser (Zuindeau, 2010).

Dans le département de Bambey, en marge de l'étude sur la priorisation des cibles des ODD pour la région de Diourbel réalisée par une équipe de chercheurs de l'Université Laval (2017), la problématique internationale des ODD n'est pas bien connue encore moins ses enjeux au niveau local et communautaire. La vulgarisation et l'appropriation de ce programme ambitieux de développement durable nécessitent la collaboration de multiples acteurs dont les Universités qui doivent favoriser le transfert de connaissance vers la société et impulser le développement durable.

Implantée dans un milieu caractérisé par une pauvreté accentuée et un environnement en détérioration continue, l'UADB a alors entre autres vocations de contribuer pleinement au développement économique, social et environnemental du pays en général et en particulier de sa région d'implantation, Diourbel.

Face à ces prérogatives, la question fondamentale est la suivante :

Comment l'UADB peut-elle contribuer à la mise en œuvre des ODD pour impulser le développement au Sénégal en général, dans sa région d'implantation en particulier ?

Trouver réponses à cette question nous mène de prime abord vers une approche méthodologique propre à aborder la problématique des ODD à Bambey de façon rigoureuse.

Approche méthodologique

L'approche intégrée, ou "*mainstreaming*" a été formalisée au niveau mondial, lors de la conférence de l'ONU pour les femmes qui s'est tenue à Pékin en 1995. Le principe de l'approche intégrée consiste à ne plus limiter les efforts avec un champ particulier à la mise en œuvre de mesures spécifiques en faveur d'une seule cible, mais d'impliquer de manière systématique l'ensemble des acteurs concernés. Il s'agit de veiller de façon active et explicite à l'interaction et à ses effets possibles sur les situations des acteurs. C'est un nouveau questionnement systémique qui aide à repérer de façon endogène et diachronique les situations-problèmes déjà en place et poser les bases solides d'une issue sous forme de projets-solutions locaux (Action positive, 2004).

La démarche intégrée des Objectifs de Développement Durable² est un outil d'analyse et de recherche élaboré par l'Institut Hydro-Québec en Environnement, Développement et Société de l'université Laval. Tel que mentionné plus haut, elle consiste en une démarche simple, participative et accessible permettant de mieux faire atterrir les ODD, facilite leur appropriation et leur mise en œuvre. Utilisée pour la première fois à l'Université Laval au cours de l'année universitaire 2016-2017, cette démarche est articulée autour de trois séquences (la phase de diagnostic, de mobilisation des connaissances et celle d'idéation, de création de projets concrets).

L'UADB est une jeune Université publique sénégalaise qui façonne progressivement la culture du développement durable et se positionne parmi les premiers interlocuteurs de cette discipline transversale. Cet environnement scientifiquement vierge et en construction sied à une appropriation de la démarche intégrée de l'EDS dans la mise en œuvre des ODD à Bambey.

Cadre général de l'étude

Le département de Bambey est classé parmi les endroits les plus pauvres du Sénégal. Le chef-lieu de la dite commune (Bambey) a fait l'objet de notre expérience de la mise en œuvre des ODD au Sénégal. Située sur la route nationale 3 à 125 km de la capitale Dakar, Bambey abrite 20% de la population de la région soit 299 491 habitants avec une densité de 222 habitants au kilomètre carré. Différentes ethnies vivent dans cette localité et les activités économiques sont principalement caractérisées par l'agriculture, l'élevage et le commerce (ANDS, 2017). Ces caractéristiques géographiques, sociales et économiques accentuent la nécessité d'investir ce terrain dans une vision participative en essayant d'apporter des solutions aux problèmes de développement local.

Préalables de l'enquête de terrain

Le choix de la méthode qualitative suggère des techniques qualitatives d'investigation propres à recenser des informations fiables sur le terrain. Toute recherche scientifique exige des préalables méthodologiques en vue de traduire des réalités propres à un milieu où se posent des problématiques bien précises. En développement durable, la dimension du local comme lieu d'innovation et d'expérimentation est importante à fortiori dans un département comme Bambey où les maux de la pauvreté se font ressentir au quotidien (Mbengue, 2013).

2 La démarche proposée par l'Institut Hydro-Québec EDS consiste à reconnaître que les trois composantes de notre appellation, société, développement et environnement, représentent les variables d'une équation définissant un système cyclique et fermé nécessairement interdisciplinaire basé sur les limites environnementales. Ce cycle vertueux est la condition d'une culture régénératrice de l'environnement.

Objectifs des ateliers

Objectif général

De manière générale, le but visé était d'amener les participants à comprendre et à s'approprier les ODD.

Objectifs spécifiques

Spécifiquement, il s'agissait de :

1. Diagnostiquer des problèmes relevant des dimensions économique, environnementale et sociale ;
2. Mobiliser des connaissances dans le domaine du Dd ;
3. Transférer des réalisations, des connaissances et compétences de l'UADB vers d'autres acteurs de la communauté.

L'atteinte de ces objectifs a nécessité l'élaboration d'une grille de questions contenant les éléments principaux d'un mode d'approche intégré, comme les objectifs poursuivis, les modes d'intervention ou les résultats obtenus. Ces questions sont propres à stimuler la réflexion interactive, le consensus sur les situations-problèmes, à partager des connaissances dans le domaine du développement durable, à trouver en chorus des solutions aux problèmes sociaux, économiques et environnementaux priorités.

Le choix des participants

La faiblesse de nos moyens et le manque de temps nous ont persuadés de travailler sur des échantillons réduits. L'échantillonnage choisi au cours de cette recherche est de type raisonné axé principalement sur la diversité des profils socio-professionnels et la disponibilité des participants. Deux groupes ont été constitués pour spécifier les problèmes relatifs à chaque milieu (universitaire et communautaire). Le premier atelier réalisé est composé de différents membres issus du milieu universitaire. Ce groupe UADB avec ses aspérités et accointances a été réduit de façon hétérogène selon les catégories sociales et professionnelles mais également selon les services d'appartenance.

Le groupage UADB a donné un effectif total de 36 participants. Pour des besoins d'efficacité, il a été scindé en 6 groupes équilibrés de 6 participants, chaque service de l'Université étant bien représenté par un participant. La spécificité de cet atelier réside sur son caractère hétérogène dans la mesure où les étudiants, les femmes de ménage et les agents du service de sécurité ont eu la possibilité de participer avec les cenacles de l'UADB au diagnostic et à l'analyse des problèmes sociaux, économiques et

environnementaux de leur cadre de travail ou de vie.

Le second groupe de la recherche a porté sur les acteurs communautaires. En effet, l'approche participative, l'appropriation des ODD et le transfert de connaissances incitent à travailler avec les organismes communautaires et les élus locaux de la commune de Bambey.

L'atelier communautaire a concerné au total 48 participants volontaires répartis en 6 groupes de 8. C'est à partir du répertoire des élus locaux, des associations communautaires disponibles à la mairie de Bambey que nous avons tiré en fonction des profils sociaux des personnes devant faire partie des groupes de discussion. Un système de rappel a permis de confirmer la participation des acteurs choisis et d'éviter les oublis de la date ou du lieu choisis.

Pour des raisons logistiques et de confort, ces deux activités ont eu lieu à la salle polyvalente de l'UADB respectivement le 13 et le 20 juillet 2017.

Le déroulement des ateliers

Le premier exercice consistait à :

- Faire un diagnostic et ressortir des problèmes sociaux, économiques et environnementaux.
- Trouver consensus sur ce qui est fait ou semble être fait.
- Retenir les points n'ayant pas encore eu de vraies solutions. Et, parmi ces problèmes choisir les plus importants.
- Retenir à travers un jeu de mots, un seul vocable pour chaque problématique et écrire chaque mot sur une feuille séparée.
- Après réception du lot des 17 ODD, placer les quatre feuilles-problèmes sur la table et insérer un à un chaque ODD en le rapprochant des problèmes les plus concernés.
- Pour chaque lien, écrire sur post-it et coller sur l'ODD concerné les éléments de réponse qui justifient la présence de ce problème dans cet ODD. Déplacer les cartons-ODD ou les feuilles-problèmes au besoin et indiquer les liens supplémentaires à l'aide d'une corde. Le tout se fait par consensus du groupe.

La fin de cet exercice est marquée par une plénière au cours de laquelle le rapporteur de chaque groupe présente les faits saillants de l'exercice. Nous avons écrit par la suite au tableau la liste exhaustive des problèmes identifiés par tous les groupes et guidé l'assistance à regrouper les problèmes semblables pour arriver à une liste de 6 à 12 problèmes au maximum sur lesquels portent le second exercice.

Le deuxième exercice

Il s'est déroulé dans l'après-midi. Les mêmes groupes ont été maintenus. Après une séance de partage, et de diffusion de connaissances d'expériences acquises dans le domaine du développement durable, le second atelier visait alors à :

- Choisir (pour chaque groupe) un problème parmi la liste réduite des problèmes, l'écrire sur un carton rond et le placer au centre de la roue (schéma EDS comme cadre d'analyse).
- Faire un brainstorming de solutions à partir de la commune ou de l'Université.
- Noter chaque solution sur un post-it et le coller sur le ou les ODD concernés.
- Signaler les liens existants entre ODD/solution ou d'autres éléments de la roue à l'aide de la corde (liens positifs corde en vert, les antagonismes en rouge).
- Formuler un projet de développement durable réalisable au campus et remplir la grille (quoi, qui et comment).

La session des plénières a clôturé les activités riches en échanges, en interactions, en partage, en consensus et en priorisation. Des informations ont été collectées avec l'appui de trois étudiants qui ont pris des notes, des images et des vidéos utiles à l'analyse. Cependant, même si la méthodologie d'investigation privilégiée est d'une réelle portée heuristique, elle n'en comporte pas moins quelques difficultés et des limites.

Ce travail de recherche ne prétend pas aborder dans une vision panoramique l'appropriation et la mise en œuvre des ODD dans la commune de Bambey. Cependant, elle pose les bases du diagnostic social économique et environnemental du contexte local, de l'interdépendance entre les trois piliers du développement durable, de la prise de conscience des enjeux du développement durable de la diffusion et du partage des connaissances de l'Université vers la communauté et entre membre de la localité de Bambey. Ces prérequis seront mis en exergue dans la partie d'analyse des données issues des deux ateliers organisés à Bambey en juillet 2017.

Les ODD en action à Bambey : analyse des ateliers UADB et communautaire

La mise en œuvre des objectifs de développement durable lancés par l'ONU requiert une part grandissante de la dimension cognitive. C'est à travers la connaissance de ces objectifs qu'il est possible d'assurer leur appropriation utile à la diffusion de ces ODD et de leurs enjeux. Qui plus est, ces prérequis aident à la prise de bonnes décisions et au renseignement des différents indicateurs en périphérie.

A Bambey, la première expérience de terrain sur les ODD a été l'œuvre d'une équipe de recherche de l'Université Laval en partenariat avec l'Université Alioune Diop de Bambey (UADB). Leurs travaux étaient axés sur les cibles à travers la Grille de

priorisation des cibles des objectifs de développement durable à l'échelle locale (Forget et Houle 2017). Notre recherche a comme point d'ancrage les ODD mis en situation à l'Université et dans la communauté de Bambej.

Atelier 1 : la communauté universitaire UADB

Créé en janvier 2007, le Collège Universitaire Régional (CUR) de Bambej est transformé en Université en 2009. Située à environ 1,5 km de Bambej à l'entrée de la même localité, l'UADB est une Université publique sénégalaise avec seulement 10 ans d'existence.

Cet établissement d'enseignement supérieur propose plusieurs formations à vocation scientifique, mais elle marque son ancrage dans le développement durable avec la création du premier département de ce type de formation transdisciplinaire au Sénégal et dans la sous-région ouest africaine axée sur les 3 piliers fondamentaux du développement durable que sont : l'efficacité économique, l'équité sociale et la qualité environnementale.

Établie en milieu rural, l'UADB cherche à se frayer du chemin et arrive tant bien que mal à relever les défis pédagogiques qui lui sont assignés. Qu'en est-il des défis sociaux, économiques et environnementaux dans l'espace universitaire ? L'atelier à l'UADB qui fut un diagnostic exhaustif du cadre de travail et de vie de ses occupants en permanence (des étudiants) ou par intermittence (le personnel enseignants ou administratifs) aidera à mieux trouver réponse à cette interrogation.

Le Diagnostic social, économique et environnemental de l'UADB

Cette première étape de l'atelier universitaire est un travail d'observation, d'introspection et de prospection rendu facile par la connaissance de tous les participants du milieu d'analyse.

Selon les résultats fournis, la santé est un problème récurrent dans l'espace universitaire. Selon Nd.F, porte-parole du groupe 2 « *le service médical a un problème d'approvisionnement en médicament, il peut y avoir des ruptures des mois et des mois, et l'absence d'ambulance est à signaler* ». Le manque d'infrastructures, accentué par l'absence d'un service sanitaire de qualité atténue la prise en charge sanitaire des étudiants. La politique de Couverture Maladie Universelle (CMU) préconisée par le Plan Sénégal Émergent (PSE) dans son axe stratégique 2 dénommé capital humain et protection sociale pourrait compléter la prise en charge effective de la santé des occupants de l'UADB. Ceci est un préalable à leur réussite universitaire et sociale.

Cette situation-Problème est d'abord associée aux ODD 3, (Bonne santé et bien-être), ODD 2 (Faim Zéro), ODD 1 (Pas de pauvreté), ODD 4 (Éducation de qualité) et ODD 5 (Égalité entre les sexes). L'accès à une nourriture de qualité, la réduction de

la pauvreté et l'accès de tous aux services sociaux de base peuvent garantir la satisfaction des besoins de santé selon les participants à ce panel.

Les déplacements au sein de l'espace universitaire, entre les différents campus, entre l'UADB et les autres artères de la ville de Bambey sont pointés par l'analyse comme une situation problématique. La mobilité fluide et accessible est un gain de temps, une économie d'énergie capitalisable. Mais, les participants de l'atelier signalent qu'elle ne sera acquise qu'avec l'amélioration des moyens de transport, la multiplication de navettes entre les différents sites de l'UADB et la création d'un réseau de mobilité universitaire. Cette dernière peut valoriser, rassembler et fortifier les ressources et moyens disponibles, développer des modes de déplacement efficaces, responsables et durables.

Les ODD 11 (Villes et communautés durables) et ODD 3 (Santé et bien-être) sont directement agrégés par les panélistes sur la mobilité. En effet, les villes et les communautés durables ont une influence sur la santé; les infrastructures de transports, les modes et modalités de transport renforcent le bien-être des individus qui aspirent à de meilleures conditions de mobilité dans l'espace universitaire, entre les différents sites de l'UADB, dans la commune de Bambey mais également entre les campus et les grandes villes telles Dakar, Thiès, St-Louis, etc.

La question de l'habitat simplifiée dans un langage commun au logement n'est pas gérée directement par l'UADB. Le Centre des Œuvres Universitaires de Dakar (COUD) assure le service de l'hébergement, de la restauration et se charge d'orienter l'étudiant dans ses démarches afin qu'il puisse bénéficier de ses services. A l'UADB, comme partout ailleurs dans les autres Universités publiques sénégalaises, l'hébergement des étudiants fonctionne au ralenti. La demande augmente de façon exponentielle alors que les places disponibles ne suivent guère les tendances actuelles. En à croire M.N représentant du groupe 4 « *les chambres prévues pour 2 étudiants en accueillent finalement 8 à 10* ». Ce calvaire avec comme corolaire la promiscuité dégrade les conditions de vie et d'études des apprenants dans cette jeune Université. L'ODD 11 (villes et communautés durables) est directement lié au logement; l'ODD 3 (Bonne santé et bien-être) est rapproché du problème parce que la promiscuité peut engendrer la prolifération de certaines pathologies.

L'alimentation est selon les participants au groupe de travail, un ODD à améliorer dans l'espace universitaire. Même si le service de la restauration est assuré régulièrement par le COUD, les prestations sont de qualité moindre dans la mesure où les repas ne sont pas bien équilibrés selon les informations rapportées lors de l'atelier. Cet ODD interagit avec l'ODD 3 (Bonne santé et bien-être) et l'ODD 4 (Éducation de qualité). Sans une alimentation riche, saine et équilibrée, il est difficile d'atteindre les objectifs de réussite au niveau supérieur qui exige des capacités tangibles de concentration et d'aptitude physique et psychologique.

L'assainissement est, dans la phase de diagnostic, le point d'ancrage de plusieurs intervenants. « *À l'Université il y a une mauvaise gestion des ordures, il y a des poubelles*

mais les étudiants peuvent se trouver à deux mètres et lancer les ordures, juste à côté dans la nature ce qui peut causer des maladies contagieuses comme la diarrhée, la tuberculose et le paludisme » affirme NG, N. porte-parole du groupe 4. L'institution à travers son service d'entretien structure le nettoyage quotidien des cadres de vie et de travaux des occupants. Le recrutement de femmes de ménage en temps partiels et d'autres prestataires en temps plein, la présence visible de poubelles dans tous les lieux de l'UADB devraient permettre de vivre dans un cadre sain et propre. La mauvaise gestion des ordures relève alors de la simple volonté de chacun de faire le bon geste, celui de jeter correctement ses ordures dans les lieux prévus à cet effet. La propreté est alors une question d'état d'esprit et d'une bonne éducation aux principes de base de l'hygiène et de l'environnement. Ce dernier est victime du système défectueux de gestions des déchets. Les brûler au sein de l'espace universitaire ne fait qu'empirer la situation qui peut avoir des répercussions sur le changement climatique. A ce niveau d'analyse, le renforcement du partenariat avec la maire de Bambey pour le ramassage des ordures est inéluctable, parce que s'il est bien de ramasser les ordures, c'est encore mieux de savoir quoi en faire et d'en diminuer la production en amont. Les déchets ne sont pas des ordures mais de *l'or dur* si les structures s'en occupent convenablement avec des systèmes de tri et recyclage probants.

L'ODD 6 (Eau propre et assainissement) correspond directement à cette problématique de l'assainissement est interconnecté à l'ODD 3 (Bonne santé et bien-être) et par extension à l'ODD 4 (Éducation de Qualité). L'influence des conditions d'hygiène et d'assainissement sur le niveau de santé ainsi que sur les performances de réussite des étudiants est déterminante. Nul besoin d'élargir le spectre des exemples pour expliquer l'impact de l'ODD 6 dans un campus qui se veut durable. En effet, de l'atteinte des prérequis de cet objectif dépendront ceux des autres objectifs de santé et d'éducation supérieure. Autrement dit, en faisant l'effort structurel et interpersonnel d'élaborer un cadre de vie sain et propre avec un environnement paisible, l'UADB commence à poser les jalons d'un campus durable, respectueux du milieu de vie et de travail de ses occupants, de leur bien-être physique et psychologique, de leur environnement. Ce dernier est en période hivernale, le chantre des inondations sources de plusieurs maladies transmissibles.

Il ressort du premier constat que l'UADB a un vaste chantier dans l'atteinte des ODD. À travers le travail de l'atelier universitaire tous les ODD ont été mis en situation. Et, l'Université, établissement public, se doit d'améliorer les conditions de vie et de travail pour un meilleur service de qualité des travailleurs, et pour de meilleures conditions de vie et de performance des étudiants.

Les situations-problèmes prioritaires à l'UADB

Le grand groupe de l'atelier UADB a procédé à la priorisation des situations-problèmes relevés dans la phase de diagnostic social, économique et environnemental. Ne pouvant pas travailler sur toutes les difficultés, même si tout est prioritaire, il faut prioriser les priorités dans un jeu d'échanges et de consensus. Les problèmes ou ODD-prioritaires sur lesquels les acteurs ont trouvé un large consensus sont : le transport (ODD 11), la santé (ODD 3), l'assainissement (ODD 6), l'alimentation (ODD 2), le logement (ODD 11) et le revenu (ODD 8). Ce travail met en situation les ODD pour lesquels l'UADB et ses différents acteurs doivent se mobiliser pour l'ériger en campus durable et cela passera nécessairement par l'élaboration de solutions internes qui polarisent l'ensemble des forces vives de l'espace universitaire.

En guise d'exemple, nous pouvons citer le projet micro-jardinage élaboré pour une alimentation de qualité au sein campus. Les ODD 2 (faim Zéro), l'ODD 3 (Bonne santé et Bien-être) ainsi que l'ODD 4 (Éducation de qualité), sont ciblés par ce projet. « *Une meilleure alimentation participe à la lutte contre la faim, renforce la qualité de la santé des occupants qui pourront étudier et travailler dans de bonnes conditions* », rappelle I.G porte-parole du groupe 5. Selon les concepteurs du projet, aucun ODD ne serait négativement touché et les acteurs pouvant le réaliser de façon aboutie sont les étudiants, le PER (personnels d'enseignement et de recherche), le PATS (personnel administratif technique et de services) et l'UADB. Celle-ci dispose déjà de ressources humaines et matérielles pouvant être mobilisées à l'atteinte des objectifs du projet. L'implication des acteurs et l'existence d'opportunités capitalisables sont des plus-values bénéfiques au « *projet micro-jardinage pour une alimentation de qualité* ».

L'expérience de l'Université Laval peut à plusieurs égards servir de modèle d'implantation d'un jardin universitaire ou communautaire pour renforcer les éléments nutritifs dans l'alimentation des étudiants. Produire au sein du campus et consommer les fruits et légumes récolter des jardins universitaires est l'une des garanties d'une consommation de qualité et diversifiée. A travers un système circulaire, il est possible de produire et de consommer à l'UADB avec l'installation d'un marché hebdomadaire UADB au cours duquel, les produits récoltés seront exposés aux membres étudiants, enseignants et autres personnels de l'Université Alioune Diop de Bambey.

La première partie de l'atelier menée au sein de l'UADB est le bilan exhaustif d'un diagnostic social, économique et environnemental de ce milieu. Elle indique les priorités et les orientations à suivre dans l'atteinte des Objectifs de développement de développement qui leurs sont associés (ODD 2, ODD 3, ODD 6, ODD 11 et ODD 8). La prise de conscience de la nécessité de changer les pratiques peu ou pas en phase avec l'esprit du développement durable est l'étape sur laquelle reposent les actions de développement à entreprendre. Ainsi, la réalisation du projet de micro-jardinage élaboré

par des participants de cet atelier, l'implication des acteurs sociaux, de l'Institution et de la commune de Bambey qui pourrait par effet de ruissellement en profiter seraient un atout non négligeable pour hisser l'UADB aux normes de campus durable.

Atelier 2 : la société civile de Bambey

Le second atelier a réuni les acteurs communautaires de la ville de Bambey. Ils se devaient de faire ressortir les véritables problèmes de développement de la localité, de les interconnecter aux objectifs de développement durable, de les prioriser et d'élaborer *in fine* des projets et solutions pertinentes pouvant répondre concrètement aux difficultés des populations endogènes. Cette phase de diagnostic est l'occasion d'initier des processus de participation et de collaboration. C'est un instrument d'analyse, de connaissances, mais aussi de changement (Bantuelle et Dargent, 2000).

L'analyse du cadre communautaire

Les premiers résultats d'analyse du panel communautaire font surgir avec insistance les questions cruciales de scolarisation. En effet, la ville de Bambey tirait son épingle du jeu en éducation, domaine dans lequel elle s'était toujours distinguée par sa bonne réputation et ses résultats encourageants, effets conjoints d'une implication sociale et d'une rigueur administrative exemplaire. Le terrain actuel est comparable à ce qui se passe partout ailleurs à l'intérieur du pays si ce n'est pire à Bambey, en raison du caractère accentué de la pauvreté et du désengagement parental. La scolarisation des plus jeunes se dégrade progressivement ce qui interpelle à juste titre les acteurs communautaires qui l'érigent en situation-problème de premier ordre à inscrire sur le registres des maux de la commune.

Confinée dans l'ODD 4 (Éducation de qualité), la scolarisation a des accointances directes avec l'ODD 8 (Croissance économique et travail décent). L'éducation est attachée aux valeurs professionnelles et sociales de réussite. Selon M. L, « *une éducation de qualité facilite l'insertion* ». Les participants n'ont pas manqué de souligner que la scolarisation est un investissement public et familial et que son transfert aux communes sans ressources d'appoint ne fait que dégrader sa qualité.

Une liaison est également établie entre l'ODD 4 (Éducation de qualité) et l'ODD 1 (Pas de Pauvreté). Ces deux ODD interagissent de façon permanente. En effet, sans une bonne éducation il est difficile de sortir du cercle vicieux de la pauvreté et lorsqu'on manque de tout il est difficile, voire impossible, d'atteindre les objectifs d'éducation de qualité. De façon indirecte, cet ODD 4 influence significativement l'ODD 5 relatif à la réduction des inégalités de genre. Plus les femmes sont scolarisées, mieux elles sont socialement positionnées ce qui met davantage en exergue la dimension du droit à la parole, à l'accès à la terre et aux autres ressources de productivité.

Dans une société, les bons comportements de santé, l'éducation à la santé, la sensibilité à la prévention et l'accès à la santé sont des effets d'une bonne éducation. L'ODD 4 (Éducation de qualité) et l'ODD 3 (Bonne santé et bien-être) cheminent ensemble dans plusieurs des cas. Atteindre les objectifs d'éducation de qualité renforce la bonne santé et le bien-être des individus plus conscients de leur état de santé physique et mentale.

L'accès à l'électricité constitue un défi à relever au niveau de la région de Diourbel. Sur l'ensemble des ménages, seuls 50% utilisent l'électricité comme source d'éclairage. La lampe rechargeable (24%) est la deuxième source d'éclairage. La bougie est utilisée par 13% des ménages, alors que l'énergie solaire ne concerne que 1,3% des ménages. L'électricité est principalement utilisée dans le département de Mbacké (59%) et Diourbel (43%). A Bambey, elle n'est que de 26% (RGPHAE, 2017). La dynamique des infrastructures fonctionne au ralenti à Bambey et elle est plus visible dans la densification du réseau d'électrification. Selon les acteurs communautaires est très faible au risque d'exposer les populations dans l'insécurité. Selon M. Nd, « *quand on parle d'insécurité, ici on fait référence à un manque d'éclairage public. La demande est plus forte que l'offre et la conséquence c'est qu'il fait sombre à Bambey et on y risque des vols de bétail, des agressions et des viols* ». Cette défaillance est imputable à la municipalité qui doit prendre en compte l'évolution de la population synonyme d'une hausse de la demande sociale. L'accès à l'électricité et l'approvisionnement fiable en énergie sont des éléments clés qui soutiennent le développement économique local et, qui contribuent à réduire la pauvreté (Contreras, 2006). L'utilisation de l'énergie solaire pourrait faciliter l'équilibre entre l'éclairage public et la demande dans les foyers de la commune.

Cette problématique est inscrite dans l'ODD 7 (Energie propre et d'un coût abordable) connecté à l'ODD 16 (Paix, justice et Institutions efficaces). L'ODD 3 (Bonne santé et bien-être) lui est indirectement associé dans la mesure où l'insécurité énergétique affecte le bien-être des populations locales.

En convergence avec les participants de la communauté universitaire, les participants de la commune de Bambey ont aussi identifié l'épineuse question de l'assainissement qui regroupe dans le contexte local la gestion des ordures, les inondations hivernales... « *Là où j'habite, les femmes vendeuses de poissons quittent le centre-ville pour venir déverser leurs ordures juste à côté des rails qui font face à nous. A chaque fois qu'il est 18h on reçoit une odeur nauséabonde et cela dégrade l'environnement* » s'est plaint A.F. D. A Bambey, les habitants et les autorités sont quasi impuissants face à la gestion efficace des ordures faute de moyens appropriés. Des efforts sont consentis de part et d'autre mais restent timides comparés à la largesse du problème. Brûler les déchets, les ensevelir ou l'improvisation de dépotoirs sauvages ne vont qu'accentuer la dégradation de l'environnement et la prolifération de certaines maladies contagieuses. En période hivernale, les expositions sont plus grandes et la situation plus dramatique à cause des inondations. Le système de canalisation étant salvateur mais inefficace, la propreté de la ville est menacée en saison pluviale. De l'avis des participants « *ville propre rime avec un bon réseau d'assainissement*

bien entretenu avec un système de traitement des ordures et des eaux usées ».

L'ODD 6 (Eau propre et assainissement) est choisi comme ODD correspondant aux questions relatives aux ordures et aux inondations dans la commune de Bambeï et il détermine l'ODD 3 (Bonne santé et bien-être) et l'ODD 11 (Villes et communautés durables). Dans un cadre de vie malsain, la santé et le bien-être ne peuvent être que de piètre qualité. L'exposition aux maladies et la contamination se développent dans un tel environnement. L'ODD 16 (Paix justice et Institutions efficaces) est très central dans l'analyse de ces questions. À travers les compétences qui lui sont transférées, le législateur se doit de garantir aux populations un espace propre et agréable à vivre, un des atouts précieux à leur productivité.

Dans Bambeï et ses environs, l'agriculture est la principale source de revenus. Bambeï est une région à dominante agricole. Plus de 89% des ménages en milieu rural et 11% des ménages en milieu urbain s'adonnent à cette activité sans y être seulement salariés (RHPGAE, 2017). Jadis encadrée par le CNRA³, l'ENCR⁴ devenue ISFAR⁵, et d'autres structures agricoles, l'agriculture dans cette localité est aujourd'hui un secteur en difficulté, faute de moyens et de ressources efficaces. Les changements climatiques diminuent les rendements agricoles. En 2013/2014, la région de Diourbel a enregistré une production céréalière de 64 949 tonnes contre 92 558 tonnes en 2012/2013, soit une baisse de 29,8% directement imputable au mil et au Sorgho (RGPHAE, 2017).

Les récoltes destinées à la commercialisation ne trouvent pas toujours preneurs faute d'une réglementation inappropriée aux attentes des acheteurs et des agriculteurs. Ces derniers qui peinent à évacuer leurs récoltes abandonnent progressivement le travail de la terre ou se rebiffent sur l'exode rural qui ne fait que déplacer la pauvreté du milieu rural vers le milieu urbain avec la création de bidonvilles, de villages bis, vivant dans une certaine promiscuité.

Les acteurs communautaires présents à cet atelier font le maillage de cette problématique agricole avec l'ODD 12 (Consommation et production responsable). Selon eux, l'une des solutions des producteurs réside dans un système selon lequel ils produisent ce qu'ils consomment. L'ODD 8 (Travail décent et croissance économique) et l'ODD 2 (Faim zéro) sont largement tributaires de la production agricole. Celle-ci est dépendante de l'ODD 13 (Mesures relatives à la lutte contre les changements climatiques) qui amenuisent la quantité et la qualité des récoltes conséquence directe de la perte de confiance à la terre, laquelle situation ne fait qu'affaiblir le taux d'insertion des jeunes.

L'emploi est la pierre d'achoppement des acteurs politiques et sociaux du Sénégal de manière générale dans les endroits pauvres en particulier. Le manque d'industries et autres infrastructures, l'inadaptation des formations aux besoins du marché national

3 Centre National de Recherche Agronomique de Bambeï

4 École Nationale des cadres Ruraux de Bambeï

5 Institut Supérieur de Formation Agricole et Rurale de Bambeï

de l'emploi, la dévalorisation sociale du métier d'agriculteur rendent plus complexe l'insertion professionnelle de plusieurs jeunes. Si l'emploi est lié et dépend d'une bonne éducation, celle-ci n'assure pas systématiquement l'insertion, la demande étant plus forte que l'offre de travail. L'exutoire de beaucoup de jeunes reste l'informel qui n'est ni constant ni fructifiant à tous les coups. « *Quand il y a innovation d'industries et d'infrastructures, le problème de l'emploi peut être résolu, mais Bambey manque de tout* », avance A, F, D. déjà cité.

L'ODD 8 (Travail décent et croissance économique) est associé à la problématique de l'emploi. L'ODD 4 (Éducation de qualité) protège théoriquement du sous-emploi, du chômage et par extension de la pauvreté qui s'accélère avec le manque de revenu. Le travail décent constitue alors un ODD incontournable dans le développement durable de cette localité secouée par la pauvreté et cela depuis plusieurs décennies.

Le département de Bambey se trouve être l'un des plus pauvres du Sénégal. La majorité de sa population travaille dans le secteur agricole (NDIONE, 2007). La pauvreté dans la commune de Bambey est la plaque tournante du développement durable dans cette ville. Elle touche à tous les autres ODD, tous les autres ODD l'affectent et elle est au cœur du Dd. L'atteinte des autres ODD permet de réduire la pauvreté de même que sa réduction significative à Bambey est la base de l'atteinte des autres ODD. La pauvreté est donc interconnectée aux ODD qui ont tous un lien direct ou indirect avec elle. Et, la meilleure façon de lutter contre les inégalités est de les réduire en éliminant la pauvreté. D'autres mesures telles que le système social d'entraide et celles relatives à la protection sociale des familles les plus démunies (bourse familiale versée par l'État du Sénégal aux familles les plus vulnérables), ainsi que l'accès au travail réduisent les inégalités et par extrapolation la pauvreté. *In fine*, tous les ODD impliquent la pauvreté ce qui pose la question à savoir s'il faut commencer par l'ODD relative à la pauvreté ou par les autres ODD ?

Le diagnostic social, économique et environnemental de la commune de Bambey fait ressortir des problématiques bien connues dans cet endroit marqué par la pauvreté, les problèmes d'éducation, le manque d'infrastructures de tout genre, les difficultés des paysans dans la commercialisation des produits agricoles et le chômage des jeunes, etc. Néanmoins, l'assainissement reste la préoccupation centrale. Revenu à plusieurs niveaux de réflexion, pour la quasi-totalité des groupes de travail, il constitue une question sur laquelle il faut se pencher prioritairement sans éluder la dégradation de l'environnement, les inégalités et l'insécurité. L'analyse plus fine faite par les groupes de travail lors de cet atelier a mis le focus sur des situations-problèmes ou ODD prioritaires dans Bambey et environs.

Dans les communautés vivement secouées par la pauvreté et la vulnérabilité, tout est prioritaire et urgent.

Selon les acteurs communautaires, ces difficultés à qui il faudra dans l'urgence trouver de vraies solutions sont l'assainissement ODD 6 (Eau propre et assainissement), des problèmes d'éducation ODD 4 (*Éducation de qualité*), de la pauvreté ODD 1 (Pas de pauvreté), des infrastructures ODD 11 (Villes et communautés durables), de l'emploi ODD 8 (Travail décent et croissance économique) et de l'insécurité qui correspondent

à l'ODD 7 (Énergie propre et d'un coût abordable). La priorisation de l'atelier communautaire s'oriente vers les ODD sociaux et économiques. Est-ce à dire que les acteurs communautaires méconnaissent l'influence de la dimension environnementale dans les nouvelles approches du développement? Nous répondons par la négative dans la mesure où, dans cette localité très pauvre, la population est très jeune, autrement dit, la demande sociale est très forte. Cette pauvreté et cette vulnérabilité continuent de faire des effets malgré la présence de certains programmes d'appui au développement communautaire. Ce contexte défavorable accentue les besoins d'accès aux services sociaux de base à travers la dynamique économique.

Ces ODD priorités parmi les 17 autres ont fait l'objet d'esquisse de projet qui selon les participants peuvent constituer les prémices d'une phase de recherche transversale de solutions endogènes aux problèmes de la commune de Bambey. Ces projets peuvent faire office de laboratoire vivant polarisant beaucoup d'acteurs locaux et universitaires qui, dans leur prérogative de service à la communauté, peuvent ériger le "terrain Bambey" comme cadre de leur recherche-action. Le projet dénommé : *Zéro déchet à Bambey* élaboré par un groupe de travail de cet atelier est un point d'ancrage pouvant polariser plusieurs acteurs et ressources. Il sera destiné à lutter de façon plus efficace et efficiente à la collecte des ordures et l'évacuation des eaux usées et stagnantes dans la commune de Bambey.

Deux ateliers, quels ODD en commun ?

Les données collectées en réunissant lors de chaque atelier tous les groupes de travail en plénière, laissent présager des situations-problèmes ou ODD partagés entre l'UADB et la commune de Bambey. En effet, atelier UADB a fait ressortir des problématiques telles que : alimentation ODD 2 (Zéro faim), revenu ODD 8 (Travail décent et croissance économique), transport ODD 11 (Villes et communautés durables), assainissement ODD 6 (Eau propre et assainissement), logement ODD 11 (Villes et communautés durables) et santé ODD 3 (santé et bien-être) alors que l'atelier communautaire a mis l'accent sur : pauvreté ODD 1 (Pas de pauvreté), insécurité ODD 7 (Énergie propre et d'un coût abordable), emploi ODD 8 (travail décent et croissance économique), infrastructures ODD 11 (Villes et communautés durables), éducation ODD 4 (Éducation de qualité) et assainissement ODD 6 (Eau propre et assainissement).

Dans une vision holistique, ces situations-problèmes rapportés aux ODD, démontrent qu'à Bambey, quel que soit l'atelier les ODD prioritaires sont : ODD 1 (Pas de pauvreté), ODD 4 (Éducation de qualité), ODD 6 (Eau propre et assainissement), ODD 3 (Bonne santé et bien-être), ODD 8 (Travail décent et croissance économique), ODD 11 (Villes et communautés durables).

Ce point de connexion entre les deux ateliers met en exergue les ODD selon lesquels et la communauté et l'UADB doivent collaborer, pour répondre concrètement à la demande sociale en perpétuelle croissance et pour s'orienter vers les objectifs d'un campus durable. De cette association peut surgir des équipes de recherche pluridisciplinaires et des laboratoires vivants regroupant des universitaires, des étudiants en développement durable par exemple, des acteurs communautaires, des élus locaux et autres acteurs de la cité.

Conclusion

Le département de Bambeï figure parmi les endroits les plus exposés à la pauvreté qui secoue plus de la moitié de la population sénégalaise soit 56,5 %, selon l'Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie (ANSD, 2015). Cette léthargie économique et sociale est le goulot d'étranglement de la communauté qui bénéficient des politiques de protection sociales (Couverture Maladie Universelle, Bourses familiales) de l'appui des Organisations non gouvernementales et autres programmes de développement communautaire.

À l'Université Alioune Diop de Bambeï, le programme de développement durable est un chantier vaste et multi-localisé dans lesquels des acteurs professionnels, communautaires et universitaires, en perpétuelle interaction lui cherchent de meilleurs contenus. La nouveauté de la formation dans cette jeune Université semi- rurale accentue les défis dans la vulgarisation du développement durable dans la communauté universitaire et locale. Son intégration dans une vision interdisciplinaire constitue un autre défi de taille pour mettre en synergie d'autres intervenants externes à l'Unité de Formation et de Recherche en Santé et Développement Durable (Mbengue et Diop, 2017).

Lors des concertations régionales conduites par le Ministère de l'Environnement et du Développement Durable, les principaux ODD classés comme très prioritaires dans la région de Diourbel sont : l'ODD 2 sur la faim, l'ODD 4 sur l'éducation de qualité, l'ODD 6 sur l'eau et l'assainissement, l'ODD 13 sur les changements climatiques, l'ODD 15 sur les écosystèmes terrestres, l'ODD 17 sur le partenariat mondial (Hassani, Dembele, Fofana, Demarquez, Tremblay, Dakono, 2015). Comparaison faite aux ODD mis en commun lors des deux ateliers, l'ODD 2 (Zéro faim) et l'ODD 6 (Eau propre et assainissement) reviennent avec insistance, ce qui indique l'urgence d'agir à l'atteinte de ces ODD en prenant en compte les autres ODD et leurs interactions. Il faudra aussi traduire les ODD dans les planifications stratégiques.

Les Universités peuvent contribuer à la mise en œuvre des ODD à travers leurs fonctions de base d'éducation, de la recherche, d'exploitation et de leadership externe. Les secteurs de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique sont explicitement reconnus dans un certain nombre d'ODD. Cependant, la contribution des Universités

est nécessaire pour atteindre tous les ODD. L'agenda des ODD couvre un large éventail de défis interconnectés sur le plan social, économique et environnemental, et les missions et les expertises uniques des Universités sont essentielles pour surmonter toutes ces difficultés. On peut soutenir que les ODD ne seront pas atteints sans ce secteur (Kestin, Belt, Ross, Thwaites, Denby et Hawkes, 2017). Les Universités du monde entier devraient être en mesure d'aider la société à trouver des solutions techniques pour atteindre ces objectifs (Sachs, 2015). L'UADB dans ses orientations d'action et les formations proposées aux jeunes sénégalais notamment en développement durable contribue à la mise en œuvre des ODD.

Cette mise en œuvre des ODD commence par leur connaissance et leurs enjeux dans un contexte local. La démarche intégrée des ODD élaborée par l'Institut Hydro-Québec en Environnement, Développement et Société est un outil scientifique qui peut participer à cette mise en œuvre des ODD dans des contextes différents de celui d'origine. À travers les deux ateliers organisés à Bambey, les participants ont pris conscience des enjeux des ODD dans leur terroir. Ces deux panels peuvent, d'une part, impulser la dynamique communautaire et universitaire vers de meilleures conditions de vies des habitants. D'autre part, ils ont abouti à l'élaboration de solutions aux problèmes sous forme de projets pouvant faire office de laboratoires vivants dans lesquels, des chercheurs, des élus locaux, des organismes communautaires et d'autres acteurs pourront interagir et panser les maux sociaux économiques et environnementaux de la commune de Bambey et ériger l'UADB au label de campus durable. Tels sont l'un des prérequis de la contribution de l'UADB à la mise en œuvre des ODD au Sénégal de manière générale dans la région de Diourbel en particulier.

Références bibliographiques

1. Amouzou, Essé, (2013). Partenaires en développement et réduction de la pauvreté en Afrique noire. Paris, L'Harmattan.
2. Anctil, François, Diaz Liliana, (2016). Développement durable, enjeux et perspectives, 2ème édition, PUL.
3. Auclair, René et Lampron, Christiane, (1987). Approche intégrée : une innovation dans la dispensation des services sociaux, École de service social de l'Université Laval, Volume 36, numéro 2-3.
4. Augier, Henry, (2012), Le développement peut-il être durable ? Pour le meilleur et pour le pire. Paris : Éditions Sang de la Terre.
5. Banque Africaine de développement, (2016). Rapport sur le développement en Afrique 2015, Croissance, pauvreté et inégalités : lever les obstacles au développement durable.
6. Banque mondiale (BM), (1990). Rapport sur le développement dans le monde : La pauvreté. Washington.

7. Banque mondiale (BM), (1999). Rapport sur le développement dans le monde : Le développement au seuil du XXI^e siècle. Washington.
8. Banque mondiale (BM), (2000). Rapport sur le développement dans le monde : Combattre la pauvreté. Washington.
9. Bantuelle, Marine, Morel, Jacques, Dargent, Denis, (2000). Le diagnostic communautaire, collection, Santé communautaire et promotion de la santé.
10. Bartoli, Henry, (2000). Rethinking Development, Putting an end to poverty. Paris : Editions UNESCO.
11. Benicourt, Emmanuelle, (2001). La pauvreté selon le PNUD et la Banque mondiale, Études rurales.
12. Brodhag, Christian, Florent Breuil, Natacha Gondran, François Ossama, (2004). Dictionnaire du développement durable, Collection Points de Repère, les publications de l'IEPF, éditions MultiMondes.
13. Centre de ressources et d'échanges pour le développement social et urbain, (2004). Action positive et approche intégrée : deux approches opposées. *Les Cahiers du CR • DSU*.
14. Chauveau, Loic, (2006). Développement Durable Produire pour tous, protéger la planète. Paris : Larousse, France.
15. Contreras, Zaida, (2006). Mode d'électrification rurale pour les localités de moins de 500 habitants au Sénégal, Ministère de l'énergie et des Mines du Sénégal.
16. Dia, Mamadou (2017). Mise en œuvre du PSE dans le contexte des ODD et du Plan d'Action d'Istanbul sur les PMA, DGPPE.
17. Diop, Elhadji, Madior. Mbengue Mamadou, Saliou, (2017). Challenges in supporting "2030 Agenda for Sustainable Development" at University Alioune Diop of Bambey (UADB), Senegal (En instance de publication par la SNDD).
18. Document de Politique Économique et Sociale (DPES) 2011-2015 (2015). Placer le Sénégal sur la rampe de l'émergence.
19. Forget, Daniel, Houle, Mélanie (2017). Étude de cas : Priorisation des cibles des ODD pour la région de Diourbel au Sénégal en partenariat avec l'Université Alioune Diop de Bambey (UADB), Université du Québec à Chicoutimi.
20. Gendron, Corinne, (2006). Le développement durable comme compromis. Québec : Presses Universitaire de Québec.
21. Initiative Prospective Agricole et Rurale (IPAR), (2016). Les Objectifs de Développement Durable (ODD) : Quel agenda pour le Sénégal ? Rapport de la Conférence internationale de Dakar.
22. Kestin, Tahl, Belt, Marjan Van den, Denby, Leanne, Ross, Katie, Thwaites, John, Hawkes, Martine, (2017) Guide for Universities, Higher education institutions, and the academic sector, Australia, New Zealand & Pacific Edition.
23. Koch, Dirk-Jan, (2012). Coopération Internationale et Développement. Paris : L'Harmattan.

24. Léon, Michel Ndione, (2007). Apport des activités génératrices de revenus dans l'amélioration des conditions socioéconomiques des femmes handicapées motrices de la commune de Bambey. Étude à partir de l'association féminine des handicapés moteurs de la commune de Bambey. École Nationale de Développement Sanitaire et Social / Dakar - Diplôme d'État d'Assistant Social.
25. Le Prestre, Philippe et Marache, Corinne, (2012). *Le développement durable en action*. Québec : Presses de l'Université de Laval.
26. Projet Sénégal Émergent, Gouvernement du Sénégal, janvier 2014.
27. Mbengue, Mamadou Saliou, (2013). Retour et non-retour des étudiants sénégalais formés en France, Thèse de doctorat unique. Amiens : Université de Picardie Jules Verne.
28. Nyambal, Euguene, (2008). *Afrique: les voies de la prospérité dix clés pour sortir de la pauvreté*, 2ème édition. Paris : L'Harmattan.
29. Organisation des Nations Unies (ONU), Objectifs du millénaire pour le développement, Rapport 2015.
30. Parizeau, Marie-Hélène et Kash, Soheil, (2016). A chacun son développement Durable? De la diversité culturelle aux nanotechnologies. Québec : Presses de l'Université Laval.
31. Pauvreté et conditions de vie des ménages, (2015). Rapport 2011-2015 ANDS.
32. Politiques du Groupe de la Banque en matière de réduction de la pauvreté, (2004). Banque Africaine de Développement, Fonds Africain de Développement.
33. Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), (1999). *La lutte contre la pauvreté en Afrique subsaharienne*. Paris : Economica.
34. Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), (2000a). Vaincre la pauvreté humaine.
35. Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), (2000b). Rapport mondial sur le développement humain.
36. Rapport Brundtland, (1987). Notre avenir à tous. CMED.
37. René Auclair et Christiane Lampron, (1987). Approche intégrée : une innovation dans la dispensation des services sociaux. École de service social de l'Université Laval, Volume 36, numéro 2-3.
38. Rapport introductif pour le débat de haut niveau de l'Assemblée générale des Nations Unies sur les OMD, (2010). Progrès réalisés et Perspectives.
39. Rapport sur le développement en Afrique, (2015). Croissance, pauvreté et inégalités: lever les obstacles au développement durable, Banque Africaine de développement, 2016.
40. Rapport Régional définitif, (2017). Recensement Général de la Population et de l'Habitat de l'Agriculture et de l'Élevage (RGPHAE), Région de Diourbel, Agence National de la Démographie et de la Statistique (ANDS).

41. Sachs, Jeffrey, David, (2015). Achieving the sustainable development goals, *Journal of International Business Ethics*, vol. 8.
42. Saïd Hassani, Kouraichi, (2015). Rapport des concertations régionales sur les Objectifs de développement durable spécifiques au Sénégal.
43. Sakho-Jimbira, Maam Suwadu et al., (2015), Mesurer le développement durable pour l'après-2015 au Sénégal, Initiative Prospective Agricole et Rurale (IPAR).
44. Stratégie Nationale de Développement Économique et Sociale (SNDES), (2012), sur les rampes de l'émergence, Rapport du FMI.
45. Villeneuve Claude et Georges Lanmafankpotin, (2017). La gouvernance du développement durable, Chaire en éco-conseil Département des sciences fondamentales Université du Québec à Chicoutimi.
46. Zuideau, Bernard, (2010). Développement durable et territoire. Lille : Presses Universitaires du Septentrion.

The reform of public universities in Tanzania: Governmentality and the exercise of power

Catherine Chinenye Maduekwe.

*University of Abuja,
Abuja, Nigeria.
and*

Beverly Thaver

*University of the Western Cape,
Bellville, South Africa.
Email: bthaver@uwc.ac.za)*

Abstract

In general, African nations, from the mid-20th century onwards, have witnessed an increasing and massive expansion in the university¹ sector. By the first decade of the 21st century, as the sector expanded even further, so did the pressure for policy reforms increase from across the globe and the African regions. These reforms were established as instruments for advancing national development, namely, within the trajectory of reducing poverty through sustainable (economic and social) growth. Drawing on the East African nation of Tanzania, this article focuses on the implementation of a policy reform in three public universities. The reform (framed within the policy narrative of strategies for growth and the reduction of poverty), is referenced in Swahili as “Mkakati wa Kukuza Uchumi na Kupunguza Umaskini”. The dynamics associated with the implementation process are interpreted within the framework of Michel Foucault’s theory of Governmentality which is premised on a particular form and exercise of power relations. In this respect, the article seeks to understand how the reform was drawn upon as a regime of governance, namely, as regulating behaviour in three universities in Tanzania, with specific reference to the mandates of ‘access’ and ‘quality’.

Key Words: *Universities; Higher Education Institutions; Governmentality; Power; Access; Quality; World Bank; Poverty Reduction; Global Governmentality.*

Résumé

En général, les pays africains, à partir du milieu du 20^e siècle, ont connu une expansion croissante et massive du secteur universitaire. Au cours de la première décennie du 21^{ème} siècle, alors que le secteur se développait encore davantage, la pression en faveur de réformes politiques augmentait dans le monde entier et dans les régions africaines. Ces réformes ont été définies comme des instruments permettant de faire progresser le développement national, à savoir dans la trajectoire de réduction de la pauvreté par une croissance durable (économique et sociale). S’appuyant sur la Tanzanie, pays d’Afrique de l’Est, cet article porte sur la mise en œuvre d’une réforme des politiques dans trois universités publiques. La réforme (inscrite dans le discours

1 We are aware of the shifting terminology for that of ‘university’ and ‘higher education’ and thus alert the reader to the fact that at times the terms are used interchangeably in the article.

politique sur les stratégies de croissance et de réduction de la pauvreté) est appelée en swahili «Mkakati wa Kukuza Uchumi na Kupunguza Umaskini». Les dynamiques associées au processus de mise en œuvre sont interprétées dans le cadre de la théorie de la gouvernamentalité de Michel Foucault, fondée sur une forme et un exercice particuliers des relations de pouvoir. À cet égard, l'article cherche à comprendre comment la réforme a été élaborée en tant que régime de gouvernance, c'est-à-dire en tant que réglementation du comportement dans trois universités en Tanzanie, avec une référence spécifique aux mandats de «l'accès» et de la «qualité».

Mots clés: universités; Établissements d'enseignement supérieur; Gouvernamentalité; Puissance; Accès; Qualité; Banque mondiale; Réduction de la pauvreté; Gouvernamentalité globale.

1. Introduction and background

Within Africa generally, the university sector witnessed some growth in the period between the second half of the 20th and the first decade of the 21st centuries. In this regard, on the one end of the continuum, colleges were changed to the status of universities; while on the other, new public and private institutions were established to meet the access demands of the post – independence period. At the same time, and, as a consequence of global processes, universities in Africa, were also subject to various reforms. In light of this backdrop, the East African nation of Tanzania was no exception insofar as by the end of the 20th century, Tanzania witnessed the growth of the university sector, along with attendant reforms. In this respect, the Tanzanian Development Vision 2025 is the bedrock policy initiative that envisaged the growth and trajectory of Tanzania as a middle income level economy. Closely tied to this, but nonetheless and parallel to the World Bank's externally originated poverty reduction strategy, is the internal (i.e. national) strategy for reducing poverty through sustainable growth, which in Swahili is framed as “Mkakati wa Kukuza Uchumi na Kupunguza Umaskini” (*hereafter referred to as MKUKUTA*). At this point, it is important to note that this (national) initiative is framed within the World Bank's structural (adjustment) programmes for Sub-Saharan African countries, of which debt relief and or rearrangement was also a key component. In summary, within the framework of the World Banks' programme, more specifically, around the poverty reduction, the MKUKUTA initiative has undergone two iterations, first in 2005 and then again in 2011. Sandwiched in between this period (in 2010), is the operational offshoot, namely, the Higher Education Development Programme. The overall focus of the MKUKUTA is on the equitable growth and governance of Tanzania; it is an instrument for mobilizing efforts and resources towards targeted poverty reduction outcomes and economic development. In this respect, higher education is discursively framed as a vehicle for social and economic development, with specific linkages to a country's science and technology systems, which in turn would contribute to poverty reduction (United Republic of Tanzania, Vice President's Office,

2005:9). Thus, the interest of this article is how the MKUKUTA reform was drawn upon as a regime of governance, as a way of controlling, i.e. regulating behaviour within the domain of higher education in the Tanzanian context. We now outline how we approached the data for the article.

Approaching the data

First, a brief note on the wider study on which this article is based. The data for this article has been extracted from a broader qualitative doctoral research project that had as its aim, the overall perceived responsiveness of administrators, managers, national and international decision-makers, and academic staff who had been involved in the implementation of the MKUKUTA at three public universities in Tanzania. Within the framework of a case-study design, it drew on qualitative methods and techniques (Denzin, 2002:2), gathering the data from an analysis of relevant historical documents and interviews with selected individuals numbering forty from the university, government and international donor organisations. All ethical guidelines were followed. The interpretative framework was formulated from the ideas of Michel Foucault specifically as this pertains to the concept of 'governmentality'. This will now be addressed.

Interpretive framework: Governmentality

The concept of governmentality has been the subject of much debate and well-rehearsed (see Gordon 1991, Rose 1993, Dean 1998) and it has also been applied to higher education (see Fejes 2006; Fimyar 2008). At the point of oversimplification, these debates focus on the behaviour / actions of individuals and practices of institutions within a global neo-liberal economic framework. In broad brushstroke terms, the concept of governmentality is defined as a regime or technology of power through which oversight around behaviour and practices of individuals and institutions, is exercised. When brought into the orbit of higher education, the latter is a site in which a particular regime of power directs and redirects behaviours through particular norms and values, processes of normalisation. From this angle, the term governmentality is premised on the broad principle of the "conduct of conduct" (Foucault 1982:220). In other words, it is about how behaviour/actions/practices are directed (and or comported) in a particular and rational manner, over a population in a specified period of time (see Rose, 1996; Dean 1999:198). An important dimension that holds together these practices and comportment, is one that has to do with the concept of power.

Concept of Power

For Foucault, power does not need to be located in a particular, central source, for example, in the state (Foucault 1980b), instead power should be seen as a productive network that is running or working through the whole social body, both individually over whole populations (Foucault, 1980b). In addition, there is also the notion of power as enactment in multiple ways, this implies that power is equally exercised through diverse forms that take the shape of 'resistance', 'freedom' as well as 'regression'.

Following on from the above, power is exercised through processes of normalisation, control, surveillance, and regulation. In effect, the various ensembles of institutions and individuals are therefore mobilised through apparatuses, i.e. '*dispositif*'. Within the framework of power as a form of regulation and control, Foucault understands power as being dependent on the way "some act on others" (Foucault, 2000:340). In addition, "power is viewed as a capillary" (Foucault, 1980:39). In this regard, as a type of 'capillary', the exercise of power is understood from "the point where power reaches into the very grain of individuals, touches their bodies and inserts itself into their actions, attitudes, their discourses, learning processes and everyday lives" (Foucault, 1980:39). Within this perspective of power, there are also a range of interest groups or components involved in helping to regulate (or, establish) the conditions, for power to transverse.

With respect to the above, one of the sites in which power is exercised by governmental apparatuses is through reform initiatives in higher education (see (Fejes 2006; Fimyar 2008). In this regard, we observe that there have been few investigations in the higher education policy research area, more especially in the African sub-region countries, that has applied Foucauldian concepts. Against this background, the aim of the article is modest, insofar as it hopes to contribute to further research in this area, working within the Foucauldian framework of governmentality. More specifically (as outlined earlier), we are interested in terms of how the MKUKUTA policy unfolds in practice. We are keen to understand what characterises the processes that enable it as a reform, in the words of Foucault (1982, 1988), to become an instrument of governance through which the state then exercises control over its higher education citizens (i.e. population)?

Discussion of the findings.

Origin and ownership

One of the key findings in this study is about the modality of power as it pertains to the exercise and implementation of the MKUKUTA policy reform in the Tanzanian higher education context. This is now addressed.

As outlined above, one of the key components of Foucault's approach to power is that it is not resident in a single source. In this study, when selected individuals representing various interest groups were probed for their engagement with the MKUKUTA initiative, the data yielded responses that tended to focus on power as being dispersed rather than it being located in a single source. In this respect, the responses suggest that the origin and establishment of the MKUKUTA is local and internal rather than international and external. Thus, even though as outlined earlier, the reform is an offshoot of the World Bank, it is appropriated by the national context. As a consequence, this results in a condition to suggest that there is 'no single source' of regulatory power. In this respect, we are confronted with the complexity of power as not residing in single source, but having multiple sources (Foucault, 1980b); or if it is single (as in the World Bank), then it has 'left' its source of origin and is now dispersed more broadly and across diverse angles.

Flowing from the above, a further finding of this study is around the tension relating to the ownership of the MKUKUTA policy document, more specifically in terms of the source of the ownership of the initiative. In other words, the contestation is around the notion of social agency as this pertains to ownership of the reform. As outlined earlier, the initiative has its roots in the World Bank Poverty Reduction Strategy Papers (2000) which was made obligatory for impoverished sub-Saharan African countries. What is interesting is that in the Tanzanian context, the proprietorship of MKUKUTA seems to be contested. For example, some of the respondents in this study mentioned that there was a sense of "pride of place", confidently terming it as "our MKUKUTA", framing the policy as a "local initiative of the Tanzanian government". In this respect, there are interesting narratives regarding the contestation as to whether it is internally or externally owned.

First, the respondents perceived the initiative as a 'national-asset', despite, in the face of the 'source' having originated externally. In other words, although the development aid seed was planted by an external aid agency (i.e. as a single source), the mentality is such that it is thought of in a local/national proprietary terms. Working within the framework of Foucault's concept of governmentality, we observe that the thinking / mentality (in this case, the perception) around the reform for governing, is such that an

external, global donor aid practice, is internalised and rationalised in the local context. In this way, by internalising and rationalising the initiative, the behaviour of the institutions and the individuals are such that the reform is self-regulated. Consequently, the latter becomes a normalised facet of everyday institutional practices.

From the above, we observe that there are contradictory narratives around the exercise and location of power. On the one hand, it is not completely centralised in a single source, radiating downwards, but instead, is dispersed. At the same time, national policy makers (the Tanzanian state agency) perceive and assume central ownership. In this regard, there was a view that it (the reform) would cascade down in a conventional, linear-type manner, “that it would be implemented by all institutions and agencies”. What is noteworthy though, is that when this perception was triangulated with different categories of respondents, it yielded accounts to suggest that it was travelling/transversing from diverse sources in and from multiple angles.

Power to act on the action of others: the ‘conduct of conduct’

As outlined earlier, a key principle that underpins the notion of governmentality is about “the conduct of conduct or the power to act on the action of others” (Foucault, 1982: 220). In this study, what we have observed is that one of the ways in which the government is steering, or, “acting on the action of others” (Foucault, 1982), is through expanding the higher education system as a component of the MKUKUTA reform. Effectively, therefore, the steering of institutions is occurring through the mandate of access and expansion which is linked to the massification of higher education institutions. Given this, the mandate, including the stipulation of goals and objectives, is an instrument to steer institutions in the direction of expanding their enrolment base, more specifically oriented towards the ‘catchment’ of those social categories that were previously excluded. In light of this, the institutions that formed the focus of this study are recruiting young women into higher education. We find this interesting insofar as this phenomenon is occurring against the backdrop of the African and in this instance, the Tanzanian context of patriarchy (Lihamba, Mwaipopo & Shule, 2006; Akosua, Beoku & Osirim, 2008 Myenzi, 2009) which places a higher value on the social and economic contribution of men over that of women. This (i.e. implementation of the reform) culminates in a set of conditions that disrupts patriarchal values and practices and in so doing, normalises access for women into higher education. Within the Foucauldian framework, it is therefore becoming ‘normal’ (Foucault, 1979) for institutions to target young women to pursue studies in higher education and thus the mandate has the inadvertent effect of ‘chipping’ away at the conservative gender roles that characterise African society.

Power as a form of resistance

One of the arguments posited by Foucault (1980), with reference to the notion of power, is that “wherever there is power, there is resistance; and yet, or rather for that very reason, resistance is never in an exterior position of exteriority with regard to power” (Foucault 1980:93). When we measured the responses regarding the familiarity and knowledge about the reform initiative, the commendations (as outlined earlier around ‘pride of place’) ran alongside certain signals of dissent. In this respect, the monologue voices, while not overtly critical, commented tersely as in ‘no, I do not know’. In this respect, some of the respondents seem to show a lack of knowledge (and / or ignorance) about the contents of the reform. Moreover, when the study probed for one of the elements of the initiative that had as its focus, that of access, some of the respondents mentioned that they “did not have any information”.

State regulation of the access initiative as a form of ‘capillary power’

A further dynamic aspect of Foucault’s concept of power, is that, in addition to being multiple and dispersed, it also has a ‘capillary-type’ quality. This means that power is exercised over individuals and institutions by engaging every aspect of their being and bodies and this affects their actions, attitudes, discourses, processes and everyday lives (Foucault, 1980). This capillary-type quality associated with the concept of power can also be applied to the exercise of the ‘access’ component of the reform as it infiltrated the selected public universities in Tanzania. With due respect, this study was sensitive to the principle that access is regulated for “continuous improvement within a state agenda that is credible and desirable” (Morley, 2003:13), the combination of which resonates with the objectives of the MKUKUTA (i.e. as found in the study). However, on analysing the responses and the relevant documents, there are indications that the state regulation of the access component in public universities through its various mechanisms assumes the form of ‘capillary-type’ power relations. In other words, it (the discourse) is like a filament that nests in all the practices and communications in order to ensure that increasingly more Tanzanian youth have access to higher education. In this way, higher education is provided for their private and public good (Attach et al, 2009). The access component (or, mechanism) is an instrument that takes the form of capillary power, which is then exercised in ways to ensure ‘continuous improvement’ with the state programme. In framing this as the alleviation of poverty, by consequence, ensures that economic development will be realised in alignment with the Tanzanian National Development Plan.

In further unpacking the mandate of 'access' there are various elements, one of which includes the notion that education and training is linked to employment, i.e. the development of skills for the market (i.e. employment). Working within this framework, the discursive narrative in the mandate is such that access (to education and training) is intended as a pathway for social mobility. In light of this, university education is seen in an instrumental sense as being directly related to skills development (i.e. the market). When this approach is understood within the Foucauldian framework, then we observe that the notion (or, implementation) of access (seeking to expand the system) also acts in a capillary-like modality. By this is meant that the access mandate in a capillary way 'works' to align the practices of universities with that of global tendencies which is about the massification of higher education by the state. Thus, this modality of power, i.e. the capillary-type shape, was found to reach into the thoughts and practices of the respondents from diverse positional and authorial bases. There were indications that this was not only in terms of direct compliance, but that it was also self-regulated and normalised in the case of the individual. In other words, the mantle of the MKUKUTA was assumed in a somewhat normalised and unobtrusive (*our emphasis*) way in the everyday practices.

State regulation of institutional funding: a *panopticon*

A further finding from the study, is about how the allocation of state resources becomes a mechanism, namely as a form of surveillance. In this respect, there appears to be a direct link between the allocations of funding by the state with components of the reform mandate. This is evident (from the documents and interviews), that insofar as public universities are state funded institutions, they are required to conform to the conditions that are attached to state funding. Thus, the state in its exercise of power, regulates the allocation of funding to these public universities, subject to the conditions (and or principles) specified in the reform.

When seeking to understand some of the aforementioned institutional practices as they are regulated by the state, more especially as this pertains to the allocation of resources (that is funding allocations), the concept of 'panopticon' (which is sometimes referred to as a form of surveillance), comes to mind (Foucault, 1979). Now, while we are aware that the concept of panopticon is a form of surveillance (i.e. a perfect eye), that Foucault applies to the prison system, (Foucault, 1979), it has some resonance with the state practices around governance, more specifically, insofar as the state conducts its monitoring and control of institutions to ensure the implementation of the state's social mandate of expanding the system. In the words of Foucault (1979), the 'surveillance eye' ensures that the institutional practices are in accordance with those required in terms of the implementation of the policy reform. In other words, there is a sense in which

through the monitoring and evaluation systems, that social control is then embedded inside the practices of the institution. In this respect, the concept of surveillance plays itself out as a form of state regulation of institutional funding to ensure institutional accountability with regard to their engagement with the reform.

When mining down into the data, some of the responses from the state institutional actors about the access element, show that to steer universities adequately, the state has ensured that university activities are only financed when there is evidence of a direct linkage to the reform's objectives. In other words, there are strong indications from the thrust of the responses to suggest that "funding is only allocated once there is evidence of forging linkages with the elements and principles as specified in the reform". What we found of further interest is that this regulation functions in a capillary- type way. In this respect, alignment to the objectives is threaded through a co-ordinated strategy beginning from the state's national purse (Treasury), to the Commission/Ministerial body for Science and Technology and then administered through a national research agency. In light of this (i.e. in order to achieve self-compliance), one percent of the gross domestic product is disbursed through competitive bidding by universities, with one of the key criterion being that of alignment of research area with the MKUKUTA objectives. Thus, the linkage of these funding streams to the reform, is an aspect of surveillance, (Foucault 1979) through which the state ensures that universities are normalised or steered to implement the reform initiatives in the MKUKUTA policy document. In other words, the practices that surround compliance to the latter, means that it (i.e. MKUKUTA reform) assumes the form of a panopticon, which in Foucauldian terms is a technology of surveillance.

The concept of panopticon, surveillance and institutional accountability

Following on from the above discussion, the overall study suggests that the ways on which the MKUKUTA is sutured into the various operational regulations show signs that mark the practices of a pantopticon. In other words, it is an apparatus of surveillance over (Foucault, 1979) public universities, to ensure that the reform is self-regulated and normalised. In this way, the state ensures some form of accountability through institutional practices and activities. The question arises as to the extent to which universities are still able to maintain autonomy. This is important considering that autonomy is a key principle of public universities, which entails their ability to teach and research without interference from the state. It seems then, that the state, in drawing on practices and technologies of surveillance, that is, it normalises compliance (or, arguably alignment), in order to ensure accountability of the public universities to the reform. In this way, the components of the reform are, in a capillary-type way, discursively dispersed

throughout the regulatory/operational plans. In this way the state exercises its power (or, one could read it off as intervention), to ensure the accountability of public universities to state priority policy objectives and simultaneously, there is self-regulation on the part of individuals and institutions.

Establishment of quality assurance strategies as a form of surveillance

One of the ways that the state seeks oversight of academic practices in universities is through the establishment of quality assurance processes that assume the form of surveillance. In this regard, the quality assurance systems are set up to ensure a coordinated oversight of the quality of education being offered at universities. We found that the state, in their regulation of universities at the institutional level, has also coordinated the establishment of quality assurance systems to ensure that the dimensions of the academic project “satisfies a high standard”. In this respect, the state regulates by institutionalizing quality assurance systems to oversee aspects of curriculum, the nature of training, aligning these with the market and global curriculum practices. We found that this process assumes a ‘surveillance-type eye’ that reaches down. Thus, the regulation by the Quality Assurance Directorate is such that it exercises oversight around curriculum, lectures, examinations, seating arrangements in the classrooms, examination rooms, as well as practical work-based activities. In conjunction, further dimensions of the academic project such as audits, reviews among others, become objects of surveillance (Foucault, 1979:184).

With respect to the curriculum, part of the review process includes the involvement of intra-university units. In addition, as pointed out earlier, universities have involved stakeholders, even extending the composition of curriculum boards and collaboration structures to include those of global experts. This ‘gaze’ and form of social control is extended on a regional basis. In this regard, it is important to note that the Quality Assurance Directorate inside the university formed part of a consortium structure of Quality Assurance at a regional level. The aspect of social control vis-à-vis quality assurance is within a specific geographical node, bringing us to the concept of global governmentality.

Regulation of the MKUKUTA objectives as a form of global governmentality

Foucault’s concept of governmentality, i.e. as a technology of social control has also been extended to practices at a global level. This, (i.e. global governmentality) refers to the functions of the supranational agencies (with the World Bank as one example) that are formerly or informally involved in the regulation of higher education activities at a local independent state context (Dean, 2002). In this respect, the World Bank is

involved in steering public universities through their intervention relative to funding and the allocation of resources (Dean, 2002). The latter range from actual funding and support, for example, from the financing of science, technology and higher education initiatives through to the provision of curriculum review experts (Hayward, 2006).

The combination of these factors premised on the key condition of (more specifically, that of higher) education in the reform, illustrates the way in which the concept of global governmentality is practised on the ground at the level of the nation-state. This form of steering is structurally linked to the World Bank's perspective that higher education is critical for economic development (Bloom et al, 2006). It is worthwhile to note that the poverty reduction strategy papers of the World Bank are also sanctioned by the broader donor community. The implication here, is that the framework document provides a compass for higher education activities undertaken by the donor-community.

In the light of the above, the causal relationship drawn by the World Bank between higher education and economic development, is a way of exercising in Foucauldian terms, a form of global governmentality. This means that the global agency is somehow determining for the independent nation states the need to link their higher education activities to economic development. As part of this overall strategy, it might be worthwhile to note that there has been a shift in the emphasis that the World Bank and other international funding agencies have placed, from primary, to that of higher education. The significance of this, show how international funding agencies have exercised their control and authority 'on the ground' that in turn can be seen as an instance of the practice of power and a form of global surveillance. It is interesting to note how the latter unfolds at the institutional level, as a means to generate income.

In interpreting the mandate of access, an argument could be made that through the normalisation of institutional activities such as expanding enrolments, universities are in effect also able to generate third stream income. By normalising institutional activities (such as access in terms of increased enrolments), this means that in the process of state regulation, the institutions tend to subvert this to their own ends. In other words, the trend is that universities as autonomous institutions have normalised the access mandate independent of state regulation for the benefit of generating income.

Practices of autonomy: income generation

A critical look at institutions and the debate around autonomy can be located within the discussion on Foucault's concept of power, which is that the concept and practices are such that they arise from "innumerable points" (Foucault, 1990:94) that in some senses radiate in different directions. We would now like to show how the multiple sources of power and its radiation in different directions unfolds (Foucault, 1980) which the institution then uses as a means to generate income.

Some of the ways that public universities in this study have normalised the access initiative for income generation includes, establishing evening programmes for private fee-paying students, establishing demand driven short courses that will attract a fee-paying clientele and also engaging with donor projects that attract extra funding. There is also the example of the establishment of new campuses and colleges that offer evening programmes at post-graduate level. New campuses and colleges are established to attract private fee-paying students and fees from government sponsored students on the higher education students' loan scheme. The tuition fees for these students become a source of funding in addition to that from the national fiscus and the budgetary allocations. What is interesting, is that in the context of fiscal austerity measures impacting on universities globally and more specifically in Africa, the state steering of universities in the direction of the reform, orients institutions in multiple directions to tap into alternative sources of funding. Thus, the process of normalising access as in accordance with the reform, has co-simultaneously facilitated the accumulation of additional funding at the institutional level. In other words, what could be termed as potentially, the original 'source' of the power (i.e. the reform), has of itself dispersed, with the lines and forces of power shifting in another direction (Foucault, 1980b). In seeking to understand how this occurs, we draw on Foucault's concept of 'dispositif' (Foucault, 1980; 1991).

Institutional regulation of resource allocation: '*dispositif*'

The concept of '*dispositif*' refers (albeit simplistically) to the 'heterogeneous ensemble of the institutional practices and regimes, their laws, administrative measures, and power relations all of which are connected through a web of networks' (Foucault, 1980). This implies the (power) relations sutured through the '*dispositif*' that governs the practices (including the rules) related to oversight in the direction of the reform, are dispersed in the network of state's agencies, as each regime of power seeks to steer the universities in the direction of the reform. This, (*dispositif*), as a field of forces (Foucault, 1980; 1991), is operative in the domain of resource allocation. When the latter is assessed in the context of fiscal austerity measures, there are challenge for public universities. In this study it was found that, discursively, resource allocation framed in human and material terms, is specified respectively as skills development and infrastructural facilities. When one applies this to the concept of *dispositif*, the evidence from the study suggests that in the multiplicity of power relations and the dispersal of the reform's mandates through and within the regimes of powers (i.e. the direction in which power travels, ruptures and even, breaks), the institutions are (in diverse and multiple ways) thereby able to access resources. The *dispositif*, is therefore much like an ensemble-type apparatus that exerts itself in the different (power) nodes, through which resource allocation can then be manipulated, accessed and in the process normalised. The latter operates in the framework which is defined by Foucault as the "existing modality of government" (Foucault, 1991:102) that refers to the conditions to enable the actualisation

of the rationalities of the reform. One of the findings in this study pertaining to the access and quality mandates shows that the MKUKUTA policy mandates are optimally actualised within an environment where institutional needs around the *dispositif* - which in this case refers to the power arrangements that exists for the disbursement of resources - are met.

In light of the above, the normalisation phenomenon (in the *dispositif*), comprises of the “individualizing operation of power” (Foucault, 1991:102) which suggests a critical element in the administration and regulation of a (higher education, our *emphasis*) population. In this instance, it is also about steering individuals in the direction of the access and quality mandates of the reform. In other words, individuals are oriented towards self-regulation in order to optimise their chances to access the provision of resources by the state. However, actualising and self-regulation was not without its challenges, especially as this pertains to expansion and its impact on staff-student ratios. In this regard, it was mentioned by a respondent that “there was a need for the employment of academic staff to cope with the rising enrolment”. In a similar vein, a respondent also noted that there “is the need for skills development, i.e. academic staff developing the required competencies”. This was mentioned by respondents as staffing capacity constraints, namely, the importance of training and retraining of staff and the recruitment of qualified academic staff. Thus, when the latter is interpreted within the parameters of the *dispositif*, we observe how the aspect of staff capacity is integrally tied to actualising the quality component of the mandate.

The study shows that within the limits of the national fiscus with its decline in funding for universities, accessing donor funding is therefore necessary. It is important to note that the latter is supposed to be the primary domain of the nation-state. This means that global governmentality involves the engagement of nation states with international aid partners, who finance institutions. From the angle of Foucault’s theory, therefore, it is financially rational. As a consequence, the intervention by international aid agencies, inadvertently, establishes practices for global governmentality to ‘work’. This means that the *dispositif* is thus mutually constituted and harnessed by the nation state and donor-based networks. In light of this, the study shows that the (increasingly normalised) intervention by international aid, through donor financing in nation-states, enables the exercise of power relations associated with global governmentality.

Engaging with the access mandate to exercise institutional freedom

As we are seeking to show in this article, there are multiple ways in which the concept and practice of power functions/unfolds in relation to the mandate of access. A further way within which this form of power is exercised is around the subcomponent of freedom. The study shows that public universities in Tanzania engaged with the reform within a framework ‘power as freedom’, as against the exercise of ‘power as resistance’. In light of this, these institutions sought to engage with the mandate of access in ways that enabled them to

influence the scale of the respective institutions. This brings us to the aspect of autonomy, which we wish to highlight, within the framework of Foucault's concept of 'freedom'.

As autonomous institutions, public universities exercise power in an environment of freedom that is independent of the state. Foucault has the view that power operates within an atmosphere of freedom (Foucault, 1980). In understanding power as freedom, Foucault, (1980) argues that power should not be related "only to as a force that says no" (Foucault, 1980:89), but also indicates that "power traverses and produces things, induces pleasure, and forms knowledge and is achieved through a network of power relations" (Foucault 1980: 119). In this respect, it is argued that in the exercise of power, there is the aspect of freedom and resistance. In relating the Foucault concept of freedom to that of universities in this study, it has emerged that while the state regulates institutional activities through the MKUKUTA, public universities engage with the mandate within the environment of freedom that is sometimes independent of the state and which is not at the point of resistance. In seeking to understand the concept of freedom, there is the need to include the principles of independence and autonomy that underpin the actions of individuals and institutions. This is important in considering how the notion of 'freedom' is related to that of 'power'. The latter is implicated in the activities of the persons, institutions and agencies that it operates. The implication is that the population where the concept of power relations operates have the freedom to take action or the option of resistance concerning state regulations of its activities within the practices and rationalities of governance. Public universities have in their exercise of power through their freedom to react either in the affirmative or negative and in so doing given birth to the many "array of possibilities that paves the way for diverse response and results" (Foucault, 2000:340) around engagement with the mandate of access.

Conclusion

As outlined in our introduction, this article takes its sustenance from a larger doctoral research project that had as its focus the interpretation of a Tanzanian higher education reform within Foucault's concept of Governmentality. In this respect, we offer a few tentative conclusions that could contribute to further research. Firstly, the reform is an instrument for the steering of institutions, in ways that align the activities towards rational governmental practices (Foucault, 1991). These are mutually constituted by institutional, system-wide nation-state and international aid agencies. Through the exercise of power flowing from diverse sources, this process tends to normalise over time. A second concluding comment, is that the exercise of power is also productive, which institutions use to their advantage. In this respect, the access component of the mandate was used to benefit institutions certainly in terms of enabling and facilitating further growth and expansion.

Our final comment is about the tension that institutions experience between implementing the two components, namely access and quality, which then culminates in quality being compromised.

Despite the institutional responses to state policy, issues of quality of education being offered have remained questionable with the increase in access and hence a tension exists with regard to the mismatch between the increasing access and the observed challenge of quality. It is questionable in the sense that the idea of what constitutes quality was not established and there are no identifiable and agreeable measures of quality between the state and the universities. This article therefore, reveals on one hand state interests in increasing access while neglecting the issue of specific funding allocation to public universities for access and quality engagement. There is therefore an existing tension between the state policy on the access initiatives and the corresponding quality of education being offered in the higher education institutions.

References

- Akosua A., Beoku J, Osirim, M. (2008). Researching African Women and Gender Studies: New Social Science Perspectives, *African and Asian Studies* 7: 327-341.
- Altbach, P. G., Reisberg, L., & Rumbley, L. E. (2009). Trends in global higher education: Tracking an academic revolution. (Sense: UNESCO Publishing).
- Bloom, D., Canning, D., & Chan, K. (2006). *Higher education and economic development in Africa*. Massachusetts: Harvard University.
- Brigg, M. (2002). Post-development, Foucault and the colonization metaphor. *Third World Quarterly*, 23(3), 421-436.
- Dean, M. (1998). 'Administering Asceticism: Reworking the ethical life of the unemployed Citizen', in M. Dean & B. Hindess (eds.), *Governing Australia: Studies in contemporary rationalities of government*, Cambridge: Cambridge university Press, 87-107.
- Dean, M. (1999). Governmentality: power and rule in modern society. London: Sage Publications.
- Dean, M. (2002). Liberal government and authoritarianism. *Economy and Society*, 31(1), 37-61.
- Denzin, N. K. (2002). The interpretive process. *The qualitative researcher's companion*, 349-366.
- Fejes, A. (2006). *Constructing the Adult Learner: A Governmentality Analysis*, Linköping: Liu-Tryck.
- Fimyar, O. (2008). Using governmentality as a conceptual tool in education policy research. *Educate*, 1(1), 3-18.
- Foucault, M. (1991). Governmentality. In Burchell, G., Gordon, C., & Miller, P. (Eds). *The Foucault Effect: Studies in governmentality*. University of Chicago Press.

- Foucault, M. (1977). *Discipline and Punish*. New York: Vintage.
- Foucault, M. (1978). *The History of Sexuality: Volume I- An Introduction*. New York; Random House
- Foucault, M. (1979). *Discipline and Punish: The Birth of the Prison*. London: Penguin.
- Foucault, M. (1980). *Power/knowledge: Selected interviews and other writings, 1972-1977*.
- Foucault, M. (1980b). 'Power and Strategies'. In C. Gordon (Ed.), *Power/Knowledge* (pp. 134-145). New York:
- Foucault, M. (1982). *The History of Sexuality* (Vol. 1): *An Introduction*. Harmondsworth: Penguin.
- Foucault, M. (1988). *Politics, Philosophy, Culture: Interviews and Other Writings* (pp. 1977-1984). New York: Routledge.
- Foucault, M. (1991). Governmentality. In Burchell, G., Gordon, C., Miller, P. (Eds.), *The Foucault Effect: Studies in Governmentality*. University of Chicago Press, Chicago.
- Foucault, M. (1992). *The use of pleasure: Volume two of the history of sexuality*. New York: Vintage. (Original work published 1984).
- Foucault, M., (2000). 'Omnes et Singulatim': towards a critique of political reason'. In: Faubion, J.D. (Ed.), *Power: Essential works of Foucault, 1954-1984*, Vol. 3. Penguin, London.
- Hayward, F.M. (2006). Quality assurance and accreditation of higher education in Africa. Conference on "*Higher Education Reform in Francophone Africa: Understanding the Keys of Success*". Ouagadougou, Burkina Faso, June 13-15, 2006.
- Jann, W. and K. Wegrich (2006). 'Theories of the Policy Cycle', In F. Fischer, G. Miller, M. Sidney (Eds.), *Handbook of Public Policy Analysis: Theory, Politics, and Methods*. Boca Raton: CRC Press, 43-62.
- Lihamba, A; Mwaipopo, R; Shule, L. (2006). The Challenges of Affirmative Action in Tanzania Higher Education Institutions: A Case Study of the University of Dar es Salaam, Tanzania. In *Woman's Studies International Forum* (Vol 29, No 6, pp 581 – 591); Pergamon.
- Morley, L. (2003), *Quality and Power in Higher Education*, Society for Research into Higher Buckingham, UK.
- Myenzi, Y. (2009). Women's Land Rights in Tanzania: What Are the Challenges. Hakiardhi presentation at Mzumbe University Dar es Salaam Campus, 10th January, 2009 Dar es Salaam. <http://www.hakiardhi.org/HA-Docs/women.pdf>.
- Rose, N. (1996) 'Governing 'advanced' liberal democracies'. In A. Barry, T. Osborne & N. Rose (Eds.) *Foucault and political reason: liberalism, neo-liberalism and rationalities of government* London: UCL Press, 37-64.
- United Republic of Tanzania, (2005). National Strategy for Growth and Reduction of Poverty (NSGRP). Dar es Salaam: The Vice President's Office, June 2005.

Transition énergétique et mouvements sociaux à Abidjan : une analyse dialectique des perceptions de la population abidjanaise face à la politique étatique de distribution d'ampoules à basse consommation

Kabran Aristide DJANE

Département de Sociologie

Université Peleforo Gon Coulibaly (Korhogo/ Côte d'Ivoire)

djanekabran@gmail.com

Résumé

La question de la transition écologique a fondamentalement restructuré la démarche de production des énergies de consommation de masse dans différents pays développés ; cependant, elle reste une question non encore approfondie tant dans la sphère politique que dans les structures scientifiques, même si des élans commencent à se manifester. On prendrait ainsi pour exemple, le colloque de l'Université Cheick Anta Diop, sur la « ville intelligente » en Novembre 2017 qui a permis de réfléchir sur la question des nouvelles approches de consommation d'énergies dans les villes africaines. Au demeurant, l'expérience ivoirienne nous invite à questionner les perceptions des consommateurs abidjanais et leurs attitudes vis-à-vis de la politique publique de distribution des ampoules LED, dit à basse consommation. En effet, en durant l'année 2012 à 2014, le gouvernant ivoirien a entamé avec l'appui de la banque mondiale, et de la compagnie d'électrification, une opération de remplacement des ampoules internes au ménage par des ampoules LED. Mais contre toute attente, les consommateurs ont vu leur facture de consommation, grimper. Cette situation a développé une vague de contestation populaire auprès des consommateurs. Notre production ambitionne d'analyser au regard de la théorie de l'action collective d'Alain Touraine par une démarche dialectique et historiciste, les résistances sociales africaines et les dynamiques de transformation cognitive permettant l'appropriation des politiques sur la transition énergétique par la base. Une enquête mixte sur 217 ménages de la ville d'Abidjan sur la question a permis de saisir la structuration analytique des perceptions et dynamique d'attitudes collectives face à la politique sur la transition énergétique en Côte d'Ivoire.

Mots clés : *Transition énergétique, Mouvements sociaux, Perceptions, Politique étatique, Côte d'Ivoire*

Abstract

The question of ecological transition has fundamentally restructured the process of producing mass consumption energies in various developed countries; nevertheless, it remains a question not yet deepened both in the political sphere and in the scientific structures, even if impulses begin to manifest themselves. An example of this is the Cheikh Anta Diop University Symposium on the "Smart City" in November 2017, which allowed us to reflect on the question of new approaches to energy consumption in African cities. Moreover, the Ivorian experience invites us to question the perceptions of the consumers of Abidjan and their attitudes towards the public policy of distribution of LED bulbs, said to low consumption. Indeed, during the year 2012 to 2014, the Ivorian government began with the support of the World Bank, and the electrification company, an operation to replace household light bulbs with LED bulbs. But against all odds, consumers have seen their consumption bill climb. This situation has developed a wave of popular protest among consumers. Our production aims to analyze, in the light of Alain Touraine's theory of collective action, a dialectical and historicist approach, African social resistance and the dynamics of cognitive transformation allowing the appropriation of policies on the energy transition from the ground up. A mixed survey of 217 households in the city of Abidjan on this issue allowed us to grasp the analytical structuring of perceptions and the dynamics of collective attitudes towards the energy transition policy in Côte d'Ivoire.

Keywords : *Energy transition, Social movements, Perceptions, State policy, Côte d'Ivoire*

Introduction

La question de la transition énergétique développe des dimensions qui ont convoqué bon nombre de chercheurs. Les sciences sociales de l'environnement ont ainsi permis de reconstruire cette réflexion. Aussi, cette préoccupation s'est-elle davantage ancrée dans l'empirique qu'elle n'a laissé place aux spéculations théoriques. C'est au final, cette discussion fondée sur la réalité sociale qui met constamment en branle le débat de la transition énergétique. Si le concept de transition énergétique trouve son sens dans les sciences sociales de l'environnement, les sciences politiques en ont également fait leur apanage. Dans ce développement, la transition énergétique apparaît dans la définition portée par le colloque « *Approches critiques de la « transition énergétique » dans les sciences humaines et sociales (ACTESHHS)* » comme étant un objectif gouvernemental de réduction des émissions de gaz à effet de serre, la promotion des énergies renouvelables, l'incitation à l'efficacité et à la sobriété énergétique. La transition énergétique est à double dimension : une dimension politique et une dimension d'appropriation et d'adaptation de la population. Aussi, le dilemme de l'articulation entre ces deux dimensions transparait-il également dans les travaux de Fortin et al. (2016). En outre, Boissonade (2017) dans l'analyse du concept de transition, indique qu'il est multidimensionnel au regard des travaux de Geels (2002). Selon ce dernier, la transition qu'elle soit écologique, énergétique est fondée sur un schéma fonctionnel qui se structure en trois grands niveaux qui s'interagissent mutuellement :

« Au premier niveau, les niches sont le lieu d'initiatives radicales et d'expérimentations en marge du système établi. Pour se généraliser, ces innovations doivent être intégrées dans le deuxième niveau, les régimes, c'est-à-dire les règles et normes qui guident les comportements, assurent la stabilité du système mais également son inertie. Enfin, l'évolution de ces deux niveaux est soumise à un troisième niveau, le paysage, c'est-à-dire l'environnement externe et les tendances de fond, par exemple les situations de crise. Ce sont les pressions exercées simultanément par ces trois niveaux qui peuvent entraîner des transitions. » (Boissonnade, 2017, p. 1)

Répondant à ce débat, la transition énergétique en Afrique se socioconstruit (Magrin 2007), tout comme en Côte d'Ivoire (Okey 2009); En effet, la consommation d'énergie électrique en Côte d'Ivoire a connu une augmentation de 43% de 2011 à 2015; une forte augmentation qui indique par la même occasion, un besoin essentiel en couverture nationale de 52% d'électricité. Le besoin croissant de couverture électrique de 15 points, chaque 04 ans, tant au niveau national qu'international, oblige les gouvernants ivoiriens à redéfinir leur politique globale de production d'énergies électriques. Elle passe ainsi par l'augmentation du KWH distribué à partir de la construction de nouveaux barrages hydroélectriques, tel que celui de Soubré en 2017, mais également par la diminution du KWH consommés par les ménages en vue d'une redistribution du surplus auprès d'autres secteurs d'activités. C'est à cette fin qu'a été initialisé en 2012, le programme de distribution des lampes à basse consommation des ménages. L'objectif d'une telle opération se décline empiriquement selon le gestionnaire du programme en ces termes « *C'est une opération qui consiste dans un premier temps à remplacer gratuitement un maximum de cinq lampes à incandescence par des lampes à basse consommation par ménage... le gouvernement tente ainsi de faire baisser de 40% les factures d'électricité* » (Koaci.com, 07 Octobre 2013) ; Cependant, force est de constater que cette opération ne retient guère l'attention des populations de la cité abidjanaise. En effet, une résistance non des moindres est signifiée dans les rapports de mission des différentes équipes de terrain chargés de conduire cette transition. L'interprétation de cette résistance se confond à une reconstruction du rapport de confiance entre gouvernants-gouvernés. Aussi apparaît-il chez ces populations « *...que les ampoules à basse consommation sont équipées de micros-camera espions capables de filmer, prendre des photos ou réaliser des enregistrements sonores en toute discrétion, sans jamais être remarquées, permettant désormais au président Alassane de tout savoir. Après la série "forcée" d'identification des numéros de téléphones portables, ceci serait pour lui une seconde phase pour renforcer sa méthode d'espionnage...qui apparemment mèneraient incessamment de vagues arrestations inexplicables* » (Koaci.com, 07 Octobre 2013); de plus, suggérant que le prix de l'électricité pratiqué par la compagnie

ivoirienne d'électricité n'étant pas encore financièrement viable, le représentant de la Banque Mondiale a incité à une augmentation du tarif du KWH consommé dans chaque ménage. Aussi, le ménage Abidjanais jugeant cette démarche inopportune a-t-il manifesté son mécontentement dans les rues de la ville d'Abidjan. Ainsi, cette volonté de transition énergétique conjuguée à une orientation de viabilité de la compagnie de distribution d'électricité a entraîné un dilemme social d'appropriation de la politique nationale de transition énergétique par la population. Au demeurant une question centrale milite en la production de cet article, celle de saisir les déterminants des populations abidjanaises ayant limités l'expansion de cette politique de distribution des ampoules de basses consommations. Nous postulons que la résistance à l'épanouissement de la politique de distribution des ampoules de basse consommation est fondée sur la perception des populations abidjanaises de la politique globale de transition énergétique de l'Etat Ivoirien. Cette production ambitionne de saisir les perceptions des populations abidjanaises, afin de socioconstruire le modèle de résistance sociale face à une politique de transition énergétique. Précisément, elle permet de faire apparaître le point focal de cette résistance en observant le noyau social de cette action collective, tant bien qu'elle soit cordonnée ou pas ; l'analyse des perceptions constituant par la même occasion une orientation d'analyse méthodologique.

CADRE DE L'ETUDE

Le cadre de l'étude est fondé sur une approche empirique qui expose la sociopolitique de la politique ivoirienne de distribution d'ampoules à basse consommations, et sur deux approches théoriques. La première d'entre elle convoque les travaux de Fortin et al. (2016) dans l'explication de l'initialisation de la transition énergétique par l'état central ; le second nous situe sur les approches comportementales des populations au regard de leur action collective face aux décisions du pouvoir central.

1. Politique de distribution d'ampoules de basses tensions en Côte d'Ivoire : des origines politiques à l'application sociale

Le secteur électrique ivoirien est coordonné depuis 2013 par la politique nationale de l'énergie et par le code de l'électricité en loi n° 2014-132 du 24 mars 2014 portant code de l'électricité, qui énonce dans la section 6 relative à la maîtrise de l'énergie. Ainsi, il s'est agi pour cette politique de définir 03 axes : (un) restaurer la viabilité financière du secteur énergétique, par l'ajustement des tarifs et la réduction des pertes ; (deux) générer suffisamment d'électricité et gérer au mieux la demande d'électricité ; (trois) améliorer le cadre institutionnel ; Partant de l'objectif un, le gouvernement ivoirien, sous l'impulsion de la banque

mondiale va mettre en place le Programme National de Distribution de Lampes Basse Consommation (PNDLBC). Ce programme démarré en avril 2012 et qui vise, à terme, à installer 5 millions de Lampes Basses Consommation (LBC) dans près d'un million de ménages en remplacement des lampes à incandescence afin de « couper » à la pointe de la consommation environ 100 MW de puissance ; Ce programme est, par ailleurs, institué sur l'efficacité énergétique des ampoules à basse consommation. Selon les conclusions du Séminaire National sur l'Énergie (SNE) tenu en 2012, l'efficacité énergétique est le point fort d'une ampoule basse consommation : elle consomme 75% moins d'énergie qu'une ampoule à incandescence ordinaire ; en outre, elle a un coût d'achat plus élevé qu'une ampoule traditionnelle, mais dure 6 000 à 15 000 heures avec une moyenne autour de 10,000 heures (5 à 6 ans suivant le nombre d'allumages et d'extinctions, contre 6 mois pour une source à incandescence) ; enfin elle gaspille 25 % de l'électricité en chaleur contre plus de 90 % pour les ampoules à incandescence ; aussi, a-t-elle la même intensité lumineuse qu'une ampoule ordinaire de 25 watts. De plus, le contenu du rapport SNE indique que l'investissement global prévu dans le cadre de programme Lampes Basse Consommation (LBC) au niveau résidentiel était de 11000 millions de FCFA dont 10500 millions de FCFA pour la part de l'Etat Ivoirien. Dans l'ensemble, ce programme s'inscrit dans une volonté de maîtrise de l'énergie, qui est issu du livre blanc de la Commission de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), en matière d'accès aux services énergétiques adopté en janvier 2006. Une volonté politique qui a vu naître le Centre des Energies Renouvelables et de l'Efficacité Énergétique de la CEDEAO (CEREEC) en novembre 2009 afin de contribuer à l'épanouissement de projets types sur les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique dans le cadre d'une coopération internationale, étant bien entendu que l'Etat est chargé de la régulation de l'ensemble de ces projets à partir de ses services composants. En outre, le Plan d'actions National d'Efficacité Énergétique (PNAEE) en Côte d'Ivoire sur la période (2016-2020/2030), dans le cadre de la mise en œuvre de la Politique d'Efficacité Énergétique de la CEDEAO (PEEC) indique en ce point la nécessité d'une éducation environnementale en ces termes : « *La sensibilisation est primordiale dans la réussite de toutes activités dans le domaine de la maîtrise d'énergie. Il est envisagé en Côte d'Ivoire, pour la promotion de l'efficacité énergétique, des actions de formation, d'éducation et d'information en direction, notamment du grand public, des acteurs clés (professionnels du bâtiment) et de l'ensemble des parties prenantes.* » En d'autres termes, tout cet ensemble reste le patrimoine fonctionnel de l'Etat dans le déploiement de la réalisation de ces activités de maîtrise de l'énergie.

2. L'Etat interventionniste dans la construction de la transition énergétique

La question de la transition énergétique est subordonnée à l'existence d'une initialisation étatique. En effet, la question de la transition énergétique est fondamentale

aux développements de toute société humaine. La transition énergétique se réfère à un changement d'un stade à l'autre du système énergétique à un autre dans la structure de l'utilisation finale, de son approvisionnement et de la qualité de l'énergie. Toutes ces dimensions conduisent et sont entraînés par des changements techniques, économiques, politiques et sociaux, au regard de l'environnement et du temps. En outre, O'Connor (2014:14) définit la transition énergétique comme «*un ensemble particulièrement significatif de changements au sein des modèles d'utilisation de l'énergie dans une société, affectant potentiellement les ressources, les transporteurs, les convertisseurs et les services*». Cela suppose des ressources énergétiques spécifiques permettant des rendements plus élevés en vue de répondre à des faibles émissions et d'intensité énergétique diminuées. En substance, les transitions à chaque niveau dans le système d'énergie sont connectées de telle sorte que les changements dans une partie pourraient entraîner des changements dans un autre. La transition énergétique est donc un système complexe dont la mise en œuvre est constamment initialisée par un programme étatique et par une volonté gouvernementale. Les sciences politiques aident ainsi à la socioconstruction de la science sociale de l'environnement. Par conséquent, c'est la question même de la gouvernance de la transition, de la transition énergétique en vue d'une acceptation par les gouvernés qui obligent à un questionnement et à un débat théorique. Ainsi, au-delà, de ce concept de gouvernance de la transition énergétique, c'est le concept de diffusion (Wilson et Dowlatabadi 2007) de la gouvernance de cette transition énergétique, qui est convoqué. Mais Wilson et Dowlatabadi (2007) indique que les effets de la gouvernance de la transition énergétique ne peuvent être observés que dans un dispositif de diffusion sociale où la décision d'appropriation de la réforme portant transition énergétique ne s'installe que par un mécanisme de dissonance cognitive où les individus visent une cohérence interne entre leurs connaissances, leurs attitudes et les actions qui induisent un inconfort et une dissonance. Les individus prendront activement des décisions où se comporter à réduire cette dissonance cognitive. Aussi dans le contexte de l'énergie résidentielle, le potentiel d'adaptation de la technologie issue de la politique globale de transition énergétique enclenchée par le gouvernement, amène-t-il les consommateurs à agir de façon cohérente avec la nouvelle disposition. Mais cela suppose que leurs perceptions de cette innovation soient matricialisées comme un facteur d'amélioration de leur condition de vie.

3. Action sociale collective et transition énergétique

Les travaux d'Alain Touraine ont constamment convoqué ceux de la mobilisation sociale. En rapport avec la transition énergétique, elle fait apparaître un nouveau type d'activistes engagée que Pleyers (2016) observe comme des hackistes des temps modernes. Ainsi selon cet auteur, ces activistes veulent répondre à une trahison sociale qui rame à contre-courant de leur besoin quotidien. Ces hackistes des temps modernes

défendent ainsi leurs expériences singulières à la décision étatique, qui infidélise leur habitude sociétale de vie. Or, comme l'explique Alain Touraine (2002:391), « nous ne pouvons pas nous opposer à cette invasion avec des principes universels mais avec la résistance de nos expériences singulières ». Ainsi, toute forme de résistance à un programme de développement énergétique ne peut être due qu'à des principes de rejet des démarches marchandes. Pleyers reprenant les logiques de Touraine expose en ces termes :

« Face à l'envahissement de la vie par des logiques marchandes, ces mouvements cherchent à construire des « espaces d'expérience » : des lieux suffisamment autonomes et distancés de la société capitaliste qui permettent aux acteurs de vivre selon leurs propres principes, de nouer des relations sociales différentes et d'exprimer leur subjectivité. Ce sont à la fois des lieux de lutte et les antichambres qui préfigurent un autre monde. Ils permettent à chaque individu et à chaque collectivité de se construire

Pour les mouvements paysans ou indigènes, ces espaces d'expérience prennent la forme de communautés autonomes et s'inscrivent dans la durée » (Pleyers 2016:5)

On saisit très vite que tout mouvement collectif est l'expression d'une démocratie qui suscite une revisite négociée des rapports de l'élite face à la classe moyenne, la classe basse. Au-delà, c'est l'émotion, la subjectivité et la cohérence entre les pratiques et les valeurs qui orientent l'engagement des militants à défendre leurs objectifs. Même si l'ensemble des travaux observés jusque-là fait l'apologie d'une transition écologique tendant à coordonner où les mouvements sociaux s'appuient sur des réseaux sociaux clairement prédéfinis. Ceux-ci, conduisant nos travaux, proposent des rapports entre des entités, ménages dont les réseaux informationnels ne sont pas forcément clarifiés dès le départ. Cela insinue alors un support de mobilisation par classes sociales qui enracine tout mouvement collectif. Vrignon (2012) propose que la société civile serve de base à la mobilisation écologique, contrairement à Pleyers qui lui adjoint, les mouvements activistes ; Audet (2015) approche également ce débat de la sociologie de l'environnement et de l'écologie politique par un retour aux sources historiques, de la notion de transition qui fait apparaître tout comme Vrignon (2012), un exposé majeur sur la société civile. Aussi l'allie-t-il avec la question d'une « émergence de la conscience environnementale ». En effet, il énonce qu'une « prise de conscience politique de chaque individu est considérée comme un préalable à l'action collective et à la formation des contre-pouvoirs » (p. 182). Le contre-pouvoir dans l'action collective sur la milite de la résolution de la problématique ou d'une politique environnementale est donc légitime. Mais en cette légitimité d'action, Vrignon, lui associe une éducation émanant et propulsé de la société civile.

« L'association entend sortir le citoyen de la passivité dans laquelle le confinerait la démocratie exclusivement représentative, en le dotant d'une capacité politique autonome. Dans cette perspective, un individu révolté par une injustice (une autoroute construite devant sa porte par exemple) pourrait, grâce à une pédagogie politique adéquate, prendre conscience des causes profondes de la situation qu'il subit. Cet individu peut alors transformer son comportement et devenir un véritable militant politique décidé à transformer le système, pour peu que les structures sociales lui laissent les moyens de s'exprimer et d'agir hors des structures partisans. » (Vrignon 2012:182)

Mais au-delà de ce regard de Vrignon qui commande une coordination d'action des populations sur motivation de la société civile, c'est la question même de la révolte sociale spontanée des populations sur des problématiques écologiques qui milite en faveur de cette production. Les travaux de Semal (2012) posent également la question de cette révolte sociale face aux politiques écologiques. Cependant, il aborde l'angle de la catastrophe écologique. Or l'interrogation de la transition énergétique non maîtrisée par la population intègre également cette dimension de la *peur* que défend Semal. Il rejoint ainsi les dispositions théoriques de Jodelet (2011) qui expose l'incertitude, le risque, la demande de sécurité comme l'un des facteurs à la révolte sociale face aux problématiques psychosociales de l'initialisation des politiques mal perçues liées aux questionnements écologiques.

« (La peur)...située entre l'angoisse, la crainte et l'effroi au plan individuel, et entre la panique et l'épouvante au niveau collectif, la peur est un ingrédient commun à beaucoup de phénomènes au sein desquels elle varie dans ses manifestations, causes et conséquences. » (Jodelet 2011:240)

Ainsi les mouvements sociaux non spontanée et non coordonnée comme c'est le cas dans notre production est selon les travaux de Jodelet, une émanation de la panique dans une situation de foule ; ainsi dû à un accroissement sans précédent de l'émotion « ... *sa coloration affective, positive, neutre ou négative, sont dépendants de l'entourage social qui permet de coder l'état physiologique ressenti par le sujet* » (Schachter 1964). La mobilisation spontanée est donc psychologique et reste formatée par la peur de l'incertitude, mais qui est souvent soutenue par ce que Rimé (2005) appelle la « production des sens » associé à une expérience émotionnelle et le partage sociale des émotions, comme dans le cas de la mobilisation des mouvements sociaux tant défendue par Alain Touraine (2002) et repris dans les productions de Rudolf (2015).

APPROCHE METHODOLOGIQUE

Cette production a convoqué une approche méthodologique fondée sur les mécanismes de la recherche mixte même si une prédominance pour la recherche qualitative a structuré le travail final de l'étude des perceptions des populations sur les ampoules à basse consommation. Les données quantitatives ont d'abord permis de faire exister les catégories essentielles à la compréhension des perceptions des populations. A sa suite, une enquête qualitative a été effectuée pour faire apparaître les profondeurs des propos des enquêtés afin de faire émerger l'historicité explicative des comportements vis-à-vis des énergies résidentielles, focalisés sur les ampoules à basse consommation. Au total, 217 ménages ont participé à l'enquête effectuée durant une quinzaine de jours dans la ville d'Abidjan. Etant une étude mixte, le choix de l'échantillonnage pour la dimension quantitative s'est fait suivant un échantillonnage stratifié codifié aux communes de la ville d'Abidjan. Celui de l'échantillonnage qualitatif fondé sur les méthodes non-probabilistes à partir de la méthode des quotas a également été utilisé pour la quête des données de cette production.

La désignation des sites enquêtés s'est faite de façon non-exhaustive concernant toutes les communes de la ville d'Abidjan. En ce qui concerne le traitement des données, l'analyse statistique descriptive a été adoptée dans le cadre de cette production, ainsi que le questionnaire d'évocation pour mieux appréhender les perceptions afin d'émettre les catégories épiques qui fondent les comportements des consommateurs d'électricité dans les ménages. La fréquence du mot, ainsi convoquée par le répondant est analysée pour observer sa cooccurrence et son implication dans la restructuration des sens que ce dernier donne à son attitude et dans l'appel à mobilisation suite à un mécontentement qu'oblige l'augmentation des prix du KWH après le programme de distribution des lampes à basses consommation.

Dans un autre registre, l'une des difficultés majeures que nous avons rencontrées dans la production de cet article est l'accessibilité aux documents registres du programme. Ainsi, après nos nombreuses sollicitations en vue d'obtenir des rendez-vous sans suite auprès du directeur Programme National de Distribution de Lampes Basse Consommation (PNDLBC), nous avons effectué des rencontres intermittentes avec les agents de terrain qui ont participé à la distribution effective de ces lampes. L'intérêt à ce niveau nous a permis d'observer leur perception et appréciation du programme auquel, ils ont eux-mêmes participé à la mise en place. La base de données non-exhaustive n'a finalement été obtenue qu'à partir des informations croisées sur les données recueillies auprès des superviseurs de terrains qui avaient à notre rencontre rompu leur contrat avec le programme. Selon eux, une clause de confidentialité n'avait pas été signée avec ledit programme. Ce qui nous laisse la latitude d'user pleinement des données qu'ils nous ont fournis.

PERFORMANCE DU PROGRAMME NATIONAL DE DISTRIBUTION DE LAMPES BASSE CONSOMMATION (PNDLBC)

Le Programme National de Distribution de Lampes Basse Consommation a suscité de nombreuses réactions des ménages que nous avons également rencontrées lors de cette production. Aussi, s'est-il trouvé utile de s'interroger sur la performance de ce programme. Ainsi, des indicateurs tels que la diversité des approches de distributions des Lampes à Basse Consommation (LBC), le niveau d'intensité des mesures d'information et d'éducation à l'usage des LBC, mais également la diversité des groupes cibles permettent d'exposer sur le niveau d'atteinte des résultats attendus du programme.

1. Diversité des approches de distributions des Lampes à Basse Consommation

Les approches de distribution des LBC suivant les données recueillies sur le terrain suivent un seul protocole, celui de la remise physique d'une ou plusieurs ampoules de lampes à basse consommation aux ménages. Elle passe par le repérage du ménage sans tirage. L'approche est fondée sur un système de trois individus évoluant sous la supervision de chefs secteurs. Le programme en comptait 749 individus de terrain, sur le district d'Abidjan, chargés de remplacer les ampoules incandescentes des ménages. Selon les propos relatés par les agents de terrain, *« lorsque nous arrivons devant la maison, nous nous présentons avec nos différentes cartes professionnelles ; on leur explique le bien-fondé de diminuer le montant de leur facture d'électricité, par le remplacement des ampoules incandescente dans leur maison. S'il l'accepte, l'un d'entre nous agent de terrain, se charge de prendre toutes les informations concernant les montants et les références d'anciennes factures de courant du ménage pour nos statistiques, pendant que les deux autres sont accompagnés par les membres du ménage pour effectuer les remplacements des ampoules »* (Agent de terrain, Yopougon, Enquête 31). Le protocole reste donc identique pour tous les ménages. Aucune diversité d'approche n'est observée dans la démarche du programme PNDLBC ; Le protocole d'approche du ménage reste ainsi « standard » pour tous sans exception. C'est donc une approche de contact dans le sens de l'Etat vers le Ménage. Elle obéit alors à une entreprise étatique de construction de la transition écologique venant du haut et non émanant de la base.

2. Niveau d'intensité des mesures d'information et d'éducation à l'usage des LBC

Le niveau d'intensité des mesures d'information et d'éducation à l'usage des LBC s'observent sur des indices tels que le nombre de canaux utilisés pour atteindre les ménages cibles dans le cadre du PNDLBC, la fréquence d'utilisation de ces canaux et enfin le nombre de localités ciblées.

- La radio alimentée à l'aide d'énergie électrique, reste le meilleur canal d'information des ménages
- Cela indique que la sensibilisation de proximité a touché un plus grand nombre de riverains que l'utilisation de la télévision nationale.
- Les questionnaires ont montré que plus du trois quart des enquêtés (76,1%) a déjà entendu, vu une communication ou une affiche sur les lampes à Basse Consommations. Parmi eux, la moitié (51,6%) cite la radio et le tiers (38,4%) la télévision.
- Certains habitants (43,71%) des quartiers précaires (YaoSehi, Abobo derrière rail) d'Abidjan indiquent qu'ils ne se sentent pas directement touchés, puisque le montant qu'ils paient sur l'électricité est compris dans le montant de leur loyer.
- Le croisement du questionnaire et des réponses des enquêtés présentent une écoute des informations du PNDLBC au journal radiophonique de 6H30. Il est davantage écouté par les hommes à 81% des enquêtés que par les femmes.

Dans l'ensemble, les canaux utilisés sont la radio, la télévision et les affiches. Ils touchent l'ensemble des populations de la ville d'Abidjan, étant bien entendu que cette dernière est couverte par les ondes de la Radio Côte d'Ivoire (88.0 FM) à Abidjan et de la télévision encore hertzienne à la date de distribution de ces ampoules.

3. Diversité des groupes cibles

La diversité des groupes cibles s'observent à partir des bénéficiaires mais également des agents communautaires susceptibles de favoriser l'appropriation du programme par les ménages. Ces agents communautaires sont entre autres les chefs de quartiers, les chefs coutumiers, la mairie.

- L'ensemble des collaborations intervenant dans le cadre des actions du PNDLBC indiquent une absence de relation avec les agents communautaires.
- Les entretiens mettent en évidence une attente forte de la part des agents communautaires vis-à-vis du PNDLBC, et qui souhaiteraient être associés le plus souvent aux mesures d'IEC réalisées par le PNDLBC.
- Par ailleurs, les entretiens révèlent que les chefs des communautés étrangères (membres de la CEDEAO) n'ont également pas participé aux missions de distribution et de sensibilisation alors que les conflits d'usage des ressources énergétiques les concernent davantage au sein des quartiers précaires d'Abidjan.

Dans l'ensemble, notre étude nous a permis de percevoir que les agents de communautés développent des logiques d'intérêt autour du PNDLBC. Ces groupes cibles sont également ceux qui ont une charge d'influence sur les communautés de quartier dans lesquels s'inscrivent les ménages bénéficiant du programme.

« ...même les autorités communautaires que nous sommes, il faut nous sensibiliser... »

(Chef communauté burkinabé de Yaosehi)

« ...par expérience, les chefs des communautés étrangères ne sont pas associés aux réunions techniques... » *(Chef de communautés guinéennes d'Abobo derrière rail).*

«...le PNDLBC n'a pas véritablement associé la mairie aux activités de sensibilisation et de distribution...» *(Secrétaire adjoint Mairie de Yopougon).*

En ce qui concerne les ménages et les communautés, le PNDLBC n'a pas développé, jusqu'au terme de la distribution, d'activité spécifique de sensibilisation axée sur un groupe ethnique particulier. Or, il ressort des propos des enquêtés que les groupes de communautés étrangères (Burkinabé, Guinéens) favorisent l'agression et la surcharge du réseau domestique de distribution du courant électrique en soutenant des connexions électriques anarchiques ; et l'arrivée massive, l'installation de travailleurs venus de pays limitrophes tels que le Burkina Faso, la Guinée et le Mali, à qui, ils distribuent clandestinement le courant électrique domestique.

PERCEPTION, ATTITUDES, PRATIQUES DES MENAGES FACE AU PNDLBC

Le plus souvent utilisées en recherche médicale, dans le cadre de mise en œuvre de politiques de santé publique, les études CAP (Connaissances, Aptitudes, Pratiques) représentent un dispositif d'observation sociologique des connaissances ou des croyances, des opinions fortes sur un sujet donné et enfin des comportements face au développement d'un phénomène (épidémie, déplacement de population...). Elles permettent également de mieux prendre en compte les contextes socioculturels pour adapter les actions de prévention et les activités dans un domaine particulier. Dans le cas de cette présente production en Sciences Sociales de l'Environnement, l'étude CAP, qui vise la compréhension des perceptions et des comportements des populations vis-à-vis des actions de réduction de la consommation de l'énergie dans les ménages à Abidjan, a été sollicitée.

1. Niveau de connaissance des ménages face au PNDLBC et à l'Usage des LBC

Le niveau de connaissance s'est observé à travers l'accès à l'information que les ménages ont du PNDLBC et son rôle dans l'amélioration de leur condition de vie. Afin d'atteindre l'objectivité des résultats, nous avons procédé par une enquête qui couvrirait également n'importe quel ménage de la ville d'Abidjan.

- A la question de savoir si les ménages connaissaient ce qu'était le PNDLBC, 91,5% [89,2-93,8] des enquêtés ont répondu par l'affirmative. S'agissant du rôle premier du Programme, la majorité des personnes interrogées a cité la réduction des factures électriques des ménages face aux turbulences de la cherté de vie, avec près de 75,0%.

2. Perception des ménages vis-à-vis des actions du PNDLBC

Cette dimension a permis de rendre compte de la dynamique des perceptions et de la sensibilité des ménages par rapport aux actions du Programme National de Distribution des Lampes à Basse Consommation. Nous avons retenu comme indicateurs :

- un indice d'adhésion des populations vis-à-vis des actions du PNDLBC ; la notion d'adhésion sous-entend dans ce cas, l'acceptation de la vision de réduction de la facture de courant domestique diffusée et communiquée par le PNDLBC et la compréhension du bien-fondé de la présence de l'ampoule à basse consommation pour les populations bénéficiaires (qualité de vie, réduction du coût de la vie, santé etc.) ; ce niveau d'adhésion peut éventuellement se traduire par une augmentation du niveau de participation aux actions du programme ; cette participation, en fonction du ressenti et du caractère des individus pourrait également ensuite amener à une réelle appropriation des valeurs écologiques défendues par le PNDLBC ;

D'une part, les personnes interrogées conviennent que le programme représente des avantages (68,9% ; [65,1-72,7]) : un potentiel pour le développement économique des ménages, un potentiel pour le développement de leur bien-être.

« ...Le Programme est crédible... », mais « ...il doit davantage être ouvert à tout le monde dans ses actions... » et de plus « avec les responsables des communautés ». (Chef de quartier, Lièvre rouge, Yopougon, Abidjan)

D'autre part, il faut pourtant noter que près de 30% des personnes interrogées considèrent à l'inverse que le PNDLBC est d'abord un frein à leur qualité de vie et à leur développement, voire un facteur de pauvreté et d'insécurité.

Par ailleurs, on peut également observer une dichotomie entre les perceptions observées dans les communes proches du gouvernement et celles observées plus éloignées de ce dernier. En effet, dans les communes d'Abobo, plus proche du pouvoir, les actions du programme entre en droite ligne du programme de gouvernance des dirigeants alors que ceux des ménages de Yopougon observe en ce programme, une démarche d'espionnage de leur vie privée.

- un niveau de satisfaction des populations locales concernant les mesures de sensibilisation et les effets, après pose des lampes à basse consommation.

Il n'existe à ce jour aucune frange de la population entièrement satisfaite des activités du programme conduites par Côte d'Ivoire Energies. Même les agents de terrain rencontrés ont fait part de leur réserve sur ces activités qui selon eux

«...est un moyen de dépenser les gros montants de la banque mondiale sur ce programme... » (Agent de terrain, PNDLBC).

Les arguments avancés relevaient avant tout de l'insuffisance du déploiement des

stratégies d'éducation par le programme mais également une absence totale de réduction des factures de courant comme annoncé par celui-ci.

- Le degré de satisfaction des groupes cibles dépend de leur sensibilité aux préoccupations environnementales, de leur préférence économiques, mais également de leur niveau d'implication dans les activités du PNDLBC

3. Niveau d'appropriation des ménages du PNDLBC

Cet indicateur a permis de rendre compte du niveau d'appropriation des usages liés aux ampoules à basse consommation par la population. Ce niveau d'appropriation s'est traduit par un passage à l'action : changements de comportement ou de pratique (bonne pratiques environnementales) au niveau individuel ou collectif, mais également par la prise d'initiatives dans le domaine de la sensibilisation environnementale. On retient comme indicateur, le nombre de personnes sensibilisées et reçus des ampoules ayant pris des initiatives en faveur de l'environnement (à une échelle individuelle et/ou collective) d'informer d'autres personnes hors du système PNDLBC.

Un enquêté sur quatre (22,1%) a dû abandonner les ampoules incandescentes du fait du passage des agents terrain après la distribution. De plus, ils sont plus de 35% à s'être opposés à un agent terrain qui défend les actions du PNDLBC au cours des 18 derniers mois précédant notre enquête quel que soit le quartier du fait de l'augmentation des factures après la phase de distribution du PNDLBC. Aussi, l'appropriation des actions de conservation des réflexes édictés le programme à la population n'est pas très effectif. Il s'est plutôt installé un climat de méfiance entre les ménages et le PNDLBC, allant jusqu'à la fronde sociale ; fronde matérialisée par la destruction des agences de la Compagnie Ivoirienne de l'Electricité (CIE) chargée de la facturation et de l'encaissement des frais et charges d'électricité domestique des ménages.

MOBILISATION AUTO-SUSCITEE DU MECONTENTEMENT SOCIAL CONTRE LE PNDLBC

L'une des dimensions qui a suscité le mécontentement de la population reste l'augmentation des factures de courant après la distribution des lampes à basse consommation. En effet, cette dichotomie des objectifs et une désarticulation des attentes a suscité la colère des ménages qui voyaient en cette démarche du PNDLBC, une arnaque de grande envergure. Cette disposition psychique a entraîné une accélération des vagues de protestation et de désarticulation du système ivoirien de collecte des factures liées à l'énergie électrique. Mais à l'interrogation des enquêtés, l'on a pu observer une tendance à décrire un projet de spoliation des revenus des ménages par les gouvernants. Ce sentiment complexe fondé sur l'incertitude des probables rapports entre les administrés et les gouvernants a convaincu les premiers de réagir. L'originalité

de notre production est de percevoir les articulations de la fronde sans que le lancement par un groupement d'individus n'ait été marqué. En somme, c'est le questionnement de la révolte sociale sans coordination préalable. Elle est donc celle de l'interrogation du sentiment perçu collectivement et de la démonstration de la réaction commune auprès des dits gouvernants. Aussi, ces ménages postulent-ils pour un état généralisé de peur qui milite en faveur d'un accroissement des sentiments de pouvoir des gouvernants au regard des travaux de Authier et al. (2006). Dans cette dynamique ou tout porte sur une campagne communicationnelle censée retirer toute forme de suspicion des ménages sur les actions du gouvernant leur empêche de lui affecter tout discrédit. Ces écrits cités par Dubois (2009) exposent sur la question.

De même, si le recours des pouvoirs publics à des formes rationalisées de gestion de l'opinion n'a rien de nouveau, le recours aux campagnes d'information publiques est désormais théorisé par des experts en communication et politiques publiques (Weiss et Tschirhart 1994)...L'analyse des connivences entre élites gouvernantes et journalistes (Duval 2006) ou du recours à ces techniques (Rémond 2007) montre cependant comment cette domination est d'autant plus efficace qu'elle peut s'autoriser d'une opinion publique « informée » (au sens de mise en forme) par les croyances que diffusent conjointement médias et pouvoirs publics.

Ces croyances développées et diffusées par les gouvernants ne reflètent véritablement pas la réalité et suscitent la peur chez les administrés.

1. Naissance du sentiment de peur

La question de la peur revêt deux dimensions essentielles selon Tudor (2003), celle de l'émotion et celle de la culture. Pour cet auteur, l'analyse sociologique de la peur fait apparaître un constat primaire, celui de l'examen de l'incertitude et de sa non-maîtrise. Dans un dispositif social où la socioconstruction de la personnalité est liée à la préoccupation de l'innovation, de la découverte, le suspens de l'exploration de l'inconnu reste attrayant lorsque les variables de cet inconnu sont sus d'avance. Dans un autre temps, l'effet de surprise entre également dans cette dynamique. Le sentiment de faire face à un renouvellement de procédure connexe à la gestion des factures d'électricités, fondatrice d'un bouleversement de leur habitude de vie. Les ménages rencontrés identifient dans cette approche de transformation de la démarche des gouvernants, une volonté de les nuire, alors de les mettre dans une situation incertaine. Les ménages observent donc cela comme une démarche de « peur ». Cette disposition psychologique rejoint le discours

de Barbalet (2001:5) « *L'objet de la peur n'est pas suffisamment conceptualisé comme un agent menaçant ou qui devrait être évité. Plutôt l'objet de la peur est une attente de résultat négatif.* ». Perçu ainsi, la peur est l'expression d'un état présent consécutif à un complexe cognitif qui revêt une double entrée tant au niveau culturel qu'émotionnel.

2. Emotion et socioconstruction de la fronde sociale

L'émotion d'avoir été trahies constitue le premier pan de la fronde sociale des ménages au sujet du PNDLBC. En effet, la plupart des enquêtés nous ont énoncés que c'est le sentiment perçu lors de la distribution des factures, deux mois après la distribution des factures d'électricité qui a convaincu chaque ménage de la probable « arnaque » de la part des gouvernants. Aussi, la nécessité de réagir face à cette disposition politique a amené les messages à communiquer sur les réseaux sociaux par une présentation des photographies de leur facture. Ainsi, comme l'indique Tudor, la peur des ménages s'est manifestée par un assentiment naturel face à la déconnexion des objectifs assignés au PNDLBC au regard des écarts qu'il a été donné aux ménages de constater. La communication communautaire a ainsi été l'un des facteurs déclencheurs de cette fronde. Le partage d'information de dénigrement sur les réseaux sociaux (Facebook) de la Compagnie Ivoirienne d'Electricité, souvent avec des individus que les membres des ménages n'avaient au départ aucune relation privilégiée, a également aidé à socio-construire cette fronde sociale. L'on pouvait ainsi remarquer des posts Facebook de « *Superhero CIE* », capable d'accroître votre facture en un laps de temps. De ces discours ironiques confondant la Compagnie Ivoirienne d'Electricité (CIE) au Programme National de Distribution des Lampes à Basse Consommation (PNDLBC), des appels à demander des comptes à la CIE, ont ainsi pris forme par la suite. La communication orale fondant les échanges dans les sociétés africaines, une mutation des habitus de communication a pris forme, fondée sur les technologies de l'information et de la communication. Ces dispositions ont transmué les approches communicationnelles des ménages Abidjanais, qui au regard du taux de pénétration de l'internet, accru leur propension à échanger sur des questions d'ordre sociale et politique. Les réseaux sociaux sont donc à la base de cette mobilisation spontanée non construite autour du mécontentement des factures liées au PNDLBC.

3. Recadrage de l'équilibre social après la fronde sur la transition écologique

La mise en œuvre de la transition écologique en Afrique, oblige des coûts tant sociaux, qu'économiques. Le PNDLBC en est une belle illustration. En effet, les coûts investis tant dans la mutation des ampoules que dans le renouveau de l'accessibilité par de nouveaux ménages au courant électrique, a amené à un surcôt de facturation. Suite à la fronde sociale, le gouvernant a entrepris des échanges avec/entre les acteurs sociaux afin d'y retrouver l'équilibre. Aussi, des échéanciers de paiement ont-ils été trouvés en

vue de permettre selon les propos des gouvernants, de supporter les charges financières que cela pourrait engendrer auprès des ménages. Cet échéancier laissera néanmoins des empreintes d'incompréhensions sociales entre les gouvernants et les ménages. L'histoire sociale des crises par les mouvements sociaux centrés sur la transition écologique reste dominée par les jeunes alter-activistes, altermondialistes et les indignés selon Pleyers (2016) ; Ainsi, si cette transition écologique s'installe dans les mœurs, elle engendre par la même occasion, une transition écologique de l'économie en question (Demaillly et Novel 2014) et un renouvellement du rapport à l'écologie.

CONCLUSION

Le but de cette production était de saisir les formes de résistances sociales observées auprès des ménages dans le cadre du déploiement du programme de distribution des lampes à basse consommation (PNDLBC). Aussi sa construction a-t-il permis d'observer que les antinomies entre les objectifs d'un tel programme dans le cadre d'une transition écologique et ceux des ménages d'Abidjan a conduit à des mouvements sociaux dus selon notre production à la *peur* d'une reproduction constante de la domination économique des gouvernants sur les ménages, à travers les factures de courant. Cette production complète les travaux d'Alain Touraine en y impliquant celle de la mobilisation spontanée formalisée par un réseau numérique que permettent les réseaux sociaux comme celles usées par les ménages dans le cadre de cette étude. Au demeurant, cette étude clarifie le rééquilibrage de ces mouvements sociaux sur la base d'échange constant entre une nécessité budgétaire étatique macroscopique et un bien-être microsociologique des ménages d'Abidjan.

REFERENCE BIBLIOGRAPHIQUE

- Audet, René. 2015. « Pour une sociologie de la transition écologique ». *Cahiers de recherche sociologique* (58):5–13.
- Authier, Jean-Yves, Marie-Hélène Bacqué, et France Guérin-Pace. 2006. « Le quartier. Enjeux scientifiques, actions politiques et pratiques sociales ». *Lectures, Les livres*.
- Barbalet, Jack M. 2001. *Emotion, social theory, and social structure: A macrosociological approach*. Cambridge University Press.
- Bernard, Rimé. 2005. « Le partage social des émotions ». *Paris, PUF*.
- Demaillly, Damien et Anne-Sophie Novel. 2014. « Économie du partage: enjeux et opportunités pour la transition écologique ». *Studies* (3/14).
- Dubois, Vincent. 2009. *L'action publique*. La Découverte.
- Duval, Raymond. 2006. « A cognitive analysis of problems of comprehension in a learning of mathematics ». *Educational studies in mathematics* 61(1-2):103–131.

- Fortin, Marie-José, Yann Fournis, et François L'Italien. 2016. *La transition énergétique en chantier*. Les Presses de l'Université Laval.
- Geels, Frank W. 2002. « Technological transitions as evolutionary reconfiguration processes: a multi-level perspective and a case-study ». *Research policy* 31(8-9):1257–1274.
- Jodelet, Denise. 2011. « Dynamiques sociales et formes de la peur ». *Nouvelle revue de psychosociologie* (2):239–256.
- Magrin, Géraud. 2007. « L'Afrique sub-saharienne face aux famines énergétiques ». *EchoGéo* (3).
- O'Connor, Peter A. 2014. « Aspects of energy transitions: history and determinants ». PhD Thesis, Boston University.
- Okey, Mawussé Komlagan Nézan. 2009. « Consommation d'énergies et croissance du PIB dans les pays de l'UEMOA: Une analyse en données de panel ».
- Pleyers, Geoffrey. 2016. « Engagement et relation à soi chez les jeunes alteractivistes ». *Agora débats/jeunesses* (1):107–122.
- Rémond, Gaël. 2007. « Intersection de sous-groupes et de sous-variétés II ». *Journal of the Institute of Mathematics of Jussieu* 6(2):317–348.
- Rudolf, Florence. 2015. « La transition énergétique entre homéostasie du système et effondrement: retour sur trois décennies de mobilisations discursives autour de l'écologie ». *Cahiers de recherche sociologique* (58):37–54.
- Schachter, Stanley. 1964. « The Interaction of Cognitive and Physiological Determinants of Emotional State¹ ». P. 49–80 in *Advances in experimental social psychology*. Vol. 1. Elsevier.
- Semal, Luc. 2012. « Militer à l'ombre des catastrophes: contribution à une théorie politique environnementale au prisme des mobilisations de la décroissance et de la transition ». PhD Thesis, Université du Droit et de la Santé-Lille II.
- Touraine, Alain. 2002. « From understanding society to discovering the subject ». *Anthropological Theory* 2(4):387–398.
- Tudor, Andrew. 2003. « A (macro) sociology of fear? » *The Sociological Review* 51(2):238–256.
- Vrignon, Alexis. 2012. « Écologie et politique dans les années 1970 ». *Vingtième Siècle. Revue d'histoire* (1):179–190.
- Weiss, Janet A. et Mary Tschirhart. 1994. « Public information campaigns as policy instruments ». *Journal of policy analysis and management* 13(1):82–119.
- Wilson, Charlie et Hadi Dowlatabadi. 2007. « Models of decision making and residential energy use ». *Annual review of environment and resources* 32.

Transition from shacks to formal human settlements – Social cohesion in Mt Moriah in the metropolitan area of Durban, South Africa.

Sultan Khan

School of Social Science

Department of Sociology

University of KwaZulu-Natal

South Africa

Email address : khans@ukzn.ac.za

Abstract

The transition from shack to formal human settlements can be very traumatic. It means abandoning old habits, lifestyles, relationships and forming new ones. The extent to which those that have been relocated to new settlements adjust and adapt to new forms of community life would be determined by the nature and extent of social cohesion prevalent in that community. A lack of social cohesion within resettled communities makes it prone to various forms of social disorganisation which manifests itself in a variety of social problems. The study was informed by 150 interviews with respondents selected in the different precincts of the study locality using a non-probability sampling technique. In the case of Mt Moriah, a formal human settlement it was more than a decade that residents from a number of shack settlements in the city have been resettled in this locality. It appears from the study that overtime the residents of Mt Moriah have settled down to community and family life and enjoy a strong sense of social cohesion despite many challenges surrounding service delivery and the emergence of social problems. This study highlights that a significant number of members of the community have a sense of belonging in the locality and are aspiring towards bettering their quality of life.

Key words: *Shacks, Formal Human Settlements, Social Cohesion, Relocation, Resettlement.*

Résumé

La transition de la cabane aux établissements humains formels peut être très traumatisante. Cela signifie abandonner les vieilles habitudes, les modes de vie, les relations et en créer de nouvelles. La nature et l'étendue de la cohésion sociale prévalant dans cette communauté détermineront dans quelle mesure ceux qui ont été réinstallés dans de nouveaux quartiers s'ajusteront et s'adapteront à de nouvelles formes de vie en communauté. Un manque de cohésion sociale au sein des communautés réinstallées la rend vulnérable à diverses formes de désorganisation sociale se traduisant par une variété de problèmes sociaux. L'étude s'est appuyée

sur 150 entretiens avec des répondants sélectionnés dans les différentes circonscriptions de la localité de l'étude à l'aide d'une technique d'échantillonnage non probabiliste. Dans le cas de Mt Moriah, un établissement humain officiel, cela fait plus de dix ans que des résidents de plusieurs établissements de cabanes de la ville ont été réinstallés dans cette localité. Il ressort de l'étude que les habitants du mont Moriah ont fait des heures supplémentaires pour s'adapter à la vie communautaire et familiale et jouissent d'un fort sentiment de cohésion sociale, en dépit des nombreux défis liés à la prestation de services et à l'émergence de problèmes sociaux. Cette étude souligne qu'un nombre important de membres de la communauté ont un sentiment d'appartenance à la localité et aspirent à améliorer leur qualité de vie.

Mots clés: *cabanes, établissements humains formels, cohésion sociale, relocalisation, réinstallation*

Introduction

The transition from a shack settlement to formal human settlements may be considered a positive step towards betterment and wellbeing. Having languished in shack settlements for many years, the move to formal human settlements should ideally be characterised by renewed hopes, aspirations and personal satisfaction. Formal living environments demand that there is adaptation to a way of life that is marked by rules and regulations. It requires adjusting ones social life as lived in the shack settlements against competing social forces that becomes prevalent in the formal human settlement. These competing forces will determine the nature and extent of social cohesion that will present itself amongst residents within the newly found neighbourhood.

The concept social cohesion is difficult to define as it cuts across different disciplinary boundaries. Simplistically, it may be regarded as the “bond or glue” that holds a community together. These bond or glue that holds communities together is dependent on the beliefs, norms and values that members of a community share and sustain over time. Failure to sustain social cohesion may result in social disorganisation which is counterproductive and results in what sociologist Durkheim (1858-1918) termed as anomie. Anomie is characterised by the breakdown of rules and regulations that holds people together within a community.

In this study various variables are examined to ascertain the extent to which the community of Mt Moriah enjoy social cohesion since they have been relocated to this area more than a decade ago. It seeks to ascertain how residents in Mt Moriah have made the transition from living in shack settlements in the different parts of the City of Durban to a formal one. Specifically, the study aims to highlight how informal dwellers originating from different parts of the city have adapted themselves to form a cohesive community. The study draws from data obtained from a systematic survey of 150 households in the different precincts of Mt Moriah in the metropolitan area of Durban. The paper commences with the examination of the concept social cohesion and thereafter looks at human settlement policy that promotes social cohesion in new public housing estates in the post-apartheid era and

the post-apartheid human settlement context. Thereafter the socio-economic characteristics in the newly formed human settlement is described followed by a discussion on emerging social cohesion indicators in the newly formed human settlement.

Conceptualising Social Cohesion

Social cohesion as a concept has been of long-term interest in the disciplines of sociology, psychology, mental and public health (Bruhn, 2009:31). It can be traced to the early works of French sociologist Emile Durkheim (1858-1918) who looked at how social solidarity ties people together in society (Cloete and Kotze, 2009: 6). The concept has many meanings since it cuts across several disciplinary boundaries. Over time the concept has been much researched and the literature on social cohesion became increasingly confused due to the proliferation of definitions that became difficult to combine or reconcile. Contemporary analyses of social cohesion treat it either as a multidimensional phenomenon or as a latent construct with multiple indicators (Friedkin, 2004: 409).

From a sociological perspective, social cohesion may be considered as the willingness of members of a society to cooperate with each other in order to survive and prosper. Willingness to cooperate means they choose freely to form partnerships and have a reasonable chance of realizing goals, because others are willing to cooperate and share the fruits of their endeavours equitably (Stanley 2003:8).

Despite its varied meaning and applicability, social cohesion is underscored by trust and shared values necessary for a group to view itself as a community and the prevalence of informal social control that reflects neighbours' willingness to enforce social norms on behalf of the community good (Brisson and Altschul, 2011:544). The degree to which members in a social system identify with and feel bound to support its norms, beliefs, and values will determine the extent to which they enjoy the benefits of social cohesion. It is also an ongoing process of developing a community of shared values, shared challenges and equal opportunity based on a sense of hope, trust, and reciprocity (Stanley, 2003:7). Social cohesion also refers to positive social relationships (Cloete and Kotze, 2009:9) in which members of a society are willing to cooperate with each other in order to survive and prosper (Stanley, 2003:1). It contributes to a socially cohesive society in which one works towards the wellbeing of all its members, fights exclusion and marginalisation, creates a sense of belonging, promotes trust and offers its members the opportunity for upward mobility (OECD, 2011:17). Friedkin (2004:410) asserts that groups are cohesive when group-level conditions are producing positive membership attitudes and behaviors and when group members' interpersonal interactions are operating to maintain these group level conditions. Thus, cohesive groups are self-maintaining with respect to the production of strong membership attractions and attachments.

There is evidence that social cohesion leads to increased well-being amongst low income neighbourhoods. Brisson (2012:269) asserts two ways in which the well-being amongst low income households are improved. The first is the direct sharing of resources among bonded, socially cohesive group members. A second mechanism is access to resources available through members of the socially cohesive group although group members do not directly hold these resources. These resources are indirect capital or assets that might be available to members of the socially cohesive group in the form of knowledge, information or referral (Brisson, 2012:269).

Litman (2017:3) observes that neighbourhood cohesion provides both direct and indirect benefits. For example, increased neighbourly interactions can help reduce local crime and poverty, provide support and safety, and increase property values. In addition, increased friendly interactions reduces depression, suicides and illness, helps increase personal security, allowing people (particularly vulnerable residents such as senior citizens and people with disabilities) more safety and opportunities to exercise and engage in recreational activities in the neighbourhood and to walk to school within the neighbourhood independently.

With regard to resettled communities, there is an assumption that they are uprooted from their way of life that they enjoyed in the area of origin and have to re-acquaint themselves to emerging new values and norms in the newly found settlement. Often they have to leave or abandon the comfort of a well-functioning cohesive community despite their poor living conditions. Gobien and Vollen (2013:2) in their study on "*Social Cohesion in Resettled and Non-Resettled Communities in Cambodia*" observe that the negative consequences of leaving one's birthplace may be underestimated by the people who are resettled. They aver that geographic proximity is one of the main determinants of social networks as resettled community's sever ties from their place of origin. Moreover, there is a weakening of ties to one's social networks, which make individuals lose the social benefits they previously enjoyed before resettlement. Gobien and Vollen (2013) also observe most importantly, political institutions and social networks need to be re-established at the new settlement in order for social norms to emerge that enforce solidarity, cooperation, trust and altruism. It may be asserted that the social quality of a neighbourhood or community will be determined to the extent to which deviancy and marginality become prevalent. This according to Giardiello (2014:81-82) if prevalent, is indicative of a crisis in social solidarity and the weakening of social bonds.

The lack of or diminished level of social cohesion can result in neighbourhood disorganisation. Social disorganization is a characteristic of neighbourhoods that can disturb residents' health and behaviour, and refers to characteristics that can make it difficult for residents to preserve control over their environment resulting in high levels of social problems (Byrnes et al., 2013:405). In contrast, neighbourhoods characterised by social organization tend to have high social cohesion levels and promote informal social control resulting in neighbourhood stability. Social organization of the neighbourhood

creates resources through ties and networks among neighbours, allowing for reciprocal obligations and enforcement of shared norms and values (Byrnes et al., 2013:406).

Relocation and Social Cohesion in the South African Context

In the South African context relocations, resettlements and forced removals have a long history both before and after apartheid. In the post-apartheid era, in an effort to clear up shack settlements within the urban centers, shack settlement dwellers do not have much choice but are forced to consider relocating to government sponsored housing estates in newly created human settlements. Although they are not forced to relocate and resettle, they are induced to move on the prospect of securing a better quality of life in these mass produced state sponsored low income homes. This form of relocation according to Tiwana (2015:227-228) is referred to “voluntary relocation” that promises to offer prospective relocatees a better quality of life. Notwithstanding the promise of a better quality of life in the newly settled housing settlements, the new residents are excluded and marginalised in a variety of different ways. Tiwana (2015:227-228) asserts that residents in the newly found human settlements fall short of the promises made by the state in respect to basic services, access to schools, transportation and access to employment which they had enjoyed in shack settlement areas and alongside established residential suburbs. Residents are forced to relocate to new housing projects that are further on the edge of the city lacking social and economic resources. Most new housing development occurs on the periphery of cities because of the availability of vast tracks of land for large human settlement projects that is much cheaper (Smit, 2000).

It is argued that through relocation and resettlement from shack settlements, the social fabric is torn, dismantled patterns of social organisation emerge and it destroys intricate social and kin relationships that link individual households with their neighbour's. Residents of shack settlements contrary to its detractors form cohesive communities as a result of experiencing a sense of common marginalisation and common purpose due to not having to secure tenure and proper housing (Smit, 2000:13). On the other hand, the formalisation of new human settlements can cause conflicts and tensions as the loss of a common sense of purpose can result in decreased strength of geographically-based community organisations and the emergence of new ones representing particular interest groups in the area (Smit, 2000:13).

Formalisation of human settlements also results in increased individualization and social differentiation (Smit, 2000:13). Residents become preoccupied in personal advancement now that they have been given an opportunity to progress in life. For instance, the social interactions that used to take place with neighbours in shack settlements within close proximity of each other no longer features. Similarly, conversations amongst women around communal taps on community issues when fetching water no longer features

in the formal settlement. Children are no longer seen playing in the neighbourhood under the watchful eye of neighbours as was the experience in shack settlements (Smit, 2000). Considering that residents originate from different informal settlements in the city make neighbours strangers when they relocate to the formal settlement. In shack settlements ethnic links and co-existence are sustained. In the new human settlements, residents have little choice over who their neighbours are going to be. Often they are separated from long standing social relationships, which they have formed in shack settlements.

In the new housing settlement there are also those that are formally employed and have a stable source of income to effect changes to their quality of life. They are in a position to improve on their dwellings, buy appliances, fixtures and make social advancements. In contrast, there are those that cannot effect any changes to their quality of life resulting in a gap emerging between those that “have” and those that “have not”. This results in social differentiation driving a wedge between and amongst members in the community resulting in increased individualization.

Post-apartheid Human Settlement Context

The provision of liveable and sustainable low income human settlements in South Africa is a highly contested social issue which has filtered into the new democracy posing major challenges for policy makers, development practitioners and agents. In terms of Section 26 (1 and 2) of the constitution the state is required to take ‘reasonable legislative and other measures, within its available resources, to achieve the progressive realisation of this right (Constitution of the Republic of South Africa Act No. 108 of 1996). In meeting this constitutional prerogative the state has over the years taken various steps to formulate and reformulate policies to honor its obligations to those excluded from adequate housing opportunities especially in the low income housing sector. A key national policy framework formulated in 1994 is the Housing White Paper (HWP). It is hailed as the first comprehensive policy to overcome the overwhelming housing backlogs inherited from the apartheid era. Given South Africa’s political history, the HWP recognises that the wasteful settlement structure of the past imposes a wide range of technical, logistical and political constraints that need to be surmounted for liveable and sustainable human settlements to impact positively on the lives of those challenged by homelessness in the post-liberation era. To overcome the technical, logistical and political constraints in the planning and development of low income human settlements, it has been devolved to the Local Government sphere which needs to ensure delivery through Integrated Development Plans (IDP). The integrated development plans may be seen as a foundation around which social cohesion processes are given an opportunity to emerge within the newly developed human settlement.

Much debate has gone into formulating policy for a compacted and integrated developmental model so that basic services and infrastructure are provided at scales of economy. To this end, national policy relating to urban development, housing, land and transportation, explicitly promotes densification and compaction of urban areas and discourages sprawl in the interest of efficient, equitable, sustainable and integrated development. Despite this, there has been growing concern amongst housing analysts and beneficiaries that low income housing development to a large extent was not occurring on suitably located land in terms of “compact development” and “integration” ideals, but was rather continuing to occur at low densities on the peripheries of towns and cities (Venter, Biermann, and van Ryneveld, 2006 1-2).

After almost ten years of experimentation with the HWP and despite concerted efforts by the different tiers of government to fast track low income housing, the nagging question of insufficient houses for the historically homeless, unsustainable housing settlements, and lack of improvement on the quality of life of beneficiaries cast a spotlight in the political corridors of national government in 2003, sparking new debates on the state of housing delivery. Several housing analysts (Adebayo 2008; Charlton, Silverman and Berrisford 2003, Khan and Ambert 2003; Rust 2003; Zack and Charlton 2003) confirm that for various reasons, such as: poor location, cost of home ownership in the form of rates, service charges, unemployment and increased access to low-income housing by the poor, has had a limited impact on poverty alleviation. International experience of low cost housing delivery (for example Turkey, Zambia) also attest to the location of housing in relation to other human activities resulting in reduced thresholds for viable employment, income generation and investment in housing improvement (Adebayo, 2008:124). The consequence of inappropriate location of low income human settlements resulted in poor people being marginalised in terms of access to jobs, urban amenities and social networks, and having to spend disproportionate amounts of time and money on transportation. The costs of infrastructure and services provision were also generally higher for peripheral locations – thus increasing the financial burden on government. For instance, locating subsidised housing closer to job opportunities would produce savings in commuter transport subsidies for the state and it would more than off-set the higher housing costs involved (Venter *et al*, 2006: 1-2). With such analysis, the housing delivery programme in this form attracted much criticism and was identified as a contributing factor to increasing levels of urban sprawl, perpetuating the marginalisation of the poor and for failing to play a key role in the compaction, integration and restructuring of apartheid created living spaces (Charlton and Kihato, 2006:255).

Consequently, a special investigation was commissioned by the National Minister of Housing in 2003 for a Study into the Support of Informal Settlements which concluded that these settlements were products of failed policies, ineffective governance, corruption, inappropriate regulation, exclusionary urban (economic) development/growth paths,

poor urban management strategies, dysfunctional and inequitable land markets, discriminatory financial systems and a profound democratic deficit (Huchzermeyer and Karam, 2006: 43).

Nonetheless, the delivery of low income housing took positive steps resulting in the adoption of a new Comprehensive Plan for the Sustainable Development of Human Settlements in 2004. Dubbed as Breaking New Ground (BNG) this policy was all embracing and included not only low income housing, but the entire spectrum of the residential property market. A key objective of this policy was the breaking down of barriers between the formal market (first economy) where growth was located, and the informal market (second economy) which had experienced a slump in growth. It aimed to surmount the “dominant production of single houses on single plots of land in distant locations” (Department of Housing 2004: 7).

The BNG proposed a new plan to redirect and enhance existing mechanisms to move towards more responsive and effective housing delivery. The new human settlements plan reinforced the vision of the DoH to promote the achievement of a non-racial, integrated society through the development of sustainable human settlements and quality housing. Within this broader vision, the DoH was committed to meeting the following specific objectives:

- accelerating the delivery of housing as a key strategy for poverty alleviation;
- utilising provision of housing as a major job creation strategy;
- ensuring that property can be accessed by all as an asset for wealth creation and empowerment;
- leveraging growth in the economy;
- combating crime, promoting social cohesion and improving quality of life for the poor;
- supporting the functioning of the entire single residential property market to reduce duality within the sector by breaking the barriers between the first economy residential property boom and the second economy slump; and
- utilising housing as an instrument for the development of sustainable human settlements, in support of spatial restructuring (Department of Housing, 2004a: 7).

Through this new plan, the DoH planned to shift focus towards a reinvigorated contract with the people and partner organisations for the achievement of sustainable human settlements. Sustainable human settlements refer to:

well-managed entities in which economic growth and social development are in balance with the carrying capacity of the natural systems on which they depend for their existence and result in sustainable development, wealth creation, poverty alleviation and equity (Department of Housing, 2004a, 6).

BNG introduced an expanded role for municipalities. In shifting away from a supply-driven framework towards a more demand-driven process, it placed increased emphasis on the role of the State in determining the *location* and *nature of housing* as part of a plan to link the demand for, and supply of housing. This approach will enable municipalities to assume overall responsibility for housing programmes in their areas of jurisdiction, through greater devolution of responsibility and resources. BNG assumes that municipalities will proactively take up their housing responsibilities given that clear guidelines and resources will be forthcoming from the national sphere of government (Rust 2006:11).

One of the programmes linked to this objective was the Informal Settlement Upgrading Programme which was designed to integrate shack settlements into the broader urban landscape. The basic principle of this programme was to upgrade the quality of the living environment through *in situ* development of shack settlements or to relocate. In the case of the latter it resulted in disconnect between the relocatees source of livelihood from that established in the original settlement environment. *In situ* upgrading was perceived to be more responsive to poverty, reduced levels of vulnerability and the promotion of social inclusion as compared to relocation. However in instances where the original shack settlement site was not conducive to development (rehabilitation of land, overcrowding, and other environmental considerations) relocation needed to be considered as a last resort (Centre on Housing Rights and Evictions, 2008:24-25). This new paradigm envisaged that any new housing project in the future should be built within locational distance of the relocated inhabitants' survival networks (work, transport and social amenities). Since the formulation of this policy, several provincial pilot projects have been undertaken nationally to test out its implementation. In the Province of KZN, the Mount Moriah relocation project north of the city was finalised in 2005.

Socio-Economic Characteristics of Residents in the Newly Formed Human Settlement

Mt Moriah is born out of an experimental project by the National Department of Housing (NDoH) to promote livable and sustainable human settlements. It is a response to the post-apartheid government's failed housing policy, programmes and projects to meet the needs of countless homeless in the country. In keeping with the constitutional mandate to provide housing for all South Africans the NDoH revised its housing policy which it dubbed "Breaking New Ground" (BNG) in 2004. BNG is envisaged to be a comprehensive plan for the development of sustainable human settlements for low income earners. It represents a more updated version of the Reconstruction and Development Programme, or what is commonly come to be known as RDP housing.

Historically, Mt Moriah was a slum clearance project established in 1994 to house various shack settlements that had sprung up in and around the city. It is situated between the former Indian residential areas of Avoca and Phoenix and has easy access to the Durban CBD. It is also centrally situated to the multi-million rand Gateway shopping complex which serves the consumer needs of adjacent middle and upper class residents.

The Mt Moriah human settlement project was originally initiated by the private sector Moreland Development Estate a subsidiary of the Tongaat-Hulett Group of companies. It was responsible for middle and upper class property development in adjacent neighborhoods, with Murray and Roberts being the delivery agent and Nedcor Bank as financiers. This joint venture with the private sector aimed to develop affordable houses and flats for people for those that met the criteria for low income housing. It sought to develop an affordable high density urban environment which took the form of clustered living in flats. On completion, the project drew attention to its poor technical quality and in 2001 the eThekweni Municipality's (Durban) housing department commissioned engineering consultants to evaluate the housing problems in the settlement. Problems with the planning, design specifications and the quality of workmanship in the housing project was noted.

In 2005 the area was once again identified for an expanded low income housing settlement development. This time round the housing development was envisaged to be founded on BNG principles. The aim was to ensure that the project design and layout conform to the principles of promoting sustainable and livable human settlements. It was accorded special project status by the national housing ministry resulting in the development of the area in several phases. Phase 2 included 981 houses followed by Phase 3 with 971 houses and finally Phase 4 with 217 houses. Phase 2 was sub-divided into Phase 2a, 2b, 2c and 2d whilst Phase 3 was subdivided into 3a, 3b, and 3c giving a total of 2169 houses. It is in these different phases that the study was undertaken.

A total of 150 respondents were interviewed comprising 52% females and 48% males. The respondent's age ranged from 20 to 70 years with the mean age being 41 years. Respondents engaged in a wide range of occupational activities with 14.7% in unskilled occupations (cleaners, car guards, gardeners), 16.5% were self-employed (spaza shop owners, street vendors, taxi owners) and 40.1% engaged in semi and skilled occupations. Unemployment was exceptionally high with 28.7% of the respondents unemployed. Amongst those that were employed (54.8%), 16.4% of the respondents worked around the neighbouring developed suburbs of Phoenix, Gateway, La Lucia, Umhlanga and Mt Edgecombe. The remaining (38.4%) worked in distant suburbs such as Pinetown, Verulam, Ballito, the South Industrial Area and Durban central areas. Educational levels varied with 15.4% having a tertiary level education (degree and diploma), 11.2% have completed short certificate courses post matric, 2.8% with a matric certificate, 3.9% with grade 7-11 education and 38% with no education. A vast difference in income levels

were observed ranging from R500 to R50 000 per month with the mean income being R3 950. Household expenditures varied in the range of R500 to R30 000 per month with a mean of R2 997.

The average duration of stay in Mt Moriah was 10.3 years with a range of 2-18 years. The stay in the shack settlement before relocation was 14.4 years with a range of 3-34 years. Household size before resettlement ranged between 1-18 members with a mean of 5.8 compared to a range of 1-14 members with a mean of 5.2 post resettlement. The vast majority (71.4%) of respondents lived in shack settlements before relocation as compared to 28.6% originating from back yard shacks in formal human settlements in the city.

A vast majority (77.2%) of respondents reported that their quality of life before resettlement was very poor as compared to 22.8% felt that it was better. Post resettlement almost a third (31.3%) of the respondents felt that their quality of life did not improve as compared to 68.7% who reported experiencing some improvements. As far as returning to the shack settlement from which they originated, 36.1% of the respondents felt if they were given the opportunity, they will return as compared to almost two thirds (63.9%) felt settled in Mt Moriah. Some of the conveniences respondents enjoyed in their shack settlement was different modes of transport, easy access to schools, hospitals, and clinics, places of worship, employment opportunities and shopping centres. In respect to Mt Moriah poor transport system, lack of social welfare services, sanitation, schools and health care facilities were the most cited service delivery issues affecting the community. Crime did not feature as a serious problem hence respondents did not identify a need for a police station in the community. Only 11.5% of the respondents felt that crime was escalating within the community.

Given the lack of adequate service delivery in the community, 42.1% of the respondents felt that the local councillor should be responsible for the provision of services whilst 57.9% felt that it was the responsibility of the local municipality. On whether the community engages in the provision of services, 80% of the respondents reported that they were engaged through community meetings, whilst 20% reported engaging in mass protests to highlight service delivery issues. As far as social issues that respondents engaged with, 50% reported that service delivery issues were addressed at community meetings whilst the remaining reported social problems such as drug abuse, teenage pregnancy, unemployment and crime being addressed at these meetings.

Before resettlement to Mt Moriah, 98.9% of the respondents reported that they had established many and strong social relationships with neighbours and friends in the shack settlement. Just more than a quarter (26.7%) of the respondents were emotionally affected at the decision to leave their shack settlement. This emotional state was attributed to the fact that respondents had left their parents, grandchildren, relatives, siblings, mother and father in law and grandparents behind at the shack settlement. Despite the detachment, 74% of the respondent's maintained contact with their families

telephonically, sustained visitation over weekends, holidays and on special occasions. In addition, 95.3% of the respondents reported that they have established strong, good and many social relationships in Mt Moriah.

A total of 16.1% reported that they had no community leader in their area of origin, 7.5% felt relieved in leaving their community leader behind, 28.7% felt nothing about leaving their leader behind and 47.7% felt very sad about leaving their leader behind. In Mt Moriah 31.4% of the respondents reported that they do not have any relationship with community leaders as compared to 68.6% who do. The community leaders were known to deal with a wide range of social problems, service delivery issues and crime. A total of 6% felt that there was cheating when the community leaders were elected, 8.1% did not know how the leaders were elected whilst 85.9% reported that the elections were fair, transparent and democratic.

In so far as belonging to clubs and societies in the neighbourhood was concerned, 32.7% of the respondents did not participate in any. The remaining 67.3% belonged to stokvels, burial societies, men's club, church, youth club and political organisations. A total of 68% of the respondents were actively involved in these organisations.

Emerging Social Cohesion Indicators in the New Formal Settlement

Mt Moriah is relatively a new human settlement with a very youthful population. Given the youthful nature of the population it suggests that the population will reproduce itself sometime in the future growing to an extent that the settlement will be overcrowded and perhaps become unsustainable. It is more than likely to place strain on existing services such as overcrowded houses, access to water and electricity, transport and health care services. During field visits to the area, it has been observed that backyard shacks were emerging as the one bedroom house became overcrowded with other members of the family moving in.

Unemployment levels amongst the residents of Mt Moriah stood at 28.7% which is 1% higher than the national norm (27.7%). Notwithstanding the difference, this trend suggests that more than a quarter of the population are at risk of experiencing poverty and inequality within the settlement. In addition, high levels of poverty and inequality is likely to affect social cohesion due to the disparity in social status as a result of differential incomes.

One of the main rationale for choosing Mt Moriah as a locality for the construction of a formal human settlement in keeping with the BNG principle was to ensure that residents were closer to their workplace when relocated. In the study it was observed that only a small per cent (16.4%) of respondents were connected to employment opportunity closer to the settlement as compared to more than a third (38.4%) who were located a distance from employment centres. This is contrary to the new housing principle

that seeks to ensure that residents are located within close proximity of their housing settlement. In an earlier study undertaken by the author, it observed that residents in Mt Moriah originated from 42 shack settlements in the city. In this study 71.4% of the residents reported having lived in a shack settlement before relocation. A significant number of residents originated a distance from the settlement and had to travel long distances to their work place. Similarly, given the lack of community resources such as schools, learners had to travel on the average of 30 kilometres on a daily return trip to meet their educational needs (Khan and Wallis, 2015:55). Given the fact that 38% of the respondents had no formal education as compared to the national norm of 11%, it is not surprising to find a large number of unemployed residents in the settlement.

Levels of education also impacted on the income capacity of residents with the average monthly household income being R3950¹ as compared to expenditure which amounted to R2997. Post expenditure the residents in the study area had on hand an average of R953 per month. When comparing the surplus amount of R953 after having spent on household expenditures, it places the household in between the Lower Bound Poverty Line (LBPL) which amounts to R758 per month and the upper bound poverty line (UBPL) which amounts to R1138 per month for the year 2017. This suggests that the residents in Mt Moriah enjoy a lifestyle closer to the UBPL which permits them to purchase both adequate food and non-food items. This observation suggests that the resident's quality of life was above the national food poverty line norm (FPL) which amounted to R531 per month. Working on the assumption that all 2169 residences on average have on hand R953 per month, this adds up to R2 067 957 per month for the entire community and per annum R24 815 508. This trend in income on hand after household expenditures suggests that the residents of Mt Moriah are economically viable to make a saving.

Respondents in the study locality were relatively new (average of 10.3 years) but have managed to form relationships with other relocatees in the settlement. This is supported by the finding that a significant per cent (63.9) of the respondents felt settled and would not want to return to their former shack settlements. The fact that a large per cent of the respondents felt settled in the community suggests that they have finally settled down in their newly found homes. They have in addition, developed a sense of belonging in their newly settled neighborhood which is a characteristic of social cohesion, which serves as

1 Statistics SA employed an internationally recognised approach to poverty – the cost of basic needs approach to produce three poverty lines namely the food poverty line (FPL), the lower bound poverty line (LBPL) and the upper bound poverty line (UBPL). The FPL is the rand value below which individuals are unable to purchase or consume enough food to supply them with the minimum per-capita-per-day energy requirement for adequate health. The LBPL and UBPL are derived using the FPL as a base, but also include a non-food component. Individuals at the LBPL do not have command over enough resources to purchase or consume both adequate food and non- food items and are therefore forced to sacrifice food to obtain essential non-food items. Meanwhile, individuals at the UBPL can purchase both adequate levels of food and non-food items (Statistics South Africa 2017:7-8).

a buffer against any threats of social disorganization that may arise.

Although a significant number of respondents felt that post resettlement their quality of life has improved, they continued to face challenges in respect of service delivery such as schools, hospitals, places of worship, different modes of transport and the like. Notwithstanding this, in so far as provision of service delivery was concerned it is interesting to note that an overwhelmingly high (80%) per cent of the respondents did not resort to service delivery protests. This finding suggests that a significant number of residents believed in resolving their social issues through other mechanisms. The fact that 98.9% of the respondents reported that they had established strong social relationships with their neighbors and formed friendship in the settlement, also alludes to the fact that they have settled in the locality. The level of social organization within the community is also highlighted by the finding that more than a third (67.3%) of the respondents formed relationships in the neighborhood and enjoyed organizational lifestyles through stokvels, burial societies, men's club, church and youth clubs and political organisations. It also suggests that the community through membership of these organisations enjoyed a sense of participation in the local structures of the community which is a characteristic of social cohesion.

One would imagine that relocation and resettlement would result in the loss of contact with family and friends in the shack settlement that respondents previously belonged to. The findings in this study suggests to the contrary in that respondents sustained contact with friends and family telephonically, sustained visitation over weekends, holidays and on special occasions. However, at the time of leaving the shack settlement, respondents were emotionally affected as they left behind friends, family and kin. They were also emotionally disturbed (55.2%) leaving behind their community leader in the former settlement. In the new settlement more than two thirds (68.6%) have formed new relationships with community leaders and overwhelming 85.9% of respondents reported that their leaders were democratically elected and acceptable to the community. This suggests a sense of adaptation in the new settlement.

The prevalence of high levels of crime in communities is suggestive of a lack of social cohesion emanating from social disorganization. Interestingly, in this study a large percentage (88.5%) of the respondents reported that crime was not a serious problem in the settlement. However what was prevalent was the emergence of social problems such as drug abuse, teenage pregnancy and unemployment. These social problems were being addressed openly at community forums and a collective solution was being sought. The response to social problems is indicative of collective social responsibility that the community takes in ameliorating these.

Conclusion

The study highlights that as much as relocation and resettlement can have a devastating effect on the social, psychological and economic well-being of relocatees, over time they settle down to become a socially cohesive community. In the study respondents from all parts of the cities shack settlements were resettled at Mt Moriah, a distance from their original habitat. In the absence of physical infrastructure and social structure one would have expected a high level of social disorganization and social problems prevalent due to a lack of social cohesion. Although social problems are beginning to manifest itself in the neighborhood, this is being addressed as a community issue which suggests the prevalence of social solidarity. The setting up of social structures through various forms of organizational life suggests a move towards social organization through which various social, economic and political issues are dealt with. The fact that almost majority of the respondents address service delivery issues through various organisations as compared previously through public protests, is an indicator of confidence placed in communication and negotiation politics. It at the same time suggests that the community sees the value of negotiation politics characterized by conversations on matters concerning the settlement. The social detachment from family and friends from the original place of residence as a result of relocation has been compensated for through various measures offsetting the social isolation that follows from relocation. It is also compensated for through the formation of new social relationships being formed in the neighborhood resulting in a sense of community emerging. In sum, it may be deduced that the community of Mt Moriah has settled down to a socially cohesive community and striving towards betterment now that they have a sense of certainty through ownership over their homes. The study highlights that the community of Mt Moriah have surpassed the doldrums of poverty and are on their way towards personal advancement.

References

- Adebayo, P. (2008). Precondition for Housing Consolidation – Towards a Suitable Package of Support for Incremental Housing in South Africa: A Case Study of eThekweni Municipality, Unpublished PhD Thesis, University of KwaZulu-Natal.
- Byrnes, H. F., Miller, B. A., Chamrathirong, A., Rhucharoenpornpanich, O., Cupp, P.K., Atwood, A.K., Fongkaew, W., Rosati, M.J. and Chookhare, W. (2013). The Roles of Perceived Neighborhood Disorganization, Social Cohesion, and Social Control in Urban Thai Adolescents' Substance Use and Delinquency, *Youth and Society* 45(3) 404–427. doi: [10.1177/0044118X11421940](https://doi.org/10.1177/0044118X11421940)
- Brisson, D. (2012). Neighborhood Social Cohesion and Food Insecurity: A Longitudinal Study *Journal of the Society for Social Work and Research* Volume 3, Issue 4, 268–279

ISSN 1948-822X DOI:10.5243/jsswr.2012.16

Brisson, D. and Altschul, I. (2011). Low-Income Neighborhoods Collective Efficacy Predicting Experience of Material Hardship in Low Income Neighborhoods 47: 541-563 DOI: 10.1177/1078087411400043 2011 originally published online 8 March 2011 Urban Affairs Review

Bruhn, J.G. (2009). The Group Effect, DOI 10.1007/978-1-4419-0364-8_2, © Springer Science+Business Media, LLC 2009

Built Environment Support Group, (1999). Unpublished Surveys of Waterloo, Wiggins, Smithfield and Dunbar.

Centre on Housing Rights and Evictions, (2008). *Business as Usual? Housing Rights and Slum*

Eradication in Durban, South Africa, Report September, Geneva.

Charlton, S. and Kihato, C., (2006). Reaching the poor? An Analysis of the influences on the evolution of South Africa's Housing Programme in Pillay U, Tomlinson R and duToit J (eds) Democracy and Delivery – Urban Policy in South Africa, HSRC Press, Cape Town.

Charlton, S., Silverman, M. and Berrisford, S. (2003). Taking Stock: A Review of the Departments

Programme, Policies and Practices: 1994- 2003. *Report for the National Department of Housing*, South Africa.

Cloete, P. and Kotze, F., (2009). *Concept paper on social cohesion/inclusion in local integrated development plans*. Department of Social Development, Republic of South Africa. Available at: www.presidentaward.imprividev.com/wp-content/uploads/2013/04/Social-Cohesion-Final-Draftcorrect-IDP-DSD.pdf

Constance, Y. (1999). From Shacks to Houses: Space Usage and Social Change in a Western Cape

Shanty Town. Masters of Social Science Thesis, Department of Social Anthropology, University of Cape Town

Department of Housing, (2004) Request for proposals for a Department of Housing Study into supporting

Informal Housing, Department of Housing, Pretoria.

Friedkin, N.E. (2004). Social Cohesion Annual Review of Sociology 30:409–25 doi: 10.1146/annurev.soc.30.012703.110625

Huchzermeyer, M. and Karam, A. (2006). Informal Settlements: A Perpetual Challenge? Johannesburg: Juta Publishers.

Litman, T. (2017). Community Cohesion As A Transport Planning Objective Victoria Transport Policy Institute www.vtppi.org

Khan, F. and Ambert, C. (2003). Introduction. In: Khan F and Thring P (Eds.): Housing Policy and Practice in Post Apartheid South Africa Sandown Heinemann.

- Khan, S. and Wallis, M. (2015). Planning and Sustainable Development of Low Income Human Settlements in KwaZulu-Natal, South Africa *Journal of Human Ecology* 50(1) 43-58
- Giardiello, M. (2014). The Generative Theory of Social Cohesion and Civic Integration *European Scientific Journal* June Special Edition vol.2 80-89 ISSN: 1857 – 7881
- Gobien, S. and Bjorn, V. (2013). Playing with the Social Network: Social Cohesion in Resettled and Non-resettled Communities in Cambodia Working Paper Joint Discussion Paper Series in Economics No. 31-2013, University of Marburg
- OECD, (2011). Perspectives on Global Development 2012: Social Cohesion in a Shifting World: Executive Summary Available at: www.oecd.org/site/devpgd2012/49067839.pdf
- Rust, K. (2006). Analysis of South Africa's Housing Sector Performance Finmark Trust.
- Smit, W. (2000). The Impact of the Transition from Informal Housing to Formalized Housing in Low-Income Housing Projects in South Africa. Paper Presented at the Conference on Formal and Informal City – What Happens at the Interface? 15-18 June Copenhagen.
- Stanley, D. (2003). What do we Know about Social Cohesion? The Research Perspective of the Federal Governments Social Cohesion Network *Canadian Journal of Sociology* Vol. 28, No. 1, Special Issue on Social Cohesion in Canada 5-17 DOI: 10.2307/3341872
- Statistics South Africa (2017). Poverty Trends in South Africa: An Examination of Absolute Poverty between 2006 and 2015 Pretoria South Africa.
- Tiwanna , D.M. (2015). From Informal Settlements to Formality: A Resettlement Group's Adaptation to a Newly Planned Community in Port Elizabeth, South Africa *Economic Anthropology*; 2: 224–240 DOI:10.1002/sea2.12026
- Venter, C., Biermann, S. and van Ryneveld, M. (2006). Low Cost Housing Location in South African Cities: Empirical Findings on Costs and Benefits University of Pretoria
- Zack, T. and Charlton, S. (2003). A Somewhat Better Life: Beneficiaries' Perceptions of Subsidised Housing in Johannesburg: Housing Finance Resource Programme.

De la présence féminine dans la rue : Stratégies d'accès à l'espace public dans un quartier spontané, Ras El Ain – Oran (Algérie)

Mehdi Souiah¹

Maitre de conférences de sociologie

Faculté des sciences sociales

Université Mohamed Ben Ahmed – Oran 2

Algérie

Email address: souiah.mehdi@univ-oran.dz

Résumé :

Ras El Ain, un quartier spontané faisant partie de la périphérie pauvre de la ville d'Oran (Algérie), est ici appréhendé comme une aire culturelle (comme diraient les chercheurs de l'École de Chicago). Une aire qui tri ses occupants, et par là « impose » une somme de pratiques et confère des « rôles ». L'homme comme la femme sont autant de rôles sociaux qui s'effectuent et qu'on cultive au quotidien. Ce texte a pour visée donc d'éclairer le rapport de force (de domination) qui s'exerce entre les genres au sein d'un groupe social (habitants du quartier), et ce à travers une analyse du vécu quotidien des femmes (professionnellement inactives, principalement). Dans ce quartier où le poids de la tradition demeure relativement pesant, les femmes usent de stratégies qui leurs permettent d'accéder à l'espace extérieur, soit comment ces femmes négocient-elles leur sortie ? Quels sont les compromis (avec la société et ses traditions) auxquels celles-ci ont recours pour atteindre l'espace public et le pratiquer ?

Mots clés : *Algérie, femmes, anthropologie urbaine, domination masculine, quartier spontané, stratégie, espace public*

Abstract

Ras El Ain, a spontaneous neighborhood part of the poor periphery of the city of Oran (Algeria), is here apprehended as a cultural area (as would say the researchers of the School of Chicago). An area that sort its occupants, and thereby « imposes » a

¹ Avec la contribution de Hamida Abbes, Sofiane Abed, Sarah Bouhouch, Fatima Chennafi, Amina Ferrad, Youghurta Habbouch, Fatiha Tissoras – Etudiants en master 2 d'anthropologie urbaine, promotion de 2016

sum of practices and confers «roles». Both men and women are social roles that take place and are cultivated on a daily basis. This text aims to shed light on the balance of power (domination) that is exercised between the sexes within a social group (inhabitants of the neighborhood), and this through an analysis of the daily life of women (professionally inactive, mainly). In this neighborhood where the weight of tradition remains relatively heavy, women use strategies that allow them to access the outdoor space, ie how do these women negotiate their exit? What are the trade-offs (with society and its traditions) that they use to reach the public space and practice it?
Keywords: *Algeria, women, urban anthropology, male domination, spontaneous neighborhood, strategy, public space*

Introduction

Nous savons depuis les premiers travaux de Fanny Colona, Claudine Chaulet et Pierre Bourdieu qu'il existe une division symbolique de l'espace. Un espace extérieur, domaine exclusif des hommes, et un intérieur, fief jalousement protégé de la femme. Une division qui incarne à elle seule et résume en son sein une « domination masculine » qui se reproduit depuis des siècles (Tillon 1966 ; Bourdieu 1998)². Seulement, simple constat de notre part les femmes sont présentes dans la « rue », et ce n'est pas un trait propre à la périphérie des villes algériennes. Elles la pratiquent pour aller au travail, pour attendre leurs enfants à la sortie des classes, pour faire leurs courses, ou simplement pour « tuer le temps »³. Même si cette frontière symbolique entre l'univers féminin de l'espace intérieur et celui purement masculin de l'extérieur n'est pas aussi tranchée, ainsi que nous pouvons le percevoir à la lecture des textes de Bourdieu et d'autres, c'est à se demander si cette limite étanche a fini par être abolie. Pourtant, des études récentes démontrent que dans la société algérienne (et maghrébine) cette domination de l'homme sur la femme se maintient, même si elle ne se manifeste pas de la même manière. Les femmes usent d'un certain nombre de stratégies qui leur permet d'accéder à l'espace extérieur, elles « négocient » leur sortie, elles sont contraintes de faire des « compromis avec la tradition » pour maintenir leur travail (poste, occupation professionnelle) comme l'avance Djamel Guerid. Ainsi, avait-il écrit en 1994 : « Les traditions algériennes, c'est connu, sont hostiles au travail des femmes à l'extérieur (du foyer). Mais il est connu aussi que toute société qui décrète un interdit organise -dans le même temps- tout un système de dérogations qui en permet le contournement. Il en est ainsi de l'emploi féminin en Algérie » (Guerid 1995 :37). Cette même idée est défendue par Dalila Chareb-Métaïr

2 Ceci étant dit, la conscience y est que la domination masculine reste la chose la mieux partagée par toutes les sociétés humaines.

3 « Tuer (passer) le temps » est une expression que nous empruntons à une enquêtée que nous avons eu l'occasion d'interviewer dans le cadre de la préparation de notre thèse de doctorat. Il s'agit d'une habitante d'un quartier périphérique de la ville d'Oran, qui fréquente le célèbre marché (situé au centre de la ville) de M'dina Djedida parce que ça lui permet de changer d'air.

dans une thèse sur les « rapports du genre en milieu universitaire » (2010) : elle a pu montrer qu'aussi « docteure » et « enseignante » soit-elle, sa condition de femme peut être vécue (parfois) comme un handicap, dans la mesure où elle est continuellement amenée de négocier avec la société, et en quête perpétuelle de compromis avec la tradition. C'est aussi handicapant parce que, chiffre à l'appui en ce qui concerne la ville universitaire d'Oran, malgré tous les efforts qu'elle déploie pour s'imposer en tant qu'enseignante elle ne parvient que rarement, quand l'ambition y est, à obtenir un poste de responsabilité. Si le travail de Chareb-Métaïr a été achevé en 2010, il y a lieu d'observer que sur le plan social et surtout politique les choses ont quelque peu changées depuis. L'adoption de la loi organique le 12 février 2012 en application de l'article 31 bis stipulant que l'Etat doit œuvrer pour la promotion des droits politiques de la femme, et ce « en augmentant ses chances d'accès à la représentations dans les assemblées élues », a eu son impacte sur la vie sociale et des répercussions sur le monde professionnel (Voir à ce propos Benzenine 2013).

Dans un autre travail académique et dans la continuité de la thèse formulée par le Tunisien Mohamed Kerrou (2010), la chercheuse Yamina Gnaoui (2012) avait pu confirmer l'hypothèse que le port du voile est un moyen stratégique qui permet aux femmes Algériennes d'accéder à l'espace extérieur. Un moyen, un élément seulement, mais il serait quelque peu erroné, et à bien des égards réducteur de penser que le port du voile dans ces multiple formes résume à lui seul toute la stratégie féminine de l'accession à l'espace public. Et c'est justement ce que nous aspirons à éclairer à travers cet article. Comment les femmes négocient-elles leur sortie ? Quels sont les compromis (avec la société et ses traditions) auxquels celles-ci ont recours pour atteindre l'espace public et le pratiquer ?

I. Enquêter auprès d'une population stigmatisée

Concernant la méthode de récolte de données, il y a lieu de préciser que ce texte est le fruit d'une série de sorties de terrain programmée dans le cadre de l'accomplissement d'un cursus de Master-recherche en anthropologie urbaine⁴. Ces sorties ont eu pour visée de confronter les acquis théoriques avec la réalité empirique. Soit, de mettre les candidats en situation de recherche, ce qui leur permet d'avoir une appréciation plus fidèle des aléas qu'on peut rencontrer sur le terrain. Du choix de l'assiette empirique

4 Une formation proposée par le département de sociologie de l'université d'Oran 2, destinée aux détenteurs d'une licence dans les différentes filières des sciences sociales. On y administre un enseignement d'anthropologie générale orienté vers l'exploration du phénomène urbain. Pour l'année universitaire en cours le département de sociologie est à sa troisième promotion de master-recherche. Dans la continuité du cursus, un projet de doctorat vient être lancé. Cet enseignement tel qu'il a été imaginé consiste dans la confrontation des acquis de la matière théorique au travail de terrain. L'enquête dont ce texte est le fruit n'est qu'un exemple, les candidats d'un master en anthropologie urbaine sont contraints d'effectuer une série de sorties de dix jours chacune pour avoir une vision globale du phénomène urbain en Algérie.

à la constitution de la « panoplie de chercheur », en passant par la formulation de la problématique, tout a été étudié pour servir cette finalité.

Concernant l'espace qui devait accueillir l'enquête, l'équipe pédagogique avait opté pour un quartier faisant partie de ceux qui sont socialement stigmatisés du fait qu'ils cumulent une somme de discrédits, dont le plus important serait le flou autour du statut juridique des habitations. En effet, le quartier de Ras El Ain est un quartier *farwdaoui* (spontané), le plus ancien établissement urbain spontané de la ville, situé sur le piémont du Murdjadjou. Il se trouve donc en situation de stigmatisation sociale parce qu'en plus de sa situation juridique irrégulière, il cumule d'autres discrédits : un taux élevé d'occupation par logement, la vétusté des constructions, support d'une composante sociale en situation socio-économique des plus précaires, chômage, etc. Tout ceci ne fait qu'épaissir la « légende » selon laquelle le quartier comme les autres établissements spontanés gravitent autour de la ville sont autant de lieux où se concentrent les maux sociaux.

Pour notre mission, en nous munissons d'une grille, nous nous sommes appuyés essentiellement sur la méthode de l'observation ethnographique qui consiste à explorer à des moments différents de la journée une palette d'espaces dans le but de saisir la vie ordinaire telle qu'elle « se joue par les acteurs » en la regardant et en la questionnant. Nous avons usé de la grille d'observation tel un filtre qui permet la focalisation de l'attention sur les aspects de la vie quotidienne susceptibles de servir la problématique de l'accession des femmes à l'espace extérieur. Quatre axes ont été prévus à cet effet : Le langage de l'habit et du corps ; le travail féminin ; les lieux de sociabilité ; la représentation de « l'être » féminin.

II. Résultats de l'enquête :

1. Les espaces de sociabilité : les rites de la rencontre

Par espaces de sociabilité sont entendus tous ces lieux du quartier de Ras El Ain que la femme fréquente de manière quotidienne ou ponctuelle à la rencontre d'autres femmes de sa connaissance. Ils sont de ce fait des lieux de fabrique et de maintien du lien social, et autant de plates-formes où la femme exprime et vit son être social, c'est-à-dire des lieux de l'accomplissement, pour reprendre une formule chère à Erving Goffman, du rôle de « femme » dans le quartier, cette scène dans laquelle elle évolue.

Pratiquer l'espace de cette manière reviendrait à y évoluer de manière rituelle, dans le sens où la femme est contrainte de respecter une certaine temporalité et une cartographie dans ses déplacements. Mais aussi parce que le rituel régit toute rencontre entre individus, comme le note le même Goffman.

Insister sur le caractère rituel des « sorties » de la femme nous a été utile pour

l'organisation des notes ethnographiques. Ainsi nous avons pu distinguer une somme d'espaces de sociabilité :

1.a. La sociabilité de voisinage :

Dans les propos prononcés par une habitante du quartier se trouve le contenu que nous fournissons à l'expression « sociabilité de voisinage », il y est dit : « *Pourquoi sommes-nous unies à ce point ? Nous sommes condamnées à nous vivre ensemble. Le temps que je passe avec mes voisines excède et de loin celui que je passe avec mes enfants, avec mon époux. Je vis avec elles tout en restant stationnée sur le pas de ma porte, parfois perchée à ma fenêtre* ». Bachelier (1992) note à ce propos que les relations qu'une personne entretient avec les autres, sont de types variés et regroupent entre autres les relations du voisinage (Bachelier 1992 :70). La forme de sociabilité, dont il est ici question, est celle basée essentiellement sur la proximité physique/géographique. Il faut noter par ailleurs que l'étroitesse des ruelles du quartier favorise la mise en place d'une telle pratique. L'exploration matinale du quartier nous a permis de noter l'intensité de cette forme de sociabilité. Tel un rituel, dès que les hommes (époux pour une grande part) sont sortis, les femmes stationnent sur le pas de la porte d'entrée, et cela sans même prendre la peine de mettre un voile ou un quelconque colifichet prévu pour la sortie. Tous les matins, le même scénario se répète, la femme qui sort à la rencontre de sa (ses) voisine(s), pour traiter des mêmes sujets : le repas de midi, les contraintes de la vie quotidienne, la scolarisation des enfants, vices et vertus des époux, noces, divorces et autres potins du quartier.

Même si se tenir sur le seuil⁵ de la maison incarne un invariant de la pratique, ce qui varie ce sont les formes de sociabilité que peut susciter une telle pratique. Parmi ces différentes manifestations se trouve celle qui consiste à ce que la femme s'invite chez sa voisine à la vue d'un passant ou parfois sans raison précise, pour y rester un moment avant de retourner chez elle ou s'orienter vers/s'invite chez une autre voisine.

1.b. L'école comme point de chute :

S'il existe un élément susceptible de rythmer le quotidien des femmes du quartier, cela serait, sans équivoque, l'école. Ce que nous avons constaté, c'est que le paysage change du tout au tout aux moments de la rentrée et de la sortie des classes. C'est à ces moments-là que la présence des femmes à l'extérieur est la plus intense. Fait notable également, la femme qui conduit son enfant à l'école tient à ce qu'il arrive à l'heure, l'itinéraire est précis, sa durée dûment calculée. Le trajet dure, à pas pressés, cinq minutes en moyenne. Mais dès que les enfants accèdent aux classes et que les battants du portail se referment, une grande majorité de ces femmes restent stationnées sur le trottoir, en petits groupes, à discuter et à échanger. Cela peut durer un bon quart d'heure voire plus, avant qu'elles

5 Notons par ailleurs que cette pratique ne concerne que les mariées d'entre les femmes. Il est interdit aux « pucelles » de s'attarder sur le seuil (« point de rencontre entre des mondes opposés »). Le même constat a été relevé par P. Bourdieu dans « La maison kabyle ou le monde renversé » (1980 : 456)

repreignent le chemin du retour, mais à pas nonchalants cette fois. Le même phénomène se reproduit à la sortie des classes, le même scénario se répète mais de manière inversée. On sort de la maison une bonne demie heure avant, on se dirige doucement vers l'école en prenant le temps de saluer la voisine, ou de discuter sur le chemin avec une autre maman qui s'apprête à récupérer son enfant, et ce, avant de rejoindre le groupe qui commence à se constituer peu à peu devant le portail de l'école. On entame le sprint du retour, dès qu'on a récupéré son enfant.

Il est aisé de déduire que loin d'être une corvée, conduire ses enfants à l'école représente pour la femme au foyer du quartier une véritable parenthèse de liberté. Un moment qui lui permet de s'affranchir ne serait-ce que de manière ponctuelle de son rôle de mère et d'épouse, et lui permet également de vivre son être féminin, de sortir, de rencontrer et de discuter avec d'autres femmes. L'une d'elles nous dira à ce propos : « L'école...c'est le seul endroit que mon époux me laisse encore fréquenter ». Une autre nous a confié que, « si ce n'est ce bruit qui court à propos des rapt d'enfants, jamais mon mari m'aurait laissé conduire mon gamin à l'école ». La femme, de son côté, cultive et investit dans cette rumeur tel un alibi infailible, lui procurant par là même une raison d'accéder à l'espace extérieur, de changer d'air, plus encore d'arracher un moment de liberté dans ce quotidien qui la tient enfermée.

1.c. Lieux de rencontres ponctuelles :

Une partie des femmes de Ras El Aïn fréquentent une somme de lieux de manière régulière, rituelle même. Ainsi, une fois par semaine ou une fois par quinzaine, ces femmes se dirigent soit vers le hammam, soit vers le salon de coiffure. En règle générale, le jour du hammam est toujours le même, différent pour chacune d'elles. Ainsi, l'âge et le statut matrimonial influent sur le choix de la « journée hammam ». Pour la ménagère (femme au foyer, mère), l'après-midi du mardi est le moment qui lui convient le plus, car les enfants n'ont pas école. Pour les plus âgées d'entre elles et autres jeunes filles, n'importe quel moment de la semaine irait à leur convenance. Toutefois, le constat est que chacune d'elles tient à maintenir le même rythme de fréquentation, et que cela se passe le même jour de la semaine. La raison d'une telle ritualisation dans le rythme serait que la femme parvient à se constituer son groupe de « copines de hammam » et tient jalousement à maintenir ce lien. Le hammam comme le salon de coiffure sont de ce fait, observent F. Adel et N. Benghabrit-Remaoun des espaces de sociabilité par excellence et autant une opportunité de sortir et que même pour les femmes au foyer cela reste un des lieux publics, « permmissibles de détente qui offre des possibilités de rencontres et de bien-être » (Adel ; Benghabrit-Remaoun 2014).

1.d. Faire les courses, cet alibi :

En effet, faire les courses peut paraître un alibi suffisant qui permet à la femme de sortir hors du cercle de l'intimité dans lequel elle se voit confinée. En ce qui concerne les achats courants qui exigent qu'on se rende au marché du quartier, seule une frange de cette population parvient encore à user d'un tel prétexte pour sortir. Le constat est que cette tâche est le plus souvent confiée aux « *hadja* », femmes dont l'âge impose le respect et inspire le rebut à tout harcèlement de la part de la gente masculine. Notons que l'acception du mot *hadja* renvoie -comme celui de *hadj* pour les hommes d'un certain âge- à toute personne ayant accompli le pèlerinage à la Mecque, mais que la société l'a approprié en lui fournissant un contenu différent. Ainsi, dans la société algérienne et un peu partout dans le monde arabe, le vocable *hadj* ou *hadja* désigne une personne du troisième âge, l'âge où l'on aspire plus à la purification de l'âme, à la rédemption, etc.

Il serait toutefois erroné de penser que les autres franges d'entre les femmes sont interdites de marché, à condition tout de même que ce dernier soit situé hors de la limite géographique du quartier. Ainsi, un marché comme celui de M'dina Djedida⁶, ou encore le nouveau centre commercial Ardis⁷ sont fréquentés de manière plus ou moins régulière par une grande partie des femmes de Ras El Ain. Le fait est que ces « espaces de circulation, de consommation et de communication » (Augé 2010) fonctionnent tels des passerelles qui relieraient les différentes parties de l'espace métropolitain entre elles. Le transport, l'automobile est ce qui maintient le lien entre la ville et ses parties périphériques. Abdelkader Lakjaa note à ce propos, « si la périphérie peut être appréhendée comme le produit de l'étalement urbain, c'est parce qu'il est reconnu aujourd'hui que la mobilité a joué un rôle majeur dans l'extension contemporaine des villes : on n'a pas manqué, par exemple, de parler de la transition urbaine caractérisée par le passage de la ville pédestre à la ville motorisée » (Lakjaa 2009). D'un côté autre, cette mobilité demeure une forme « d'appropriation pratique et cognitive » de la ville, comme le note Benoit Fliche, elle serait selon cet auteur une appropriation qui peut être observée chez les habitants des sphères marginales d'un espace métropolitain à travers la « mobilité et la géographie mentale » développées par ces derniers (Fliche 2004).

Mais même pour conduire les enfants à l'école, aller au hammam ou faire le marché, la femme est contrainte d'observer une certaine conduite, de se conformer à un code vestimentaire. Ce qui nous amène au point suivant qui concerne le mode d'habillement et le langage de corps à Ras El Ain.

6 Situé dans un quartier central de la ville d'Oran. L'ancien quartier nègre datant de l'ère coloniale.

7 Inauguré vers la mi 2016 ce centre commercial situé dans la périphérie Nord-Est de la ville d'Oran attise la curiosité des urbains issus des différents quartiers d'Oran, par ce qu'il propose comme aménagement, organisation et ambiance qui diffèrent en tous points avec ceux qu'on a l'habitude de voir dans les marchés « traditionnels ». De ce fait « la grande distribution » demeure un concept nouveau et méconnu, et autant un univers qu'on désire explorer.

2. Code vestimentaire et langage du corps

Les membres de mon équipe, en pénétrant le quartier de Ras El Aïn, furent envahis par le sentiment de sortir d'une aire symbolique pour pénétrer dans une autre totalement différente. Hormis l'architecture rudimentaire et précaire des bâtisses, le mode d'appropriation des espaces extérieurs indiquait que désormais on évoluait dans un univers à part, et à bien des égards, authentique. Toutefois, des indices nous informaient que nous étions toujours à Oran. Le mode vestimentaire des femmes du quartier ne s'éloigne pas forcément de celui qui domine chez les femmes de la ville intra-muros⁸. Il demeure qu'il y est une différence majeure, tout de même, qu'à Ras El Aïn on perçoit une cohérence dans la manière de se vêtir qu'on peut difficilement distinguer dans les quartiers centraux de la ville. La symbolique, et de la forme et du ton des habits, en est éloquente.

2.a. S'habiller pour sortir :

L'habit féminin qui y domine est la « djellaba marocaine », une robe longue, plus ou moins ample, à capuche qui a commencé à se démocratiser durant les années 80, remplaçant peu à peu un autre habit standard, mais issu de la tradition algérienne cette fois : le « hayek »⁹. Ce dernier est un large voile blanc, que l'on enroule autour de soi de façon à ce qu'il couvre tout le corps y compris les cheveux. C'est surtout pour des raisons pratiques, à notre avis, si la djellaba a réussi à détrôner l'habit de sortie local. Elle est plus facile à arborer, et puis, associée à un foulard parvient à assurer la même fonction du hayek, celle qui consiste à couvrir l'entièreté du corps. Il se pourrait qu'il y ait des raisons esthétiques également, car celle-ci offre une pléthore de choix de couleurs qui change de la pâleur discrète du hayek.

Le ton et la forme de la djellaba informent pour leur part sur le statut social et / ou matrimonial de la femme. Les couleurs vives (rouge, jaune, rose, violet, etc.) sont réservées aux jeunes-filles et aux jeunes femmes dans les premières années de leur(s) (noces) vie conjugale. Les djellabas sont parfois un peu plus cintrées pour la première catégorie. Les plus amples entre ces robes, et aux tons sombres et ternes (noir, gris, marron) seraient ce qui distingue celles qui sont dans un âge un peu plus avancé.

Mais si l'on devait continuer notre définition de l'habit idéal-typique de l'occupante

8 Notons que l'expression « à l'oranaise » renvoie à un habit qu'on pourrait qualifier de standard et non pas à un habit issu de la tradition citadine.

9 Notons par ailleurs que le même phénomène se produisit au Maroc une trentaine d'années auparavant, comme le note H. Rachik (1997) : « Les femmes citadines portaient traditionnellement un *haiik*, vaste pièce de cotonnade blanche dans laquelle la femme se drapait pour sortir. À partir des années cinquante, le *haiik* commence à être sérieusement concurrencé avant d'être supplanté, dans plusieurs villes du Maroc, par la djellaba. Celle-ci s'est imposée malgré la résistance des nationalistes et des autorités marocaines qui la trouvaient non conforme à la tradition. Le pacha de Fès prenait même des sanctions pénales contre les femmes qui persistaient à la porter ».

du quartier, il nous serait difficile de passer sous silence un détail : le *'adjar*. Une voilette que la femme mariée utilise pour couvrir la partie inférieure de son visage. Nombreuses d'entre elles nous ont certifié que son port n'est en aucun cas une obligation. L'avis des hommes, en revanche, est totalement différent. L'un d'entre eux nous dira : « Mon épouse ne sort jamais sans *'adjar*, je le lui impose. D'ailleurs c'était l'une des conditions du mariage. D'une, parce que je fais partie d'une famille assez connue dans le quartier, et de deux pour faire taire les médisants ». Un autre nous confiera : « C'est le seul artifice vestimentaire susceptible de m'informer si la femme est mariée ou pas. Personnellement, si j'en aperçois une qui ne le porte pas, je l'aborderais sans aucun état d'âme ». Ces propos confirment l'idée formulée par Gnaoui (2012) selon laquelle la voilette demeure, dans les milieux traditionnels, un outil de dissuasion relativement efficace contre toutes tentatives de harcèlement. Un élément qui scelle un contrat moral entre la femme et l'étranger, la transformant par là même en un être inabordable, hors de toute atteinte.

Le manquement à ce code vestimentaire peut paraître comme un caractère déviant. L'une des habitantes du quartier nous expliquera que le fait qu'elle sorte à visage découvert, en étant mariée, la place au milieu de railleries et de médisances, « même si je m'efforce à ne pas faire cas des regards méprisants de mes voisines, des insultes proférées du coin de la bouche, cela parvient à m'atteindre au plus profond de mon âme. Si ce n'est les problèmes engendrés par ma situation misérable, jamais je n'aurais imaginé vivre dans un taudis au milieu d'une telle bande d'arriérés ». Elle insinuera un peu plus loin que, dans l'esprit des habitants du quartier, seules les prostituées sortent la tête découverte. C'est révélateur de l'image que les habitants de Ras El Aïn se font de la prostituée. Une figure qui incarne dans ces lieux « l'acteur symbolique », fixé en pôle négatif comme diraient Gérard Althabe et Monique Sélim (1998 : 69), que les femmes du quartier tentent de s'y éloigner. Seulement en réalité, et c'est ce que révèle un entretien mené auprès d'une prostituée du quartier, la prostituée n'a pas forcément de signes « apparents » qui la différencient des autres femmes du quartier, de même que ces dernières elle se couvre le visage pour sortir, pour être sûre d'avoir un soupçon de quiétude en circulant dans le quartier et même au-delà.

2.b. A propos d'un entre-deux, la ruelle :

Nous avons vu avec les lieux de sociabilité, que loin d'être la cristallisation d'une division manichéenne, l'espace n'est pas seulement partagé en deux parties distinctes : un intérieur (féminin) et un extérieur (masculin) ; il est, à Ras El Aïn, gradué et nuancé. Il existe évidemment un espace intérieur réservé à la femme, et un autre extérieur considéré comme masculin, mais entre les deux se situent d'autres lieux, le seuil de la maison, mais aussi la ruelle dans laquelle on habite. Nos constats nous ont révélé que ces « entre-deux » changent de statut/fonction selon la période de la journée et selon l'activité humaine qui s'y déroule. Ainsi, il est le prolongement de l'espace intérieur aux premières

heures de la journée, c'est-à-dire quand les hommes désertent le quartier. Durant ce laps de temps, la femme est libre de le pratiquer sans qu'elle prenne la peine de mettre sa « djellaba de sortie », parfois sans même le foulard. Une permission de sortie qui prend fin dès que le passage d'une personne étrangère de sexe masculin est soupçonné. Il se transforme de ce fait et passe d'un espace féminin à un espace masculin. La présence de l'étranger fait que ce prolongement de l'espace intérieur est happé par l'espace extérieur. Vers le début de soirée cet espace limitrophe récupère son statut d'espace masculin. A cette heure de la journée, la présence de la femme n'est tolérée que si elle se conforme au mode vestimentaire de la sortie. Ceci dit, il existe quelques exceptions.

Les femmes d'âge mûr, par exemple, même en présence d'étrangers appartenant à la gente masculine se permettent d'occuper leur ruelle en habit d'intérieur, et ce pour des considérations sus-citées.

L'autre exception est celle des jeunes filles, qui pour aller à l'épicerie du coin de la rue, ou au salon de coiffure situé quelques rues plus loin, parcourent le chemin en tenue d'intérieur. Ceci confirme par la même occasion la thèse selon laquelle l'espace public serait un lieu du cloisonnement espace-temps sexué basé essentiellement sur la représentation sociale de l'espace intime. Cela s'éloigne du casturc, traité par Fliche (2008). Ce dernier considère cette liberté vestimentaire comme dictée par l'esprit villageois. Dans le cas de notre terrain d'étude -ceci est valable pour tous les quartiers populaires (même centraux d'entre eux)- la rue dans laquelle on habite est toujours conçue comme le prolongement de l'espace domestique et ça n'a pas vraiment de lien avec la culture rurale. C'est véritablement un trait de la citadinité oranaise.

III. Discussion : La domination masculine, une comédie machiste

La conclusion qu'on se doit d'analyser concerne la représentation de la femme dont une population d'un quartier spontané est porteuse. Comment celle-ci est perçue ? Et surtout quel mécanisme est-il employé pour maintenir « l'apparence » d'une domination masculine ?

Dans toutes les sociétés, quand il s'agit de sauver les apparences les efforts sont multipliés, les rôles sont surjoués. La société de Ras El Ain ne fait pas l'exception.

Le maintien d'une apparence dans laquelle la femme est comme soumise, « inférieure » à l'homme, obéit, comme dans le processus de la fabrique de l'altérité, aux règles en vigueur dans le champ des idées (l'idéal). Cela relève de la légende, d'une certaine image construite du rapport du genre dans la société des quartiers périphériques, et même au-delà¹⁰. Les quelques exemples sus-fournis sont loin de donner une explication

10 Hocine Fsihan (2013) nous apprend qu'en Algérie, « on entend souvent dire qu'un homme n'est homme que s'il entre dans un champ de pouvoir vis à vis de la femme et occupe la place supérieure que lui confère la société par rapport à la place d'obéissance et de soumission que doit occuper la femme »

satisfaisante à ce que nous avançons, mais permettent tout de même, telle une sonde, de l'éclairer de manière partielle. Il nous est avis qu'une analyse à la Goffman du rapport du genre dans ce quartier pourrait être efficace. Dans *les rites d'interaction*, Goffman avance l'idée que le souci de « garder la face » serait un élément qui régit les rapports sociaux dans un environnement donné. Dans le cas présent, l'expression « garder la face » pourrait très bien être traduite par l'obsession observable au sein de la communauté de Ras El Ain, celle consistant à maintenir l'apparence d'une domination de l'homme sur la femme. Dit autrement, cette domination n'est absolue qu'en apparence, nourrie par cette chose la mieux partagée d'entre les occupants du quartier, celle de la représentation que l'on a de l'être féminin ; par l'usage de quelques artifices : l'obligation du port du 'ajar en est un exemple illustratif ; par la cohérence des propos traitant de la femme et des rapports homme/femme présentant à tous les coups l'homme comme « chef » de ménage qui dicte sa loi. La domination masculine serait ainsi une valeur positive comme dirait Goffman¹¹ que l'habitant de Ras El Ain défend avec ardeur, qu'il souligne dans son propos, voire revendique tel un aspect majeur de son identité d'habitant du quartier, et ce dans la seule visée d'attirer le respect et l'admiration d'autrui. C'est aussi une mise en scène par laquelle l'habitant de Ras El Ain essaye de maintenir sa place au sein de la communauté de voisins. C'est véritablement de la « figuration » qui s'opère à vue d'œil et cela s'entend par les actes, mais aussi par la parole. On est conscient de ce qui est attendu par les autres, de l'image qu'on se doit d'être le reflet. Dans le cas contraire leur confiance lui sera retirée (Goffman 1974 : 13). Notons aussi que garder la face passe essentiellement par l'énoncé, parfois plus que par l'acte, même si le fait de contraindre la femme à couvrir son visage en est bel et bien un. Dans cette mise en scène, cette pièce bavarde qui se joue au quotidien, la parole tient une place essentielle ; elle sert à mettre en exergue la valeur positive de la face dont aspire à détenir et/ou à maintenir, on est dans la nécessité « de rendre son comportement raisonnable au regard des événements en cours » et dans ce processus de communication ordinaire, seule la maîtrise des impressions -par les actes et par la parole- prime (Breton (Le) 2008 : 107).

Autre fait notable, et qui mérite qu'on s'y attarde, serait que cette pièce qui peut prendre l'allure d'une « comédie machiste », est le fruit d'une véritable complicité entre les sexes. Explication. Si l'homme entretient son côté dominant, en forçant son épouse à se couvrir le visage, entre autres, chose qui lui permet de garder la face au sein de sa communauté, la femme de son côté se soumet à ce choix, consciente que le maintien de sa face à elle passe par le maintien de celle de « son homme ». Le fait est qu'avoir pris pour époux un homme qui colle à l'image de l'archétype du mâle dominant demeure dans ces lieux une valeur positive à entretenir.

L'authenticité des quartiers périphériques fait que même en étant des espaces tout à

11 Erving Goffman définit le terme de « face » « comme étant la valeur sociale positive qu'une personne revendique à travers la ligne d'action que les autres supposent qu'elle a adoptée au cours d'un contact particulier » (1974 : 9)

fait urbains¹², demeurent des conglomérats d' « entre-soi », où chacun est sur ses gardes par crainte de perdre la face, aux aguets du moindre manquement aux règles régissant la communauté de voisins, et qui pourrait émaner d'autrui. L'une des habitantes du quartier nous a fait part de la confiance suivante : « Ici, personne ne me porte dans son cœur [...]. La raison est que je n'ai pas de honte de sortir la tête découverte, et cela, voyez-vous, est très mal vu ici. Pour une femme mariée sortir sans 'ajar, c'est déjà une faute grave, sans foulard alors...on te fourre d'office dans le compartiment des sans vertu ». La voilette pourrait donc avoir une double fonction. D'un côté, elle permet à sa porteuse d'être « remarquée dans l'entre-soi » comme une femme respectueuse des bonnes manières, du code vestimentaire en vigueur ; évoluer de manière plus ou moins anonyme dans le quartier, de l'autre¹³.

Cette dernière thèse est confirmée par le fait que la femme (mariée) de Ras El Aïn se permet d'ôter la voilette qui couvre son visage dès qu'elle quitte le quartier (ceci est revenu à maintes reprises dans les propos d'un certain nombre de femmes interviewées). Plus encore cet agissement n'est nullement contesté par leurs époux. A cela nous voyons deux raisons. La première serait que le souci de « voiler la face » de la femme permettant de garder la face (de l'homme) n'est opérationnel qu'au sein du quartier ; le port de la voilette est imposé par l'aire symbolique, socle d'une certaine identité. Une aire dictant, comme nous l'avons montré précédemment, des règles de conduite et impose un code vestimentaire. La deuxième, quant à elle, serait que l'affranchissement de la voilette demeure favorisé par le climat d'anonymat offert par la grande ville. La formule de Colette Pétonnet dans laquelle l'anonymat est défini comme « une pellicule protectrice de l'individu » prend tout son sens dans le cas présent, elle est une alternative à une pellicule bien réelle (physique) : le 'ajar. C'est à se demander si le port de la voilette ne fait pas partie d'une quête de l'anonymat nécessaire à la circulation et à la coprésence d'habitants dans le milieu urbain (Pétonnet : 1994), qui n'est en définitive qu'une quête de liberté.

Conclusion

Les données collectées au cours de cette enquête permettent d'informer sur un trait particulier de la citoyenneté algérienne, soit comment les femmes vivent-elles leur la ville, du moins les espaces extérieurs de celle-ci. De par l'attitude qu'elles observent, les

12 Non pas par l'intégration territoriale, mais dans le sens où ces quartiers ne sont pas hermétiquement coupés de la ville, mais bien au contraire communiquent avec, et cela par le biais d'une somme de canaux, dont le transport urbain et l'automobile reste les moyens les plus concrets.

13 Germaine Tillion traitant des femmes de la rive sud de la méditerranée a émis l'observation que le voile ne cachait plus seulement les cheveux mais tout le visage de ce fait, Il ne constituait plus « un détail de costume pittoresque, vaguement anachronique, mais une véritable frontière » (1966 : 205)

propos qu'elles emploient ces femmes prouvent que l'accès à l'espace public ne leur est pas acquis. Il est certes un droit, mais un droit qu'on se l'arrache, qu'on se l'arroe, non sans peine cela dit. Les femmes sont en perpétuelle négociation avec la tradition, à faire continuellement des compromis avec la société. Même si leur présence est fortement notable dans les rues des quartiers périphériques des grandes villes algériennes, elle reste toutefois balisée, encadrée par la société. Ainsi, leur présence à l'extérieur répond à une somme d'exigences. La temporalité et la cartographie des déplacements : Elles ne sont pas libres de circuler partout et à n'importe quel moment. Dans ces quartiers les temps comme l'espace restent des dimensions fortement sexuées. Et c'est ce que nous avons essayé de montrer à travers l'évocation des espaces sociabilité et de rencontre (le pas de la maison, devant l'école, le hammam et le salon de coiffure comme lieux de rencontre, etc.). De ces balises, il existe aussi le fait que la présence dans la rue des femmes qui observent une certaine attitude et se conforment au mode vestimentaire de la femme cognitivement conçue comme « respectable », est plus tolérée que celles qui s'aventurent à l'extérieur sans voilette, et encore moins sans voile. Ainsi le voile comme la voilette sont autant d'accessoires possédant une triple fonction sociale. La première, celle que nous venons d'évoquer, et qui consiste à ce que leur port renferme une part du contrat/compromis ouvrant droit à la circulation au-delà du seuil de la demeure familiale/conjugale. La seconde serait leur aspect scénique qui permet de maintenir vivace l'apparence d'une « domination masculine », qui -faut-il le rappeler- demeure dans ces lieux une valeur positive. Et en fin, ils agissent comme éléments de dissuasion plus ou moins efficace, et de mise à distance des harceleurs.

Aussi étroit que puisse être l'espace social, public de surcroit, offert pour les femmes, ces dernières emploient tout ce qui leur offert comme moyens pour tirer le maximum de liberté, et cela va sans dire de maintenir possible leur présence à l'extérieur. Et c'est en cela que réside sa dimension stratégique.

Références :

- Adel Kh. et Benghabrit-Remaoun N., 2014, « Hammam : Pratiques et rituels aujourd'hui » : 59-82, in *Insaniyat*, 63-64
- Althabe G. et Sélim M., 1998, *Démarches ethnologiques au présent*, Paris, L'harmattan
- Augé M., 2010, « Retour sur les « non-lieux » (Les transformations du paysage urbain) » : 171 - 178, in, *Communication*, 87-02
- Baechelier J., 1992, « groupes et sociabilité », in. Boudon R. (s/d), *Traité de sociologie*, Paris, PUF
- Benoit Fliche, 2004, « La modernité est en bas : Ruralité et urbanité chez les habitants d'un gecekoudu d'Ankara » *Européen Journal of Turkish Studies*, 1, consulté sur internet (<http://ejts.revues.org/67>) 07 November 2017

- Benzenine B., 2013, « Les femmes algériennes au Parlement : la question des quotas à l'épreuve des réformes politiques », *Egypte/Monde arabe*, 03-10, consulté sur internet (<http://ema.revues.org/3196>), le 17 février 2017
- Bourdieu P., 1980, « La maison kabyle ou le monde renversé », texte annexé à Bourdieu P., *Le sens pratique*, Paris, Minuit
- Bourdieu P., 1998, *La domination masculine*, Paris, Seuil
- Breton (Le) D., 2008, *L'interactionnisme symbolique*, Paris, PUF
- Fsian H., 2013, « Qu'est-ce qu'une femme, qu'est-ce qu'un homme ? », GRAS-Université d'Oran, 7 novembre
- Gnaoui Y., 2012, *Hijab et urbanité : approche anthropologique dans la ville de Saïda*, mémoire de magister de sociologie, université d'Oran (En langue arabe)
- Goffman E., 1974, *Les rites d'interaction*, Paris, Minuit
- Guerid D., 1995, « Femmes, travail et société : La société a toujours le dernier mot » : 33-42, in *Actes de l'atelier « Femmes et développement »* (18-21 octobre 1994), Oran, PNUD/CRASC
- Kerrou M., 2010, *Hijâb: Nouveaux voiles et espace public*, Tunis, Cérés
- Lakjaa A., 2009, « Les périphéries oranaises : urbanité en émergence et refondation du lien social » : 29-44, *Les cahiers d'EMAM (de l'université de Tours)*, 18
- Pétonnet C., 1994, « L'anonymat urbain » : 17-21, in C. Ghorra-Gobin (dir.), *Penser la ville de demain : qu'est-ce qui institue la ville ?*, Paris, L'Harmattan
- Rachik H.**, 1997, « Roumi et beldi », *Égypte/Monde arabe*, [30-31](#) consulté sur internet (<http://ema.revues.org/1656>) le 24 juin 2016
- Tillion G., 1966, *Le harem et les cousins*, Paris, Seuil

A Researcher's Visit to Italy: Human trafficking and the Nigerian-Sicilian Mafias

Mike Omilusi

*Department of Political Science
Ekiti State University, Nigeria*

Abstract

This essay interrogates the complex nexus between organized crime and migrants within host countries. It specifically focuses on the surge of irregular migrants crossing the Central Mediterranean to Italy and the emergence of Nigerian criminal gangs who have cemented an ignoble but enduring cord with the Sicilian notorious mafia. This network, which took on a life of its own, has changed the traditional map of organised crime on the Island, defying both regional and global measures. The essay expresses concern on how Sicily intends to stop being "the refugee camp of Europe" through increased repatriations in the face of the financial, logistical and humanitarian implications of such an undertaking.

Key Words: *Trafficking, Mafia, Migrants, Organised Crime, Sicily*

Résumé

Cet essai examine le lien complexe entre le crime organisé et les migrants dans les pays hôtes. Il s'intéresse plus particulièrement à l'afflux d'immigrants clandestins traversant la Méditerranée centrale en direction de l'Italie et à l'émergence de gangs criminels nigériens qui ont cimenté un lien ignoble mais durable avec la mafia notoire de Sicile. Ce réseau, qui a pris son essor, a modifié la carte traditionnelle du crime organisé sur l'île, défiant toute mesure à la fois régionale et mondiale. L'essai exprime l'inquiétude de savoir comment la Sicile entend cesser d'être «le camp de réfugiés de l'Europe» en augmentant le nombre de rapatriements, compte tenu des implications financières, logistiques et humanitaires d'une telle entreprise.

Mots-clés: *traite, mafia, migrants, crime organisé, Sicile*

Introduction

My research adventure to the Sicilian Island of Italy substantially complements many of my peripatetic engagements in recent time. At the instance of a local non-governmental organisation (NGO) in Europe, I was one of the delegates of an Erasmus+ -sponsored project for a take-off *Training-of-Trainers*-workshop in Italy. One striking development on this island is the story of young Africans, who come in their thousands to seek greener pastures in climes regarded as more habitable, organised and developed than their own, and the interests of organised crime in the immigration business, particularly

how the Sicilian Mafia joins forces with the Nigerian criminal gangs to run drug and prostitution rackets. As a matter of fact, the much researched complex nexus between organized crime and migrants within host countries presents an interesting case study in this southern Italian Island.

The Central Mediterranean Route

While some of these young Africans, who continually join the desperate, massive population movements to Europe, are successfully smuggled across coastal Islands- predominantly for forced labour, domestic servitude or sexual slavery- others are often rescued at sea by charities or coastguard vessels. By accepting to travel the perilous routes, they are ferried there through wooden boats, fishing vessels or decommissioned commercial vessels that make transborder transportation a hellish escapade. Today, Italy remains a primary country of arrival for thousands of migrants crossing the Mediterranean to Europe especially from the shores of the Libyan coast-line that serves as the major departure point. Based on one account, some 630,000 irregular migrants and refugees, united in their desire to escape from grinding poverty, conflict, personal rejection and uncertainty, landed Italy between 2011 and 2016¹. In 2017, of more than 171,000 migrants, including refugees that arrived in Europe by sea, 75 percent of them landed in Italy².

The other main route, from Turkey to Greece, was largely shut after more than one million people arrived in 2015. Actually, five out of the ten facilities ("Hotspots"³) set up at the EU's external border in Greece and Italy for the initial reception, identification and registration of asylum seekers and other migrants coming to the EU by sea, are in Italy (Lampedusa, Messina, Pozzallo, Taranto and Trapani). In the first half of 2018, about 40 percent of 30,300 migrants that made the life-threatening journey to Europe by sea landed in Italy, most of whom were Africans⁴. Though not a new phenomenon, the surge of irregular migrants crossing the Central Mediterranean, coupled with the emergence of Nigerian criminal gangs, have taken on a life of its own, changing the traditional map of organised crime, defying both regional and global measures. A brief interrogation of this phenomenon will feature in this essay.

- 1 EPSC Strategic Notes (2017) Irregular Migration via the Central Mediterranean, <http://www.statewatch.org/news/2017/feb/eu-com-epsc-note-irregular-migration-central-med-2-2-17.pdf>
- 2 Sarah Martelli (2018) A Long Journey for a Chance at a Second Life, <https://www.unicef.org/innovation/stories/uReportonthemoveLongJourney>
- 3 Hotspots were designed to speed up the registration and "distribution" of migrants to other EU countries as part of a quota-based system, where each member state was meant to take a share of migrants. However, they have become synonymous, too, with claims of harassment and long processing times.
- 4 John Filitz (2018) Nigerian Women's Ill-fated Pursuit of a Better Life: Understanding the Dynamics of Migration, <https://ocfresearch.org/think-peace/nigerian-women-understanding-dynamics-migration>

The trafficking-smuggling dichotomy

Let me quickly note that there is a sharp distinction between human trafficking and human smuggling which borders on consent or freedom of choice or movement. For instance, while human trafficking entails such individuals- men, women and children- for the purposes of forced labour or commercial sexual exploitation, human smuggling involves the provision of services to an individual who voluntarily seeks to gain illegal entry into a foreign country. Being a commercial transaction, individuals seeking to cross a border without papers exchange money for assistance in making the trip. In other words, while smuggling is transportation-based and involves crossing international borders (smugglers help people cross borders undetected in exchange for payment), trafficking is exploitation-based and thrives on force, fraud or coercion. Whereas trafficking involves the on-going exploitation of the victims in some manner to generate illicit profits for the traffickers, smuggling ends with the arrival of the migrants at their destination. According to the United Nations Office on Drugs and Crimes:

Trafficking in persons is the acquisition of people by improper means such as force, fraud or deception, with the aim of exploiting them... Smuggling of migrants involves the procurement for financial or other material benefit of illegal entry of a person into a State of which that person is not a national or resident.

From all indications, human trafficking is one of the fastest-growing criminal enterprises as more than 800,000 people are trafficked across international borders annually⁵. Suffice to say that it is possible for the illicit activity to start out as human smuggling but turn into human trafficking, particularly when “the individual is smuggled and then held and forced into the labour or sex trade”⁶. In either of the categories however, the two most frequently detected types of exploitation, which victims are subjected to, are sexual exploitation and forced labour-in agriculture, manufacturing, fishing, mining, and domestic service. The other emerging trend is organ removal. For trans-regional trafficking flows, it can be a complex web of activities-“recruitment, transportation, transfer, harbouring or receipt of persons”-and involve many offenders. In other words, trafficking of this nature, which is my focus here, can be more easily sustained by large and well-organized criminal groups.

5 Nita Bhalla (2018) Africa's human trafficking is flourishing, and SA is on its route, *BusinessDay*, July 31

6 Bobby J. Guidroz (2017) The difference between human trafficking and smuggling, <https://eu.dailyworld.com/story/opinion/columnists/2017/09/06/difference-between-human-trafficking-and-smuggling/621095001/>

Nigerian trafficked youth and propelling factors

Today, the flow of migrants across borders has increased. For many Nigerian youth whose unfulfilled existence, occasioned by long years of bad governance by clueless and kleptomaniac leaders, like their other African counterparts, the mere mention of means to vacate the country becomes an alluring offer. And the traffic merchants fill the vacuum. The description (unrealistic promises) of Europe and the Americas as lands of golden opportunities where *hard currencies* change one's miserable life is surely irresistible! As the army of jobless youths swells⁷, so also is the booming trafficking industry. For those who gave their consent to be smuggled or those tricked into modern slavery—the latest generation to buy into the illusion of a promised land— the story is a pathetic one. The least of all their worries however, is which academic concept better captures their status!

The truth is that the number of Nigerian young persons waiting in the Libyan slave camps with a determination to cross the Mediterranean Sea brings home the depressing reality of their home country. In many of the refugee camps I have visited, apart from war-driven nationals of Sudan, Somalia, Ethiopia or Eritrea, Nigerians are always seen in large numbers. Even while many claim victims of *Boko Haram* insurgency in north-eastern region of the country, you hardly identify an indigenous/typical Hausa-Fulani man or woman from the region among them, suggesting that many are in search of an end to unfulfilled dreams rather than fleeing from terrorism. For those whose journey was facilitated by the Nigerian mafia, my informant said they arrived in Italy through better and faster ships having fraudulently procured travel documents for their passage into Europe by the agents.

The UN migration agency estimates that about 80 percent of Nigerian women who arrive in Italy, some without papers or passports, are destined for sexual exploitation⁸ as they are recruited into Italy's notorious sex trade industry. For boys and young men, forced labour and organ harvesting are among the horrific abuses that await them. The women are charged substantial amount (to be paid in Europe) for the voyage which starts overland from Nigeria, often taking months to reach Libya⁹. More Nigerian migrants arrive in Italy than from any other country, usually recruited from rural, poorly educated and impoverished segments of Nigerian society. With the un-seaworthy boats, hundreds of people die or go missing while attempting the crossing to Europe. Yet,

7 The larger percentage of the Nigerian population is under 20 years old; thus, one of the countries with the youngest population in the world.

8 Emma Wallis (2019) Tricked, trafficked and sold: How criminal gangs are bringing Nigerian women to Italy, <https://www.infomigrants.net/en/post/14725/tricked-trafficked-and-sold-how-criminal-gangs-are-bringing-nigerian-women-to-italy>

9 John Filitz (2018) Nigerian Women's Ill-fated Pursuit of a Better Life: Understanding the Dynamics of Migration, <https://oefresearch.org/think-peace/nigerian-women-understanding-dynamics-migration>

for the rest of the world, Merelli¹⁰ posits that, “each tragedy has been an emergency: cause for shock, outrage, and eventually, amnesia”. In all, the victims’ vulnerability to exploitation remains a common factor in every form of modern slavery.

The Sicilian Mafia and Nigerian Criminal Gangs: The Unholy Alliance

Given that the burgeoning migrant smuggling and human trafficking industries constitute a threat to national security- a reality that stares both developed and developing countries in the face- the web of criminal organisations around it becomes an institutional, humanitarian and academic concern. Organized crime- consists of practices ranging from drug and human trafficking to credit card fraud-is by its very nature a transnational phenomenon, thrives on networking and contends with many forces. For it to be sustained in the medium to long term, significant trafficking flows have to be supported by organised criminals.

The role of organized crime in the lives of trafficked migrants in both home and host countries is a complex one. One common denominator however, is that trafficking networks often overlap with organised crime networks who have figured out how to profit from human suffering and are in close relationship with each other. Because the trafficking process involves different stages but same pattern (people are abducted or recruited in the country of origin, transferred through transit regions and then exploited in the country of destination) it often relies on enablers- individuals and entities- that provide goods and services. In other words, there is an enormous diversity as to the different types of active participants in these markets and they include different nationals operating in their area of competence.

The crossing of borders may be done overtly or covertly, legally or illegally¹¹ and in a variety of ways- hidden in vehicles, by swimming or boating around the barricade, or by directly scaling the fence. There is a group that comprises customers or clients of trafficked persons; this is referred to as *primary demand*. Demand is a multi-faceted problem generated by different actors at different times during the trafficking process. For recruitment purposes, exploiters often use employment and travel agencies, or family and friendship connections. There is also a “passer”, particularly within the African region, who functions as an all-inclusive travel agent for migrants, providing for their food, transportation and sleeping arrangements at every point along their journey.¹²

10 Annalisa Merelli (2017) Rescuing refugees is a matter of common sense on the paradisiacal island of Lampedusa, Quartz Daily Brief, February 3

11 United Nations Office on Drugs and Crime (2008) Human Trafficking: An Overview, <https://www.unodc.org/documents/human-trafficking/2008/HumanTrafficking-AnOverview.pdf>

12 Malia Politzer and Emily Kassie (2016) The 21st Century Gold Rush: How the refugee crisis is changing the world economy, <https://highline.huffingtonpost.com/articles/en/the-21st-century-gold-rush-refugees/#/niger>

Taking into account that corruption is an essential weapon in the hands of the criminal gangs/mafia members, it is present at every stage of the trafficking process, beginning with a victim's recruitment and transport through to their exploitation¹³.

According to Maurizio Scalia, a prosecutor in the Sicilian capital, "behind the smugglers, there is a multibillion-dollar business – and that of course attracts the Mafia"¹⁴. In the case of Sicily, the Nigerian criminal gangs have established a strong presence in several Nigerian towns, and have formed alliances with the Sicilian Mafia, controlling an extensive network of prostitutes and ordering them "on demand"¹⁵ from Nigeria. They have been so successful in mimicking the notorious families that Italian police started addressing them as 'mafia'. The high degree of collaboration between the Italian mafia and Nigerian criminal syndicates, in addition to the unprecedented upsurge of migrants across the existing camps in the country, have connived to overstretch the system and make it vulnerable to low level corruption and infiltration¹⁶. Today, each street is carefully cleaved between Mafia and Nigerian rule as they have adapted their tactics to capitalize on exploitive opportunities such as targeting asylum-seekers and new waves of refugees.

The word 'Mafia', for many people, is synonymous with Sicily where it refers to the private use of violence in public domains. The Sicilian Mafia is perhaps the most well-known organized crime group. Indeed, with associates holding significant roles in mainstream politics and business, the Sicilian Mafia is considered the most bourgeois of Italy's four main crime syndicates. Its capacity manifests in how it has grown to a worldwide level without losing its roots in Sicilian society. There are other criminal associations based in other regions of southern Italy, and all of them are sometimes called 'mafia': the Sacra Corona Unita, in Puglia (the heel of the Italian boot); the 'Ndrangheta, in Calabria (the toe); and the Camorra, in the city of Naples and its environs (located on the shin)¹⁷.

Similarly, a criminal gang and former Nigerian university campus confraternity, the Black Axe,¹⁸ that slipped into Italy amongst earlier waves of migrants, has made a living in human trafficking, "creating an almost inescapable web into which many Nigerian

13 Transparency International (2011) Breaking the Chain: Corruption and Human Trafficking, https://www.transparency.org/news/feature/breaking_the_chain_corruption_and_human_trafficking

14 Eric Reguly (2018) Refugee crisis a multibillion-dollar honeypot for Italian Mafia, <https://www.theglobeandmail.com/news/world/refugee-crisis-a-multibillion-dollar-honeypot-for-italian-mafia/article27186445/>

15 Tom Esslemont (2016) As Nigerian sex trafficking rises, Italy tracks crime kingpins, Thomson Reuters Foundation news, November 9

16 In 2014, what came to be known as the "Mafia Capitale" investigation was initiated, exposing pervasive organized crime infiltration in the migrant reception system and leading to the conviction of 41 people, including former politicians and local officials.

17 John Dickie (2004) *Cosa Nostra: A History of the Sicilian Mafia*, Palgrave Macmillan Ltd.

18 The Black Axe was founded in the late 1970s, as a confraternity at the University of Benin, in Nigeria. The group was quickly outlawed across the country for being too violent, too cult-like.

women migrants have become trapped"¹⁹. The gang, which also engages in fraudulent transfer of money between Europe and Nigeria, is vertically structured and based on strict rules. The Nigerian "Vikings" gang represents another organised criminal network with a fluid leadership structure after the Black Axe was relatively weakened. These Nigerian gangsters entered Italy illegally along with other Africans and later expanded as the number of migrants started increasing. After sometime, they started putting a proper structure in place to recruit migrants who have no official status in the country. As observed by an investigator, "Nigerian mafia is sometimes more violent than the mafia from Palermo"²⁰.

The Sicilian mafia, now weakened by years of trials and arrests, offers these networks of Nigerians, protection and resources for drug dealing and prostitution. According to police data, 90 percent of prostitutes in Palermo- the Sicilian capital city and a transit migration area located at the core of the Central Mediterranean Route- come from Nigeria²¹. These well-organized and extremely violent Nigerian mafias, who have drastically increased with more influx of trafficked women, use violence and religious rites to coerce their victims into compliance in addition to being used as drug mules along with men. Apart from involving in drug and prostitution rackets, the Mafia is also fingered in possible control of the companies that provide catering, cleaning, clothing, medicine and other vital services to the refugee camps in Sicily.²² In order to obtain government contracts that are tremendously rewarding, the mafia frequently threatens politicians in position of authority. Needless to say that migrant detention camps have long become a source of profit for numerous companies because public contracts are assigned in exchange for bribes and kickbacks. By implication, they have clandestine access to the management of the activities of the increasing number of these centres.

The Nigerian merchants harbour the prostitution network headed by women popularly known as "madam". Each madam is in charge of two to three trafficked girls, who are referred to as "babies". They have cemented an inglorious but enduring cord with notorious mafias not only in perpetuating this enterprise and other criminal activities but placing law enforcement agencies under pressure. In a region famous for Italy's most storied mafia organization, UK's Guardian posits that, "neighbourhoods under mafia control have changed profoundly in recent years due to the growing presence of foreigners, especially Nigerians coming on boats"²³. According to Maxwell (not his real name), one of the civil society's change agent in the Palermo city, the mafia has long infiltrated Italy's asylum system, making their business a seemingly entrenched one.

19 Ron Mwanguhunga (2018) Nigerian Gangs, The Mafia, Human Trafficking And Italy, <https://www.openletr.co/find-your-truth/nigerian-gangs-the-mafia-human-trafficking-and-italy3182018>

20 Simon Osborne (2016) The Black Axe: Italy faces chilling new organised crime group more ruthless than the mafia, Express, November 21

21 Lorenzo Tondo (2016) Mafia at a crossroads as Nigerian gangsters hit Sicily's shores, June 11

22 Eric Reguly op cit

23 Lorenzo Tondo (2016) Mafia at a crossroads as Nigerian gangsters hit Sicily's shores, June 11

Even the public prosecutor in Palermo, Nino Di Matteo, is an endangered man who has had around-the-clock protection for the last 25 years because the notorious mafia continually wants him dead. Indeed, 42 officers work in shifts to provide his security in the city²⁴.

Criminal networks, governments' intervention and the brick-walls

Although governments and international organisations show much concern to issues of crime and migration, evidence from the literature reveals that mafia members who run sex rings on the Italian island, have established a hidden but lethal presence in Africa. Italy today, as affirmed by the United Nations Interregional Crime and Justice Research Institute, is a destination of more than 10,000 Nigerian prostitutes. An attempt was made in 2017 by the chief prosecutor of Catania- another Sicilian city- to ban aid groups from bringing refugees to Italian shores after rescuing them from the sea. But it remains a mere attempt as the magnitude of trafficking is steadily growing in the last decade while host countries are hamstrung by international conventions and bilateral agreements. According to the International Organisation for Migration, there has been an almost 600 per cent increase in the number of potential sex trafficking victims arriving in Italy by sea since 2014²⁵. The system behind human trafficking appears extremely difficult to break through, according to Rosario Maida, head of the Criminal Investigation Department for Minors and Sexual Offenses in Palermo²⁶- long the centre of wealth and power of the island.

With the establishment of refugee camps/reception centres in Sicily, many social challenges have also sprung up both for the local community and migrants. These centers were initially designed to hold people for a short time until they could be more fully integrated into the secondary welcome network. Sadly, while awaiting a status determination in many of these centres, social marginalisation, forced evictions, reduced access to healthcare, and physical violence become the lot of many migrants. Countries such as Britain, France and Germany have urged the EU to set up further centres in Italy and Greece to fingerprint migrants and help separate asylum-seekers fleeing war from those motivated by economic reasons.

At the Cara di Mineo which serves as a welcome centre for those requesting asylum, many migrants fall victim to Mafia exploitation. Cara di Mineo, about 70km from the coast in central Sicily, is one of the biggest migrant camps in Europe, and it has become a laboratory that breeds many potential miscreants. Migrants are usually told they will

24 Walter Mayr (2017) Paradise Looted: How Sicily Became Ungovernable, Spiegel Online, November 10

25 The Telegraph (2017) Nigerian girls as young as 13 increasingly trafficked to Italy to work as street prostitutes, September 14

26 Von Helen Hecker (2018) From Refugee to Sex Slave: How African women are propelled into prostitution, <https://www.deine-korrespondentin.de/from-refugee-to-sex-slave/>

be there for six months, but often stay longer owing to delays in the asylum procedure. Obviously a source of frustration, bewilderment and worry for many, they sometimes have to wait as long as eighteen months (appeal period inclusive) to find out whether they are to be granted asylum or instead be deported.

While waiting to obtain legal status, the criminal networks infiltrate the camp. Indeed, cases of violence, rape and even murders linked to the centre and its inhabitants have been reported by national newspapers in the past. The Cosa Nostra has not only found ways to benefit monetarily from the migrants, it has also integrated them into mafia-related criminal enterprises in Sicily. At the beginning of 2019, Italy's Interior Minister, Matteo Salvini announced that the reception centre would be closed by the end of the year after it was reported that a Nigerian crime gang was operating from the camp. Women often casually engage in sex work as they roam the countryside and its surrounding highways to earn some money, risking physical abuse and disease in the process. Other migrants and refugees, especially men with scant work opportunities, are often engaged in back-breaking labour as agricultural workers and are paid as little as €15 for a 12 to 18-hour day for hard labour in very poor conditions²⁷.

The Nigerian gangs use the neighbourhood's historic but rundown houses to hold the women, and sometimes underage girls, whom they force to prostitute themselves on the city streets²⁸, joining other Nigerians who now make up nearly half of the street prostitutes working in Italy. They operate in collaboration with other mafia groups both in Nigeria and in Libya. The Nigerian gangs often reach agreements with Sicilian criminal groups to "obtain protection or at least approval to carry out their exploitation in the form of prostitution"²⁹. To keep them in work, the ladies are forced to pay off their 'debts' (often between \$30,000 and \$45,000) —being the cost of travel and accommodation in Europe. Thus, it is a prevailing eyesore as Nigerian teenagers and young women sell sex for motorists in Italy. As a matter of necessity or compulsion, they hand over the money to their female pimps on a daily basis.

Interestingly, for trafficked women and girls who want to escape life on the streets, the Italian government once tripled its funding from 8 million euros in 2015 to 22.5 million in 2017 to help them³⁰. Also, Italian law provides for immediate protection—and a permit to live in the country—for any sex trafficking victim who presses charges against members of the criminal organisation. But for Bridget (a pseudonym), who I met at the Palermo train station, relocating to another region of the country may be an alternative. Like several others, she was duped into believing she would find good jobs in Europe. For three years, nothing meaningful came out of their existence as they got

27 Connie Agius (2015) How organised crime profits from Italy's immigration boom, <https://www.abc.net.au/news/2015-10-06/agi-us-migrants-and-organised-crime/6829714>

28 Jelter Meers (2017) Italy: After Cosa Nostra, Nigerian Black Axe New Foe for Police, <https://www.occrp.org/en/27-ccwatch/cc-watch-briefs/8095-aly-after-cosa-nostra-nigerian-black-axe-new-foe-for-police>

29 Associated Press (2018) Italy stems immigration, short on aiding indebted sex slaves, March 7

30 Associated Press (2018) Italy stems immigration, short on aiding indebted sex slaves, March 7

confined in private homes owned by the *Nigerian madams*³¹ and gangsters in Palermo. At 23, that is six years after she left Nigeria and less than three years she arrived in Palermo, it is obvious that her vulnerability to the traffickers' lies and blackmail could be partly premised on age. The girls often deny that they are minors having been told by the exploiters to avoid the children's protection system³². In the first nine months of 2018, it is reported that almost 20 percent of those who reached Europe by sea from Libya were children under the age of 18³³. "I have to start working for myself now; my brother, I don't know", she parted with those words as she made her way to the arriving train. Bridget's experience encapsulates the suffering, dashed hopes and of many trafficked ladies roaming the streets of Italy for survival.

Curbing human trafficking with collective determination: Concluding Remarks

Trafficking in persons- driven by the growing need for cheap and exploitable labour- is modern-day slavery that violates fundamental human rights enshrined in international law. Combating it requires that all hands must be on deck at different levels of bilateral or multilateral engagements. For the current study, the anti-human trafficking agreement between Nigeria and Italy, as an international collaboration to confront human trafficking for sexual exploitation, appears to have had a negligible impact. Given its rapid growth in recent years, trafficking in human beings for the purpose of sexual exploitation and forced labour particularly on the Africa-Italy axis has become a global threat. One can safely posit that such bilateral agreement needs to be strengthened. Though the development of coherent action to combat trafficking in human beings is a major breakthrough, it needs more commitment from the parties.

For the home country, Nigeria in this instance, serious attempt should be made to reduce vulnerabilities to trafficking through targeted public information campaigns and engagement with a wide range of stakeholders, including criminal justice experts, the private sector, civil society, local communities and concerned citizens. Awareness should be created around the increasing linkages between smugglers and traffickers, and the vulnerabilities of smuggled migrants to abuse and exploitation. The country should localise the anti-trafficking discourse in which measures to curb trafficking or to provide

31 Madams are older Nigerian women, sometimes former prostitutes themselves, who have climbed the organizational ranks

32 Save the Children, Italy (2017) *Young Invisible Enslaved: Children Victims Of Trafficking and Labour Exploitation*.

33 Human Rights Watch (2019) *No Escape from Hell: EU Policies Contribute to Abuse of Migrants in Libya*, <https://www.hrw.org/report/2019/01/21/no-escape-hell/eu-policies-contribute-abuse-migrants-libya>. In 2016 there were 181,436 arrivals in Italy by sea. Of these there was an estimated 30,000 minors present in the mixed migration of those seeking refuge, work, futures, hope in Europe.

state support for victims are regularly taken to the grassroots. Nigeria should collaborate with other countries, particularly with a transit country like Libya³⁴ “where there are such inhumane, instrumental and cyclical forms of financial and venal extraction played out on young African’s lives”³⁵, to develop appropriate mechanisms with a view to sharing cross-border intelligence and co-ordinating efforts to bust trafficking rings. More importantly, pro-poor policies-rooted in good governance-should be the focus of governments at all levels and develop measures that keep at-risk individuals safe from human trafficking. The country is resource and human capital-rich to make life more abundant for its citizens so that the desperate motive of seeking “good life” abroad will be drastically reduced. As rightly observed by the United Nations Office on Drugs and Crime³⁶:

While not to undermine the need for the international community to address the “demand” side of trafficking, these vulnerabilities hail the need for more opportunities for education, health, jobs and safe social mobility to be made available to people who may otherwise fall prey to the “supply” side of trafficking.

For country of destination, the issue of organized crime and forced migration must be re-examined. Suppressing the international activities of traffic in persons through enhanced and effective legal means to prosecute members of the criminal gangs will serve as a deterrent. Also, understanding the root causes in the context of origin countries as well as the pull factors attracting the traffickers in destination countries is a key to identify effective prevention strategies. Similarly, by pressuring governments in Africa and the Middle East to stem onward migration in exchange for aid, as one of the pillars of European Union’s current migration policy clearly indicates, may put the home countries in proactive mode. Nevertheless, the international responsibility to protect asylum seekers and refugees should be adhered to. Above all, concerned countries should genuinely key into the 3P paradigm of prosecution, protection, and prevention, adopted by the global anti-trafficking movement, with a view to strengthening existing strategies/policies.

The journey to Sicily was too painful and dangerous³⁷- involving cruel, inhuman and degrading treatment and other forms of indignities - for migrants to be considering self-return even after a seemingly futile adventure by many. The news from “home” is not cheering either as pressure from equally frustrated relatives mounts daily. They may have run from hardship, violence and war, but the dire situation most of these young Africans

34 For instance, Italy’s government is directly training and funding the Libyan coast guard, in parallel to the EU’s efforts.

35 European Stability Initiative, 28 April 2019, www.esiweb.org

36 United Nations Office on Drugs and Crime (2008) Human Trafficking: An Overview, <https://www.unodc.org/documents/human-trafficking/2008/HumanTrafficking-AnOverview.pdf>

37 Nicole Bonaccorso (2018) From Refugee to Commodity, <https://features.weather.com/exodus/chapter/from-refugee-to-commodity/>

find themselves, especially for the economic migrants, can be as hazardous as the one they escaped from. How Sicily intends to stop being “the refugee camp of Europe” through increased repatriations in the face of the financial, logistical and humanitarian implications of such an undertaking may be unrealisable for now! Indeed, for host countries contemplating deportation of the “undocumented migrants”, they are regularly advised not to politicise a humanitarian issue or take a risk at fomenting racism. For the mafia enterprise however, nothing has been better than thousands of migrants who have arrived in Sicily with too little to do in the last two decades; ironically the same period the Cosa Nostra mafia has been unprecedentedly squeezed by the security agencies.

References

- Agius, Connie (2015) How organised crime profits from Italy’s immigration boom, <https://www.abc.net.au/news/2015-10-06/agi-us-migrants-and-organised-crime/6829714>
- Associated Press (2018) Italy stems immigration, short on aiding indebted sex slaves, March 7
- Bhalla, Nita (2018) Africa’s human trafficking is flourishing, and SA is on its route, *BusinessDay*, July 31
- Bonaccorso, Nicole (2018) From Refugee to Commodity, <https://features.weather.com/exodus/chapter/from-refugee-to-commodity/>
- Dickie, John (2004) *Cosa Nostra: A History of the Sicilian Mafia*, Palgrave Macmillan Ltd.
- Emma Wallis (2019) Tricked, trafficked and sold: How criminal gangs are bringing Nigerian women to Italy, <https://www.infomigrants.net/en/post/14725/tricked-trafficked-and-sold-how-criminal-gangs-are-bringing-nigerian-women-to-italy>
- EPSC Strategic Notes (2017) Irregular Migration via the Central Mediterranean, <http://www.statewatch.org/news/2017/feb/eu-com-epsc-note-irregular-migration-central-med-2-2-17.pdf>
- Esslemont, Tom (2016) As Nigerian sex trafficking rises, Italy tracks crime kingpins, *Thomson Reuters Foundation news*, November 9
- Filitz, John (2018) Nigerian Women’s Ill-fated Pursuit of a Better Life: Understanding the Dynamics of Migration, <https://oefresearch.org/think-peace/nigerian-women-understanding-dynamics-migration>
- Filitz, John (2018) Nigerian Women’s Ill-fated Pursuit of a Better Life: Understanding the Dynamics of Migration, <https://oefresearch.org/think-peace/nigerian-women-understanding-dynamics-migration>
- Guidroz, Bobby J. (2017) The difference between human trafficking and smuggling, <https://eu.dailyworld.com/story/opinion/columnists/2017/09/06/difference-between-human-trafficking-and-smuggling/621095001/>

- Human Rights Watch (2019) No Escape from Hell: EU Policies Contribute to Abuse of Migrants in Libya, <https://www.hrw.org/report/2019/01/21/no-escape-hell/eu-policies-contribute-abuse-migrants-libya>
- Lorenzo, Tondo (2016) Mafia at a crossroads as Nigerian gangsters hit Sicily's shores, *The Guardian*, June 11
- Martelli, Sarah (2018) A Long Journey for a Chance at a Second Life, <https://www.unicef.org/innovation/stories/uReportonthemoveLongJourney>
- Meers, Jelter (2017) Italy: After Cosa Nostra, Nigerian Black Axe New Foe for Police, <https://www.occrp.org/en/27-ccwatch/cc-watch-briefs/8095-aly-after-cosa-nostra-nigerian-black-axe-new-foe-for-police>
- Merelli, Annalisa (2017) Rescuing refugees is a matter of common sense on the paradisiacal island of Lampedusa, *Quartz Daily Brief*, February 3
- Mwangaguhunga, Ron (2018) Nigerian Gangs, The Mafia, Human Trafficking And Italy, <https://www.openletr.co/find-your-truth/nigerian-gangs-the-mafia-human-trafficking-and-italy3182018>
- Osborne, Simon (2016) The Black Axe: Italy faces chilling new organised crime group more ruthless than the mafia, *Express*, November 21
- Politzer, Malia and Kassie, Emily (2016) The 21st Century Gold Rush: How the refugee crisis is changing the world economy, <https://highline.huffingtonpost.com/articles/en/the-21st-century-gold-rush-refugees/#/niger>
- Reguly, Eric (2018) Refugee crisis a multibillion-dollar honeypot for Italian Mafia, <https://www.theglobeandmail.com/news/world/refugee-crisis-a-multibillion-dollar-honeypot-for-italian-mafia/article27186445/>
- Save the Children, Italy (2017) Young Invisible Enslaved: Children Victims Of Trafficking and Labour Exploitation, <https://resourcecentre.savethechildren.net/library/young-invisible-enslaved-children-victims-trafficking-and-labour-exploitation-italy>
- The Telegraph (2017) Nigerian girls as young as 13 increasingly trafficked to Italy to work as street prostitutes, September 14
- Transparency International (2011) Breaking the Chain: Corruption and Human Trafficking, https://www.transparency.org/news/feature/breaking_the_chain_corruption_and_human_trafficking
- United Nations Office on Drugs and Crime (2008) Human Trafficking: An Overview, <https://www.unodc.org/documents/human-trafficking/2008/HumanTrafficking-AnOverview.pdf>
- Von, Helen Hecker (2018) From Refugee to Sex Slave: How African women are propelled into prostitution, <https://www.deine-korrespondentin.de/from-refugee-to-sex-slave/>
- Walter, Mayr (2017) Paradise Looted: How Sicily Became Ungovernable, Spiegel Online, November 10